

L'APPLICATION
DE LA LEGISLATION
SUR L'ENFANCE COUPABLE
PAR LE TRIBUNAL DE BORDEAUX

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue devant la Faculté de Droit de Bordeaux

le Samedi 22 Juin 1935 à 15 heures

PAR

M. George REYNAUD

Attaché au Parquet général

BORDEAUX

IMPRIMERIE J. BIÈRE

18, rue du Peugue, 18

1935

THÈSE POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend ni approuver ni désapprouver les opinions émises dans les thèses, ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

**L'APPLICATION
DE LA LEGISLATION
SUR L'ENFANCE COUPABLE
PAR LE TRIBUNAL DE BORDEAUX**

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue devant la Faculté de Droit de Bordeaux

le Samedi 22 Juin 1935 à 15 heures

PAR

M. Georges REYNAUD

Attaché au Parquet général

BORDEAUX

IMPRIMERIE J. BIÈRE

18, rue du Peugue, 18

1935

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX

Professeurs honoraires : MM. SAUVAIRE-JOURDAN, * Q I.;
LESCURE *, Q I.; de BOECK, *, Q I., NOAILLES * Q I.;
BENZACAR, *, Q I., MARIA, Q I.

FERRON, *, Q I., *Doyen*, professeur de *Droit commercial*.

FERRADOU, *, Q I., *Assesseur du Doyen*, professeur d'*Histoire du droit* et chargé d'un cours de *Pandectes* (Diplôme d'études supérieures).

MARGAT, Q I., professeur de *Droit civil* et chargé d'un cours de *droit international privé* (Licence).

BONNECASE, Q I., professeur de *Droit civil* et chargé d'un cours de *Droit maritime* (3^e année).

PALMADE, * Q A. *, professeur de *Droit civil*.

VIZIOZ, Q I., professeur de *Procédure civile* et chargé d'un cours de *Droit civil comparé* (Diplôme d'études supérieures).

BONNARD, * Q I., *, professeur de *Droit administratif* et chargé d'un cours de *Droit constitutionnel comparé* (Diplôme d'études supérieures).

POPLAWSKI, * Q I., professeur de *Droit criminel* et chargé d'un cours de *Législation industrielle*.

BOYÉ *, Q I., *, professeur de *Droit romain*.

MOUNIER, Q I., professeur d'*Economie politique* et chargé d'un cours de *Histoire des doctrines économiques* (Diplôme d'études supérieures).

BIBIÉ, *, *, professeur de *Droit international public*.

REGLADE, Q A., professeur de *Droit constitutionnel et administratif*.

GARRIGOU-LAGRANGE, professeur d'*Economie politique et Science financière*, chargé d'un cours de *Législation coloniale* (3^e année).

HUBRECHT, Q A., professeur d'*Histoire du Droit* (doctorat) chargé d'un cours de *Droit romain* (Licence 2^e année).

LABORDE-LACOSTE, Q I., professeur à la Faculté de Droit d'Aix, chargé d'un cours de *Droit civil* (Licence), des cours de *Droit civil* (Capacité) et d'un cours de *Enregistrement*.

LASSERRE, Agrégé, chargé d'un cours d'*Economie politique*, (Licence 2^e année).

GUILLIEN, chargé de cours (*Droit public*).



M. ARTIGUELONG, Q A., *secrétaire*.

Mme COSTES, Q A., *secrétaire-adjointe*.

Mme SOUBIE., *bibliothécaire*.

COMMISSION DE LA THÈSE

MM. POPLAWSKI, *Professeur* *Président*

M. BONNECASE, *Professeur* }
M. LABORDE-LACOSTE, *Professeur* } *Suffragants*

INTRODUCTION

Après s'être presque confondue avec la législation pénale ordinaire, la législation de l'enfance coupable s'en sépare chaque jour davantage. L'initiative très large laissée aux magistrats, l'intervention médicale, la rééducation substituée à la répression, autant de points particuliers qui, en dehors des mesures de procédure donnent à cette partie de notre législation un caractère original. L'étude de ces idées nouvelles a été souvent faite, mais il n'y a pas eu, croyons-nous, d'œuvre d'ensemble sur l'application de ces lois et de ces réformes dans le ressort d'un tribunal. Mieux cependant qu'une étude abstraite, la description et l'examen des mesures prises par des magistrats, par des rééducateurs, peuvent nous donner une idée précise des modifications apportées et des réformes encore possibles.

Attaché depuis deux ans au Parquet du Procureur de la République de Bordeaux, nous avons pu connaître dans le détail le service des mineurs auquel nous étions affecté. Nous avons ainsi apprécié les réformes apportées dans l'instruction des affaires les concernant. Le procureur de la République doit chaque année, établir un rapport sur l'activité du tribunal pour enfants et adolescents et sur le contrôle des établissements charitables ou officiels situés dans son ressort. Nous ne pouvons mieux caractériser notre travail qu'en le définissant : un rapport plus détaillé sur les mêmes sujets.

Nous nous sommes particulièrement occupé des établissements de rééducation. Grâce aux autorisations de la Chancellerie, nous avons pu les visiter fréquemment, interroger les pupilles, compulsier les archives et apprécier sur place les méthodes appliquées et les résultats obtenus.

Monsieur le Conseiller de la Cour de cassation, Paul Flandin ¹, disait : « La plupart des magistrats ignorent l'organisation pénitentiaire, les ressources et les moyens sérieux d'amendement dont elle dispose. J'ai moi-même partagé, l'erreur commise : comme la plupart de mes collègues, j'avais la conviction que la maison de correction était une école de démoralisation. J'ai voulu me rendre compte de ce qu'il en était. J'ai cherché à voir et j'ai vu, et c'est après avoir vaincu mes préjugés que j'ai cherché à vaincre ceux des autres, ceux du Barreau et aussi ceux du grand public ».

Nous n'aurons pas de semblables ambitions. Ces paroles prononcées en 1900 ne sont plus aujourd'hui entièrement exactes. De nombreuses circulaires ministérielles rappellent au Parquet son rôle de contrôle et de surveillance, particulièrement les circulaires du 20 juin 1931 et du 15 mai 1934, un magistrat à la Cour vient même d'être spécialisé dans ces questions par une circulaire du 7 mars 1934.

Un arrêté ministériel en date du 12 janvier 1935 institue au Ministère de la Justice, un service d'études et de renseignements concernant les mineurs abandonnés ou délinquants. Enfin une circulaire du 8 mai 1935 entre autres choses, trace un programme d'activité pour le nouveau magistrat délégué aux enfants.

Constatons combien sont nombreuses et récentes, les améliorations apportées dans ce domaine de la science pénitentiaire.

Une prévention générale subsiste cependant, plus encore dans le public qu'au Palais. Les études successives que nous donnons des maisons placées dans le ressort du Tribunal de Bordeaux contribueront peut-être à la faire disparaître.

Nous présentons au début de ce travail, un schéma de l'évolution de la législation pénale de l'enfance, schéma indispensable pour pouvoir en comprendre l'application.

¹ *Revue Pénitentiaire*, séance du 20 Juin 1900., p. 607.

Etudiant ensuite le tribunal pour enfants, nous n'envisageons que les mesures originales pratiquées à Bordeaux. Nous avons essayé de donner, grâce à des recherches effectuées au Greffe, un tableau succinct de la délinquance infantile à Bordeaux : l'origine de ces mineurs, la nature des infractions commises.

Ce sont ces mineurs que nous retrouvons formant le fonds de la population des établissements étudiés par nous, plus ou moins longuement suivant leur importance. L'examen de ces établissements, qui sont le facteur principal actuel de rééducation, constitue la partie la plus importante de notre travail.

Nous avons cru devoir terminer par un chapitre d'ordre plus général. Après avoir pris la défense de ces maisons contre les attaques dont elles sont l'objet, nous avons cependant tenu à apporter quelques critiques tout en demeurant dans le **cadre de l'organisation** actuelle.

Nous suggérons ensuite quelques idées de réformes plus radicales, dont l'application nous paraîtrait excellente. Enfin nous concluons par l'impression personnelle que nous avons retirée de cette étude locale sur la question si délicate du relèvement de l'enfance coupable.

CHAPITRE PREMIER

LA LEGISLATION DE L'ENFANCE COUPABLE

SECTION I

L'APPARITION DU PRINCIPE DE LA RÉÉDUCATION

De tous temps, l'application de la loi pénale a été tempérée pour l'enfant. L'âge de la capacité pénale absolue a pu varier, mais le principe de l'atténuation de la peine et même de la non-culpabilité s'est imposé à toutes les législations.

Il est de toute évidence que le mineur qui commet un délit ne peut avoir une volonté suffisamment éduquée pour discerner le bien du mal. Deux des éléments que requiert l'imputabilité : intelligence et volonté, ne sont pas développés chez l'enfant ; il ne peut discerner l'illégalité de l'acte qu'il commet, il ne peut avoir qu'une connaissance incomplète des conséquences du fait ; il ne se rend pas compte de « la quantité de mal qu'il allait commettre » dit M. Pui-baraud, dans un de ses rapports à la Société générale des Prisons.

Cette distinction entre le mineur et le majeur s'est imposée à toute législation. Même le Droit romain dans son état primitif, alors que l'élément intentionnel que requiert un droit pénal plus raffiné n'était pas recherché, alors que simplement le fait même du délit amenait la répression, distinguait le pubère de l'impubère.

C'est ainsi que dans les trois cas suivants : lorsque le citoyen commet un vol manifeste, lorsqu'il fait paître un

animal sur un champ ensemencé, ou qu'il coupe nuitamment et furtivement les récoltes d'autrui, on voit qu'il est : dans le premier cas, battu de verges et remis (*addictus*) au propriétaire, dans les deux autres cas, voué à Cérès et mis à mort, alors que l'impubère est simplement battu de verges à la volonté du magistrat ¹.

Il y a là peut-être une reconnaissance implicite de l'atténuation de la responsabilité de l'enfant, mais, certainement, l'application d'un droit plus humain qui prend en considération sa faiblesse physique et se refuse à lui appliquer les sanctions pénales dans toute leur rigueur.

Ce rappel un peu lointain d'une législation qui passe pour particulièrement barbare dans ses premiers siècles, suffit à nous montrer la généralité de ce principe et nous dispensera, *a fortiori*, de produire de nombreux exemples puisés à d'autres sources. Tous ces exemples, en effet, nous montreraient la généralité, dans le temps comme dans l'espace, du principe de l'atténuation des peines pour l'enfant.

Mais si, sur ce principe, on constate une unanimité quasi totale, sur celui qui tend aujourd'hui à prendre la première place dans les préoccupations du législateur et des magistrats, je veux parler du principe de la rééducation que l'on voudrait même substituer entièrement au principe de la répression, on ne le trouve formulé et appliqué de façon générale et légale qu'à une époque toute récente, à la fin du XIX^e siècle seulement.

Auparavant, pour l'individu pleinement responsable, comme pour le mineur délinquant, l'idée d'exemplarité de la peine était au premier plan, c'était même le seul but recherché.

Mais, peu à peu, une autre idée devait s'imposer aux esprits éminents préoccupés de la question : l'imputabilité est, en effet, annihilée ou tout au moins restreinte par tout

1. Loi des XII Tables, Table VIII, frag. 14. Aulu-Gelle. Nuits Attiques,

ce qui détruit ou empêche l'exercice de l'une ou l'autre de ces deux facultés, l'intelligence et la volonté ; il est donc nécessaire pour arriver à un état normal, seul compatible avec l'exercice de la répression, que le caractère tout entier de l'enfant soit formé, que sa volonté soit trempée, qu'une éducation soit faite de la volonté comme de l'intelligence.

Il est intéressant de rechercher les origines de cette idée de rééducation, qui, formulée au *xix^e* siècle, appliquée aussitôt dans les deux systèmes pénitentiaires américains, le système auburnien et le système pensylvanien, devait s'imposer aux législations européennes et triompher plus encore dans les Codes pénaux étrangers que dans la législation française.

Dans l'antiquité, comme au Moyen Age, si l'enfant subit des peines moins sévères que l'adulte, elles ne diffèrent en rien dans leur caractère des peines subies par l'adulte pour des faits moins graves, la prison est la même. Bien plus, en cas de vol, au Moyen Age, l'usage s'était établi d'arrêter les enfants et de les enfermer dans des prisons ordinaires. Cette règle avait été introduite dans le but pratique de permettre d'arracher des révélations à l'enfant pendant sa captivité. Il est facile de se représenter l'état de perversité dans lequel se trouvait le jeune délinquant à sa sortie ; les quelques dispositions antisociales qui avaient pu amener sa répression, s'étaient accrues et c'était un individu dangereux, incapable de se réadapter que l'on remettait en liberté.

Les quelques tendances en faveur du relèvement du coupable, et plus particulièrement de la rééducation du mineur délinquant, se rencontrent isolément, sans continuité, chez quelques réformateurs qui ne sont pas suivis, tellement cette idée nouvelle correspond peu aux idées sur la répression universellement reçues chez leurs contemporains.

C'est ainsi que Saint Thomas, pose avec netteté le principe suivant : « Les peines de la vie présente, dit-il, sont

plus pour guérir que pour faire expier ; la punition est en effet réservée au jugement divin ». Mais l'application est bien loin de suivre l'énoncé et nous ne trouvons dans ce sens que quelques rares institutions isolées.

En 1545, à Paris, une curieuse institution fonctionne qui est bien dans la ligne de notre législation actuelle sur l'enfance. Les enfants mendiants et vagabonds sont arrêtés, retenus dans les hôpitaux où un minimum d'instruction leur est donné et d'où on les fait sortir le plus tôt possible pour les placer chez des cultivateurs ou des artisans (Loiseleur, *Le crime et les peines*, page 219).

C'est là une simple mesure locale qui n'a pas eu l'application générale et officielle qu'elle aurait méritée à une époque où l'enfance abandonnée vagabonde, en passe de devenir délinquante, était très nombreuse.

Signalons, en Italie, une institution, officielle celle-là, du pape Clément XI qui fonde en 1705, à Rome, la Casa Custodia di San Michele, pour jeunes délinquants. C'est certainement la première prison pour enfants nettement spécialisée, et l'intérêt qu'elle présente est d'autant plus grand que, si l'on en juge par la devise placée au-dessus de la salle d'honneur, l'idée de rééducation était seule envisagée par son fondateur et non l'idée de répression : « *Parum est improbos poena coercere nisi probos efficias disciplina*. Il n'est guère utile de contraindre l'homme malhonnête par la peine, si on ne le rend honnête par la discipline ».

Le progrès des idées commence à se faire sentir, l'idée d'amendement et de reclassement du condamné gagne du terrain et le premier champ d'activité sur lequel elle doit naturellement triompher est celui de l'enfance coupable. S'il est une rééducation possible, s'il est un essai de reclassement à tenter, c'est bien, en effet, sur l'enfant dont l'intelligence et la volonté ne sont pas encore foncièrement altérées plutôt que sur le délinquant majeur et surtout le délinquant d'habitude.

C'est ainsi que la déclaration du 13 juin 1721 venant modifier l'ordonnance criminelle de 1670, instituait dans son article 5 des établissements distincts pour mineurs. Ces établissements, et c'est là leur principal intérêt à côté de la correction, ont en vue l'instruction et la rééducation des enfants.

Mais cette réforme était si peu dans l'ordre des idées reçues à l'époque, que non seulement jamais maison de ce genre ne fut construite, ni fonctionna, mais encore qu'un commentateur, comme Jousse, reproduisant presque textuellement l'ordonnance, oublie le mot instruction qui n'avait pas attiré son attention, pas plus sans doute que celle des rédacteurs eux-mêmes de la déclaration, puisqu'aucune application ne suivit l'énoncé du principe.

Il faut attendre la Révolution pour trouver un système cohérent et spécial à l'enfance. La question du discernement vient légalement au premier plan dans le Code criminel des 25 septembre et 6 octobre 1791. Les jurés dans leurs délibérations doivent avant tout poser la question suivante : Le coupable a-t-il agi avec ou sans discernement ?

Dans l'article 2, titre 5 du Code, le législateur révolutionnaire prévoit des maisons de correction, où le mineur sera enfermé pendant un nombre d'années égal au nombre d'années d'emprisonnement qu'il aurait encourues, s'il avait été majeur. Même si l'enfant est acquitté, le tribunal pourra, suivant les circonstances, ordonner qu'il soit remis à ses parents, ou bien confié à quelque personne charitable, à quelque établissement d'apprentissage ou de rééducation présentant les garanties suffisantes pour espérer son amendement, ou même encore, sans que cette mesure soit incompatible avec l'acquittement, être détenu dans une maison de correction pour qu'il y soit élevé.

Ces principes qui sont singulièrement semblables à la législation et aux pratiques actuellement en vigueur et qui dénotent des idées remarquablement originales pour l'époque, ne reçurent pas, malheureusement, une application

sérieuse. Les maisons de correction qui devaient abriter les enfants délinquants ne furent pas spécialisées dans leur rôle de rééducation et de relèvement. Elles recevaient, en effet, à côté du mineur condamné et acquitté comme ayant agi sans discernement, le mineur emprisonné sur la décision du tribunal de famille conformément aux articles 15, 16 et 17 du titre X du décret du 16 août 1820, et, élément d'immoralité certain, les individus condamnés à l'emprisonnement par voie de police correctionnelle. Même si l'obligation était observée de séparer les diverses catégories en quartiers distincts, et l'on sait combien cette mesure a été rarement appliquée particulièrement dans les petites prisons, les mineurs devaient vivre dans une telle promiscuité que ces maisons étaient certainement très loin de correspondre au but envisagé par le législateur.

SECTION II.

LÉGISLATION DE L'ENFANCE COUPABLE, DEPUIS 1810

Le législateur du Code pénal de 1810 s'est inspiré des idées révolutionnaires, inspiration heureuse puisque, comme nous venons de le voir, d'excellents principes, ceux-mêmes que l'on s'efforce d'appliquer aujourd'hui, étaient à l'origine de la loi de 1791, tout au moins en ce qui concerne les mineurs.

Le Code pénal de 1810 fixait la majorité pénale à 16 ans, sans distinguer, comme le feront plus tard des législations étrangères, une période d'irresponsabilité absolue ; aussi, des circulaires de la Chancellerie viendront-elles à plusieurs reprises : 1855-1876-1892, recommander aux membres du ministère public de s'abstenir de toute poursuite contre les enfants au-dessous de 7 à 8 ans.

Deux sortes de mesures, nettement distinctes, sont prises à l'égard du mineur délinquant. C'est la question de

discernement qui va permettre et permet d'ailleurs toujours, en principe, la discrimination des sujets relevant de l'une ou de l'autre catégorie. Le juge se prononce de façon explicite sur la question. Quand l'accusé est âgé de moins de 16 ans, et qu'il est dit qu'il a agi sans discernement, il pourra : ou être remis à ses parents, si ceux-ci présentent des garanties suffisantes, ou être conduit dans une maison de correction, pour y être élevé et détenu pendant la durée fixée par le jugement (art. 66 du Code pénal). Si le juge répond affirmativement à la question de discernement, le mineur est condamné à une peine de prison, mais peine atténuée (art. 67).

Ainsi la loi supposait, pour son exécution, l'existence d'établissements spéciaux, sous le nom de maisons de correction. Malheureusement aucun texte réglementaire ne vint assurer la mise en œuvre de ces dispositions. Comme par le passé, les jeunes délinquants restèrent détenus dans les prisons ordinaires, dans la promiscuité des détenus majeurs, et ainsi, situation paradoxale, le mineur acquitté comme ayant agi sans discernement, loin d'être mieux traité que les autres qui ne subissaient qu'une peine de cinq mois, pouvait être détenu jusqu'à sa vingtième année.

Il y eut cependant quelques essais d'organisation ; deux ordonnances royales des 18 et 29 septembre 1815 jetèrent bien les bases d'une « prison d'amendement spéciale pour enfants », mais l'on peut dire que, pendant la première moitié du XIX^e siècle, les prescriptions des articles 66 et 67 restèrent lettre morte.

Les départements, propriétaires des prisons, se refusaient à toutes modifications pouvant entraîner pour eux une dépense nouvelle ; seules, quelques améliorations furent apportées dans les maisons centrales, propriétés de l'Etat. Il y eut des quartiers réservés aux jeunes détenus dès 1824 à Strasbourg, en 1826 à Rouen, puis un peu partout. Un grand mouvement de protestation ayant à son origine Cl. Lucas et son ouvrage : *Du système pénitentiaire*

en Europe et aux Etats-Unis (1828), qui révélait à l'ancien monde les réformes américaines, aboutit, malgré M. de Tocqueville qui se refusait à appliquer aux enfants le système cellulaire, aux deux circulaires de décembre 1832 et de mars 1836. La première organisait pour les jeunes détenus de la Petite Roquette la libération conditionnelle et le placement familial ; la seconde organisait, selon le système auburnien, l'emprisonnement cellulaire de nuit.

Mais pendant toute cette période où l'Etat se montrait déficient, l'initiative privée vint s'efforcer de le suppléer. En 1839, fut fondée la colonie agricole de Mettray qui devait être la plus célèbre des colonies privées. Admirée, souvent décrite et imitée, elle avait pour principe de rappeler le plus possible à l'enfant la famille absente. Les sujets les plus vicieux étaient à leur arrivée internés individuellement. Les résultats furent remarquables et, dès 1842, l'administration créa, à son tour, les pénitenciers agricoles de Fontevrault, Clairvaux, Loos et Gaillon. Si bien que la grande loi de 1850 qui devait régler la matière ne fit que ratifier législativement les détails d'une organisation déjà éprouvée par l'expérience.

Cette loi répondait aux vœux de tous ceux qu'une carence aussi complète d'exécution en face de dispositions législatives, grosses cependant de conséquences, avait pu choquer. Voici en quels termes le rapporteur de la loi de 1850 s'exprimait devant l'Assemblée législative : « Que veut l'article 66... Les enfants seront élevés... Eh bien ! nous nous sommes demandé ce qu'il y avait dans ce mot : élevés. Cela veut-il dire simplement être jetés dans ces geôles connues sous le nom de maisons centrales de détention ? Cela veut-il dire être enfermés avec ce qu'il y a de plus vicieux au monde sous le régime très sévère, sans doute, mais très peu moralisateur que vous savez être appliqué aux détenus des maisons centrales ? Evidemment non ! »

Ainsi, de tout temps, la conscience des magistrats s'est alarmée de voir ce qu'était l'éducation des jeunes détenus

dans les maisons centrales, dont on a pu dire : « Ils y sont détenus, ils n'y sont pas élevés. »

Cette loi des 5 et 12 août 1850, « Loi sur l'éducation et le patronage des jeunes détenus », prévoit quatre sortes d'établissements :

1° Des quartiers distincts dans les maisons d'arrêt, affectés aux jeunes détenus, de toutes catégories, détenus préventivement à raison de crimes, délits, ou par voie de correction paternelle, enfin les mineurs condamnés à une peine n'excédant pas six mois.

2° Les colonies pénitenciaires qui recevront les jeunes détenus acquittés en vertu de l'article 66 du Code pénal, comme ayant agi sans discernement, mais non remis à leurs parents. Les jeunes détenus condamnés à un emprisonnement de plus de six mois, mais qui n'excède pas deux ans (articles 3 et 4).

3° Une ou plusieurs colonies correctionnelles où seront conduits et élevés les jeunes détenus, condamnés à un emprisonnement de plus de deux années, les jeunes détenus des colonies pénitenciaires qui auront été déclarés insubordonnés (article 10).

4° Des maisons pénitenciaires sont réservées aux jeunes filles détenues. Elles reçoivent : les mineures détenues par voie de correction paternelle, les jeunes filles de moins de 16 ans condamnées à l'emprisonnement pour une durée quelconque, les jeunes filles acquittées comme ayant agi sans discernement et non remises à leurs parents.

Cette loi, malgré toutes les améliorations qu'elle pouvait apporter, prêtait à quelques critiques, notamment à propos de la détention en commun, dans les maisons d'arrêt, des jeunes gens prévenus de délit et des condamnés à six mois d'emprisonnement. Elle n'accentuait pas assez la démarcation entre les mineurs condamnés et acquittés ; en outre, le législateur de 1850 croyait trop à la vertu rééducative du travail agricole. Pendant une dizaine d'années, du reste, malgré les protestations d'hommes éminents

comme Lamartine et Jules Simon, la loi ne reçut aucune espèce d'application et, notamment à Paris, les enfants restèrent soumis à l'emprisonnement cellulaire à la Petite Roquette.

Malgré tout, le retentissement en fut considérable. Joly, dont la compétence en ces matières est indiscutable, disait dans un de ses livres, *A travers l'Europe*, quel mouvement en faveur des établissements de relèvement de l'enfance suscita cette loi en Allemagne, en Belgique, en Suisse. En Angleterre, dès 1854, on assiste à la fondation de Réformatoires, établissements privés reconnus par le gouvernement et subventionnés par lui.

Un règlement d'administration vint le 18 avril 1869 organiser ces maisons dont la loi de 1850 ne faisait que poser la règle. Il s'occupe dans les détails de l'organisation intérieure des établissements publics.

La loi du 19 avril 1898 sur la répression des violences, voies de fait, actes de cruauté et attentats commis envers les enfants, votée sur l'inspiration du sénateur Béranger, décide dans son article 4 que, dans les cas de crimes ou délits commis par des enfants, le juge d'instruction commis pourra ordonner, le ministère public entendu, que la garde de l'enfant soit confiée à un parent, à une personne ou à une institution charitable, ou enfin à l'Assistance publique.

Cette loi est venue à propos suppléer à quelques lacunes de la loi de 1850, celle-ci ne laissant au tribunal que le choix entre deux mesures extrêmes : la remise aux parents et la détention dans une maison de correction. Grâce aux modifications apportées, on se trouve en présence d'une véritable échelle de peines, susceptible d'apporter par sa variété de sérieuses améliorations à l'œuvre d'amendement de l'enfance coupable.

Au début du xx^e siècle, nous assistons à un grand mouvement en faveur de l'enfance. De nombreux livres paraissent, de nombreuses enquêtes sont faites ; le législateur,

profitant de ces données, va s'efforcer de mettre au point une législation qui est encore loin cependant d'avoir donné des preuves de sa perfection.

La première en date de ces nouvelles lois est celle du 28 juin 1904 sur l'éducation des pupilles de l'Assistance publique difficiles ou vicieux. Sur décision préfectorale, ils peuvent être placés dans un patronage (art. 1) et sur décision du tribunal civil confiés à l'administration pénitentiaire.

La loi du 12 avril 1906 élève l'âge de la majorité pénale et le fixe à 18 ans. Cette mesure va étendre l'action de nos lois sur l'enfance coupable à de nombreux éléments douteux qui apporteront le trouble dans les établissements de rééducation. Le mineur de 18 ans bénéficiera de ces mesures indulgentes quand la réponse du tribunal sera négative sur la question du discernement.

La loi du 11 avril 1908 concerne la prostitution des mineurs de 18 ans et ordonne leur placement après une décision judiciaire dans un établissement public ou privé.

La loi du 22 juillet 1912 vint ensuite apporter, à l'imitation des législations anglo-saxonnes, de profondes modifications et améliorations à notre législation fragmentaire de l'enfance coupable.

Les principales innovations portèrent surtout sur la procédure. Elle institua des tribunaux pour enfants directement inspirés des *Juvenile and Childrens Courts* des Etats-Unis. Dans les grands tribunaux, les magistrats vont être spécialisés ; ils auront à s'occuper de façon toute particulière des affaires concernant les mineurs, qu'il s'agisse des juges chargés de l'instruction, ou des magistrats composant la Chambre du conseil ou la Chambre du tribunal correctionnel constituée en tribunal pour enfants et adolescents.

C'est ainsi qu'à Paris, une Chambre du Tribunal de la Seine a son rôle fixé comme suit :

Audiences du tribunal pour enfants.

Correction paternelle et audience pour familles et délégués.

Audience correctionnelle.

Incidents à la liberté surveillée et Chambre du conseil pour mineurs de 13 ans.

Visite des prisons, contrôle des œuvres.

La loi a restreint la publicité des audiences, elle a défendu de procéder par voie de citation directe dans toute affaire concernant un mineur : il y a instruction préalable obligatoire. Elle a suppléé au silence du Code pénal en fixant un âge d'irresponsabilité pénale absolue : au-dessous de 13 ans, l'enfant relève de la Chambre du Conseil du tribunal civil et il ne peut être pris à son égard que des mesures d'éducation. Rien n'a été changé en ce qui concerne les mineurs de 16 et 18 ans.

Sur le point qui nous occupe plus particulièrement dans cette étude, sur les mesures qui peuvent être prises vis-à-vis du mineur délinquant, la loi du 22 juillet 1912 est venue refondre les mesures d'éducation forcée que pouvait prendre le tribunal. Elle a apporté une plus grande souplesse dans les décisions envisagés. Le tribunal jouit d'une plus grande initiative que lorsqu'un délinquant ordinaire comparait devant un tribunal répressif, situation très heureuse, car elle permet une adaptation de la décision à la sensibilité, au caractère et aux possibilités de relèvement qui sont à ménager chez un enfant.

En plus de la remise aux parents, de la remise à une œuvre, du placement dans une maison d'éducation surveillée, d'autres mesures sont mises à la disposition du magistrat, elles constituent un premier palier dans la gradation des décisions possibles, une sorte de palier d'attente, d'étude : c'est le régime de la liberté surveillée. Il part de l'idée que la prison ou plutôt la détention forcée dans un établissement n'est pour l'enfant qu'un pis-aller, qu'il vaut mieux laisser d'enfant vivre librement dans sa famille, mais sous le contrôle à la fois sévère et discret des particuliers

nommément désignés qui surveilleront la conduite des parents vis-à-vis des enfants avec mission d'en rendre compte au tribunal qui conserve un droit de regard sur l'éducation de l'enfant.

Cette institution très curieuse du régime de la liberté surveillée est, elle aussi, d'origine américaine. La loi du 22 juillet 1912 l'adopta dans son titre troisième. L'enfant remis en liberté reste sous le contrôle du tribunal ; ce contrôle est pratiquement exercé par un délégué, alors que l'enfant est confié soit à sa famille, soit à un particulier, soit à une institution charitable. C'est là une des réformes les plus originales de la loi ; c'est en effet une mesure essentiellement révocable : sans que l'enfant ait commis une nouvelle infraction, il reste sous la menace d'une correction plus sévère ou plus adaptée à son tempérament ; la souplesse de la répression est ici extrême. C'est cette qualité surtout que le tribunal a en vue quand il ordonne l'application du régime de la liberté surveillée : dans la pratique, celui-ci était devenu un artifice de procédure pour obtenir une décision revisable grâce au mécanisme des incidents à la liberté surveillée.

Mais ce procédé a été rendu inutile par la loi du 26 mars 1927. Ce texte autorise les parents ou le tuteur à réclamer leur enfant, si celui-ci « a donné des gages suffisants d'amendement », en justifiant à la fois de son relèvement et de leur aptitude à assurer son éducation. Cette demande ne peut être présentée qu'un an après l'exécution du jugement, ce délai d'épreuve ayant paru nécessaire au législateur.

La loi de 1922 a reçu d'autres modifications, dans le détail, le 22 février 1921 et le 30 mars 1928.

La loi du 24 mars 1921 si discutée, sur le vagabondage des mineurs de 18 ans, a cru devoir décider dans son article 2 que les vagabonds mineurs de 18 ans seraient poursuivis et jugés dans les conditions prévues par la loi du 22 juillet 1912.

Nous avons ainsi passé rapidement en revue toutes les lois sur l'enfance coupable en les examinant par rapport aux sanctions qu'elles prévoient. Nous avons donc un tableau des diverses mesures rééducatives qu'un tribunal pour enfants peut prendre vis-à-vis des jeunes justiciables. Nous allons voir maintenant l'application pratique de ces mesures par le tribunal pour enfants de Bordeaux et dans les établissements placés sous son contrôle.

CHAPITRE II

L'ŒUVRE DU TRIBUNAL POUR ENFANTS DE BORDEAUX

SECTION I

LES MESURES D'INFORMATION PRISES AU COURS DE L'INSTRUCTION EN VUE D'UNE SÉLECTION RAISONNÉE.

Comment est composée la jeune population d'un établissement de relèvement moral, comment sont répartis les délinquants mineurs, quels principes directeurs président à cette répartition ? Quels sont les éléments dont dispose le tribunal pour opérer cette répartition ? Telles sont les multiples questions que l'on doit se poser si l'on veut étudier jusque dans son recrutement un établissement de rééducation et si l'on veut étudier l'œuvre de sélection, un des points les plus importants, le plus important peut-être, de la tâche qui incombe au tribunal pour enfants.

L'importance de la sélection préalable ne peut échapper à personne. Tel jeune délinquant, par sa situation de famille, par son caractère, pourra être suffisamment remis dans le droit chemin par sa comparution devant l'appareil, impressionnant pour sa jeune intelligence, du tribunal et par l'admonestation du président; tel autre, au contraire, qui n'est pas susceptible de recevoir de la part des siens une règle de conduite suffisante, qui, malgré tout, ne présente pas une perversion trop grande, pourra être envoyé dans un établissement charitable reconnu d'utilité publique ou

placé chez une personne digne de confiance. Enfin, si le tribunal se trouve en présence d'un délinquant d'habitude, dont l'endurcissement dans le vice montre par avance la difficulté d'application des mesures de rééducation ordinaires, il pourra décider sa remise à une maison d'éducation surveillée, maison d'état, et comme terme il aura les colonies correctionnelles qui recevront les mineurs condamnés à un emprisonnement au-dessus de deux ans et les insubordonnés des colonies pénitenciaires ordinaires.

Ces différentes mesures sont prises, et c'est là un point très important à souligner, en tenant compte moins de l'inculpation précise qui vaut au mineur sa comparution devant le tribunal que des espérances possibles de relèvement qu'il offre lui-même et des facilités de rééducation que sa famille peut offrir. C'est la véritable signification de toutes les réformes apportées successivement à la législation de l'enfance coupable que cette application des décisions du tribunal moins à un fait relevant du droit pénal qu'à une personnalité susceptible de rééducation. C'est là le véritable progrès opéré qui n'est peut-être pas manifestement exprimé dans toutes les lois que nous avons examinées, mais qui se sous-entend facilement et se devine particulièrement dans la loi du 22 juillet 1912.

Lorsque cette loi vient supprimer la procédure de flagrants délits, lorsqu'elle vient déclarer l'instruction préalable obligatoire, lorsqu'elle vient interdire la citation directe émanant du Procureur de la République, ou de la partie civile, ne réclame-t-elle pas du juge une décision basée tout autant sur le délit lui-même que sur les multiples renseignements que toutes ces particularités de procédure ont permis d'ajouter au dossier ?

Ces progrès ont été ressentis par tous les esprits éminents qui se sont intéressés à l'enfance. M. Henri Rollet, président de l'Association internationale pour la protection de l'enfance, juge honoraire au tribunal de la Seine, déclarait à l'Assemblée générale du Service social de l'enfance

à Paris : « Vous vous rappelez, mon cher Ministre (M. Strauss), comment le tribunal correctionnel de la Seine jugeait les enfants vers 1885 ? Ces enfants commettant généralement des flagrants délits (vagabondage, mendicité, vol à l'étalage...) étaient jugés dans les quarante-huit heures de leur arrestation. Il n'y avait pas d'instruction préalable. Etant alors jeune avocat et m'étant mis en tête de défendre quelques-uns de ces enfants, j'étais obligé de solliciter du tribunal des remises à huitaine et de profiter de ce délai pour procéder moi-même à une enquête sociale... Nous pouvons nous réjouir, aujourd'hui, des progrès réalisés surtout depuis la loi du 22 juillet 1912, qui a créé les tribunaux pour enfants. Venez voir combien de jeunes assistantes sociales se groupent chaque jour auprès de M. le Substitut Baffos pour apporter au tribunal des renseignements précieux permettant aux magistrats de prescrire les mieux appropriées au sauvetage des enfants qu'ils ont à juger. »

M. Henri Rollet a prononcé le mot exact qui caractérise le travail de documentation d'après lequel jugera le tribunal : enquête sociale. La décision du tribunal va être rendue lors d'une crise décisive dans la vie de l'enfant. C'est d'elle que va dépendre l'avenir de ce jeune délinquant : traitement qui amènera sa guérison ou, au contraire, geste malheureux qui l'enfoncera davantage dans sa misère. On appréciera facilement de quelle importance seront les éléments dont va disposer le magistrat pour prendre sa décision.

Pour la motiver, il aura évidemment avant tout le fait incriminé : délit de gravité variable, délit occasionnel ou d'habitude, accompagné de circonstances de fait qui permettront d'apprécier pour une part le degré de perversion de l'enfant. Mais nous savons trop la part que peuvent prendre dans les actes d'un enfant des père et mère dénaturés, des complices plus âgés, un milieu contaminé, une éducation déficiente, une hérédité chargée ; l'instruction ne

peut assurer la collation de ces renseignements de sources très diverses. Elle s'occupera surtout des faits incriminés et de l'imputabilité du mineur. Quant à l'enquête sociale, la loi de 1912 distingue entre le mineur de 13 ans et le mineur de 18 ans.

Pour le mineur de 13 ans, elle organise une enquête complémentaire nettement distincte de l'instruction. Dans son article 4, paragraphe 4, elle dit que « le juge d'instruction pourra charger de cette enquête complémentaire un rapporteur figurant dans une liste établie par la Chambre du conseil au commencement de l'année judiciaire et choisi de préférence parmi les catégories suivantes : magistrats ou anciens magistrats, avocats de l'un et l'autre sexe, avoués ou avoués honoraires, membres de l'un et l'autre sexe des comités de défense des enfants traduits en justice.

» Ce rapporteur entend l'enfant, recueille près de toute personne tous renseignements et procède à toutes les vérifications qui lui paraîtront nécessaires dans l'intérêt du mineur. »

Pour le mineur de 18 ans, le magistrat instructeur ne peut s'adjoindre cet auxiliaire officieux, il ne peut que demander des renseignements à la police officielle. La loi de 1912 se contente, mais c'est déjà là un point intéressant, de réclamer dans son article 17 la spécialisation du magistrat chargé de l'instruction des inculpations dont sont l'objet les mineurs de 18 ans, dans les tribunaux où il existe plusieurs juges d'instruction. Cependant, ce magistrat pourra s'aider des renseignements recueillis par les enquêteurs des œuvres pour toutes les mesures provisoires de garde ou de placement qu'il aura à prendre.

Ces mesures, remarquables par le progrès qu'elles apportaient, ne reçurent pas une application immédiate. La guerre arrivant, pas plus à Paris que dans les tribunaux de province, on ne se préoccupa d'organiser ce service de renseignements sociaux et d'enquêtes. Après guerre, des projets furent mis à l'étude, mais on dut renoncer longtemps, faute de crédit, à leur réalisation.

On peut consulter à ce sujet l'opuscule de M^{me} Spitzer, secrétaire générale du service social de l'enfance : *L'Adolescence en péril devant la loi*, où elle écrivait en 1927 : « Actuellement les juges, mal documentés sur la nature de l'enfant, prennent des décisions qu'ils ne prendraient pas s'ils avaient l'avis du médecin, du psychiatre et d'un pédagogue éclairé... Il me semble qu'un tribunal pour enfants peut en quelque sorte se comparer à un hôpital général, celui-ci doit avoir tout d'abord les meilleurs moyens d'investigation connus pour comprendre le mal... Il ne faut pas laisser ignorer l'importance que doit avoir un tel tribunal : donnons-lui comme au meilleur hôpital des moyens d'investigation perfectionnés afin que rien ne soit laissé au hasard... »

Dans une note placée à la fin de son ouvrage, M^{me} Spitzer devait d'ailleurs constater un réel effort et certaines améliorations en vue d'un traitement plus rationnel de l'enfant délinquant.

Sous-Section I

L'organisation du tribunal pour enfants de Paris.

Paris offre malheureusement un champ très vaste d'expérience pour toutes les mesures concernant l'enfance coupable. Les initiatives, les subventions, les concours y sont plus nombreux, plus faciles. Paris devait donc nous donner un exemple de services organisés autour du tribunal pour enfants, en vue d'une sélection, d'une information plus complète. Cet exemple devait non seulement être suivi par de grands tribunaux, mais encore inspirer l'Administration centrale, comme nous allons le voir, dans ses circulaires.

Aussi croyons-nous utile, avant d'étudier l'organisation bordelaise, d'esquisser un tableau rapide de cette organisation encore peu connue en province et qui peut inspirer

des améliorations ou plus encore des créations intéressantes.

Dès le mois d'octobre 1927, le tribunal pour enfants de Paris instaurait un examen systématique, au point de vue mental, des mineurs détenus à la Petite Roquette : cinq médecins étaient chargés de ces examens sous la direction du docteur Roubinovitch. Il leur était adjoint des assistantes sociales qui interrogeaient les mineurs sur leur situation de famille ; on procédait ainsi à une enquête sociale parallèlement à l'examen médical.

Cet essai devait être concluant puisque, après rapport du docteur Roubinovitch, expert près le tribunal de la Seine, le Garde des Sceaux, sur conclusion du Procureur de la République de la Seine, décida d'étendre à tous les enfants détenus, garçons ou filles, le bénéfice de cet examen préalable.

Désormais, à dater de juillet 1929, tous les mineurs détenus sont soumis à un examen médico-psychologique. Les garçons le subissent à la Petite-Roquette, les filles à Fresnes dans des locaux spécialement affectés à cet effet. Le juge d'instruction, lorsqu'un mineur détenu est amené devant lui, désigne un des médecins sur la liste qui a été dressée, en épingleant sa commission au mandat de dépôt. C'est donc le directeur de la prison intéressée qui avisera le médecin désigné ou l'assistant dont il aura fait choix.

Cet examen, la chose est nettement spécifiée, est un simple examen général, sur les paragraphes suivants : identité, renseignements sur les antécédents et l'hérédité, état biologique, état psycho-moral, propositions ; ce n'est pas une véritable expertise, les deux mesures peuvent se cumuler, notamment au cas où la nécessité de l'expertise n'apparaîtrait qu'ultérieurement au cours de l'information.

En octobre 1929, une circulaire nouvelle prescrit l'enquête sociale qui sera confiée à un rapporteur, lequel sera choisi sur une liste dressée par le tribunal pour enfants et adolescents, conformément aux dispositions de l'article 4 de la loi du 22 juillet 1912.

Dès ses débuts, cette enquête sociale est confiée aux assistantes du service social de l'enfance en danger moral, service dirigé par Mmes Spitzer, Vieillot et Gain, pour les mineurs de 13 ans. Mais, pour les mineurs de 13 à 18 ans, des difficultés se font jour : les rapporteurs manquent qui s'acquitteraient bénévolement d'une fonction qui nécessite du temps, des déplacements; ils ne peuvent en outre apporter la ponctualité et la rapidité nécessaires au bon fonctionnement du service.

En fait, ce service ne fonctionne jusqu'en 1931 que pour le mineur détenu. A cette date, M. le Conseiller Aubry appelle l'attention de M. le Garde des Sceaux sur l'intérêt que présenterait un examen médical, à la charge de l'Etat, des mineurs inculpés et non détenus, analogue à celui auquel sont soumis les mineurs détenus. Le rapport présenté étant éminemment favorable à l'extension de cette mesure bien propre à assurer plus d'efficacité et d'exactitude aux décisions de justice, le 27 février 1932, une circulaire du Procureur de la République invite les juges d'instruction à étendre la pratique de cet examen et de cette enquête aux prévenus libres.

A l'heure actuelle, le service de sélection et de triage recommandé par la circulaire ministérielle du 30 janvier 1914 fonctionne ainsi à Paris :

La plus grande part de son activité est assurée par le Service social de l'enfance, rattaché au tribunal pour enfants.

Il comprend deux sections.

La première, chargée des corrections paternelles et des déchéances paternelles, n'entre pas dans l'objet de notre étude.

La seconde est plus spécialement chargée des délinquants de 13 ans et des prévenus libres de plus de 13 ans.

Les enquêtes médicales et même les expertises, s'il y a lieu, sont effectuées par les soins du service lui-même qui ne se borne donc pas à son rôle de renseignements.

En dehors de légers services de conseils ou de direction, que l'étendue de leur organisation permet de rendre, les assistantes sociales ont procédé à 780 enquêtes en 1930 et à 900 environ en 1931. Elles sont au nombre de 20 et possèdent les diplômes nécessaires pour le bon fonctionnement d'une œuvre qui exige une préparation technique très poussée au point de vue médical, moral et social.

A chaque service est attachée une conseillère d'orientation professionnelle qui procède à l'examen de l'intelligence et de la capacité manuelle.

Cette œuvre bénéficie de fortes subventions du Ministère de la Justice, de l'Intérieur, de la Santé publique et du Conseil général de la Seine ; de riches particuliers participent effectivement à son budget qui, en 1931, fut de l'ordre d'un million (1.042.500 exactement).

Deux autres œuvres sont rattachées au tribunal pour enfants : 1° L'Œuvre des Mairaines sociales, œuvre bénévole qui s'occupe plus particulièrement des jeunes filles de 13 à 18 ans, détenues pour prostitution ou prévenues libres.

2° La Sauvegarde de l'Enfance, qui s'occupe des garçons détenus et des filles ayant commis d'autres délits que la prostitution. Cette œuvre se charge des enquêtes ordonnées par le juge d'instruction. Des exemplaires de ces enquêtes sont remis à la prison qui détient l'enfant, à l'administration pénitentiaire, au médecin qui va procéder à l'examen médical, au tribunal, enfin trois sont conservés par le service social.

Celui-ci, par une initiative très intéressante, dresse, pour chaque enfant dont il a eu à s'occuper, un dossier comprenant l'enquête, toute la correspondance, le résumé sur feuilles où l'on note successivement les visites faites au détenu et ce que devient l'enfant après le jugement, une copie enfin de l'examen médical psychologique.

Cette œuvre, qui s'occupe en outre du placement des pupilles libérés provisoirement ou définitivement, est à même de fournir les renseignements les plus complets pour l'orientation et la moralité de l'enfant.

Cette œuvre ne reçoit que 30.000 francs de subvention.

Si nous avons cru bon de rappeler ainsi ces chiffres, c'est qu'ils doivent malheureusement passer au premier plan dans ce chapitre.

Un examen médico-psychologique est taxé à Paris 30 francs, l'enquête sociale 20 francs et les frais de déplacement sont remboursés.

Lorsque la loi ordonne et lorsque les circulaires ministérielles recommandent ces enquêtes préalables nécessaires pour mieux ajuster les mesures de rééducation au mineur délinquant, elles oublient malheureusement d'ajouter un chapitre supplémentaire relatif aux crédits.

Sous-Section II

L'organisation du Tribunal pour Enfants de Bordeaux.

Le tribunal pour enfants et adolescents de Bordeaux ne possède un service analogue que depuis octobre 1933 et si nous avons tant insisté sur l'organisation parisienne, c'est qu'elle devait servir de modèle à celle qui fonctionne aujourd'hui à Bordeaux.

La province ne peut bénéficier de concours aussi généreux tant des milieux gouvernementaux que des particuliers et si nous constatons que le service d'information ne fut à Paris définitivement organisé qu'en novembre 1931, nous pouvons noter avec plaisir que l'activité des magistrats du tribunal pour enfants et adolescents a permis de mettre sur pied l'organisation de ce même service à Bordeaux avec un retard de deux ans seulement sur celui de la capitale, alors que les concours y sont forcément plus restreints. Les tribunaux qui possèdent une semblable organisation sont d'ailleurs de très rares exceptions.

Le Président du tribunal pour enfants, M. Lolivier, à qui revient le mérite de cette organisation dont il sentait tout l'intérêt pour le magistrat chargé de statuer sur le sort d'un enfant, se préoccupa de se procurer à bon marché, faute de crédits, les dévouements nécessaires.

Il les trouva dans la Fédération des Œuvres girondines de Protection de l'Enfance. Il fallait une organisation dont le but et l'activité correspondissent déjà à ce que l'on désirait lui demander. La Fédération girondine, présidée par M. le Docteur Rocaz, membre du Conseil Supérieur de l'Assistance publique, groupe une cinquantaine d'œuvres parmi lesquelles l'œuvre de l'Assistance des Enfants auprès des Tribunaux pouvait aisément trouver place à côté d'œuvres s'occupant d'hygiène sociale infantile.

Les infirmières visiteuses nommées et rémunérées par la Fédération sont mises à la disposition de toutes les œuvres fédérées, des administrations s'occupant de l'enfance. Leur rôle complexe les avait préparées à la mission de renseignements que le tribunal voulait d'elles, rôle surtout médical, mais aussi rôle de surveillance par les fréquentes visites qu'elles font dans certains milieux. Au nombre de 28, elles ont, au cours de l'année 1931, fait 36.346 visites à domicile. Possédant les connaissances médicales et sociales nécessaires, elles pouvaient rendre de très grands services aux magistrats du tribunal pour enfants. Le Docteur Rocaz voulut bien accepter ce nouveau champ d'activité pour sa Fédération et, dès le début de 1934, l'Œuvre Girondine de la Protection de l'Enfance était officiellement accréditée auprès des juges d'instruction pour effectuer, dans certaines affaires, une enquête sociale et un examen médico-psychologique.

Une assistante sociale spécialisée a été désignée par la Fédération pour faire les enquêtes judiciaires demandées, ces enquêtes pouvant différer sur certains points des enquêtes strictement administratives.

Trois médecins de la Fédération sont désignés à tour de rôle pour l'enquête médico-psychologique. Si un examen mental plus approfondi s'avère nécessaire. M. le Professeur Cruchet, de la Faculté de Médecine, est commis à cet effet.

Ces examens médicaux ont lieu à l'hôpital des enfants à Bordeaux ; les enfants libres sont convoqués par les soins de l'assistante, mais souvent à l'instigation des parents, ils refusent de s'y rendre, ce qui motive une note comminatoire du Procureur, note qui ne produit pas toujours, d'ailleurs, son plein effet. Les enfants détenus au Fort du Hâ sont extraits en vertu d'un ordre émanant de M. le Juge d'instruction saisi.

Il y a là un état de choses fâcheux, auquel le tribunal de Bordeaux s'efforce actuellement de remédier dans la mesure de ses moyens : placement provisoire à la Miséricorde, à Saint-Louis, à l'Hôpital des Enfants. Mais l'enfant se trouve, le plus souvent, en contact avec les prévenus de droit commun, aucune organisation spécialisée ne pouvant actuellement le recevoir pendant la durée de l'information. La circulaire de M. le Garde des Sceaux, en date du 8 mai 1935, insiste particulièrement sur ce point : « Les magistrats délégués devront, d'autre part, s'efforcer de créer au chef-lieu de la Cour d'appel et, s'il y a lieu, dans les centres importants du ressort, un Comité de Protection de l'Enfance... Ce comité aura pour objet de solliciter, par tous les moyens en son pouvoir, l'appui des autorités locales et surtout le concours de la générosité publique afin de créer, à l'aide de ressources locales, deux maisons d'accueil distinctes pour les garçons et pour les filles.

» En raison des difficultés financières de l'heure, il ne m'est pas possible d'envisager la construction de maisons d'accueil dans chaque chef-lieu de Cour d'appel.

» J'envisage actuellement cette création dans certains grands centres ; mais, sans songer à édifier ailleurs des constructions nombreuses et coûteuses, il suffira, le plus souvent, d'affecter à cette destination tels locaux abandonnés, telle partie d'édifice public ou privé disponible où puissent, dans un bref délai, être suffisamment gardés et convenablement traités les mineurs simplement vagabonds, les auteurs de petits délits ou ceux en danger moral.

» Les juges d'instruction et le Parquet pourraient placer provisoirement ces catégories de mineurs dans ces maisons

d'accueil, jusqu'à ce qu'une décision définitive soit intervenue les concernant, et la maison d'arrêt serait ainsi évitée à la plupart. »

S'il nous faut regretter de voir demander à des magistrats de faire appel « à la générosité publique », la dureté des temps l'exigeant malheureusement, il faut nous féliciter de voir les préoccupations de l'Administration centrale dirigées vers ces « Maisons d'Accueil » (terme très heureux) dont la nécessité se faisait partout sentir.

Bordeaux, par l'intermédiaire de M. l'Avocat général Lacoste, s'efforce actuellement d'obtenir de l'Œuvre des Prisonniers libérés, des locaux vacants et distincts où les mineurs délinquants pourront être gardés en attendant leur comparution devant le tribunal pour enfants et adolescents.

L'enquête sociale jointe au dossier que le Président du tribunal a sous les yeux quand l'enfant comparaît devant lui correspond à la feuille de renseignements dressée par le maire ou l'inspecteur de police que tout dossier renferme. Mais il suffit de comparer ces deux rapports pour comprendre l'utilité du premier et la sécheresse officielle du second qui ne présente que des informations de seconde main et des on-dit, rapport nullement scientifique dans ses préoccupations, trop rigide dans le cadre qu'il impose à l'enquêteur.

Ces défauts ont été évités dans les enquêtes sociales de la Fédération, imitant en cela le Parquet de la Seine qui déclarait : « Il m'a paru préférable de n'assigner aucun cadre rigide à la forme de cette enquête, soit par voie de questionnaire, soit sous tout autre forme. Il appartiendra donc aux rapporteurs d'exposer le résultat de leurs démarches et de conclure par leur impression personnelle en suivant, pour cela, l'ordre et le plan qui leur paraîtra préférable. » Aucun plan, donc, n'a été dressé pour être obligatoirement suivi, de simples directives ont été données par le Parquet de Bordeaux, toute latitude est laissée sous

réserves d'instructions préalables, quant au mode et à l'ordre de présentation des résultats de cette enquête.

Le schéma normalement suivi est celui-ci : pour l'examen médico-psychologique, on étudiera évidemment l'état physique du prévenu, signalant ses maladies contagieuses notamment, mais on examinera cet état en fonction des réactions qu'il peut amener sur l'état mental, ce qui est le point le plus intéressant pour le tribunal, lequel décidera en tenant compte de ces deux éléments primordiaux d'information. L'enquête sociale fournira d'amples renseignements sur la situation sociale de l'inculpé et des parents, sur son hérédité, sa vie antérieure, le milieu dans lequel il a grandi, etc...

Cette sèche énumération ne peut donner une idée de ce que le magistrat des tribunaux pour enfants a sous les yeux, outre les renseignements de police et de mairie quand il décide des mesures de relèvement à prendre envers un prévenu dont l'attitude à l'audience est toute de commande. Essayons de présenter *in extenso* un exemple de ces enquêtes qui permettra de comprendre tout l'intérêt et tout le progrès qu'elles ont apporté dans l'instruction d'une affaire concernant un mineur.

I. Examen médico-psychologique.

Examen de la nommée D... Hélène, inculpée de vagabondage de mineure.

Faiblesse congénitale de développement du sens moral ; perversion des instincts, paresse, impulsivité, prédominance des préoccupations érotiques ; suggestibilité passive ne lui permettant pas de résister aux conseils et aux menaces éventuelles des individus cherchant à exploiter sa prostitution, à laquelle elle se livre sans dégoût.

Il paraît nécessaire de la placer jusqu'à sa majorité dans un établissement de redressement moral.

A des pertes vaginales, d'origine probablement blennorragique, qui nécessitent un traitement approprié.

II. Enquête sociale.

D... Hélène, 16 ans, 26, rue..., Marseille, inculpée de vagabondage de mineure. Détenue.

Composition de la famille :

Père. — De nationalité grecque, non marié, faisait le ravitaillement de la Marine marchande, gagnait beaucoup d'argent qu'il perdait au jeu. L'intéressée dit savoir que son père était alcoolique, tuberculeux et syphilitique. Sans nouvelles depuis neuf ans. Serait actuellement détenu pour assassinat d'une femme qu'il aurait coupée en morceaux et mis dans une malle.

(Renseignements donnés par Térésina ; version contradictoire des deux sœurs à ce sujet.)

Hérédité : aucun renseignement.

Mère. — Née F..., à C... (Gironde), de mœurs très légères, a abandonné ses enfants depuis six ans, deux fausses couches provoquées.

Père. — Ancien colonial, décédé, delirium tremens, crises, Mère maraîchère, 64 ans, diabète, 26, rue..., Marseille, cinq sœurs décédées en bas âge, hérédo-syphilis probable.

Enfants. — Hélène, 16 ans, *l'inculpée*, reconnue par son père, domestique, mère d'un enfant naturel de 18 mois, Juliette D..., née à l'hôpital de la Charité, à Paris, le 2 juillet 1931.

Développement et santé : N'a jamais été malade ; menstruation à 9 ans. Tousse actuellement, leucorrhée abondante, douleur région ovarienne. Vu : certificat du Docteur Bargues, de la police des mœurs, demandant qu'elle aille au dispensaire du cours d'Albret et au dispensaire antituberculeux Ferd.-Petit. Paraît fatiguée actuellement.

Térésina, 16 ans, a été domestique, retrouvée au refuge de Nazareth où elle a été confiée par l'Assistance publique de La Rochelle. Sans nouvelles de sa famille depuis deux ans, malgré plusieurs lettres qu'elle avait envoyées. La sœur Germaine déclare qu'elle est assez satisfaite d'elle, mais qu'elle a un caractère assez difficile.

Grand-mère. — Mme F..., maraîchère, née à C... (Gironde) où ses parents auraient eu une situation aisée : négociants en vins.

S'est surtout occupée de l'inculpée et de sa petite-fille qu'elle garde actuellement, 26, rue..., à Marseille.

Ressources : néant.

Religion : catholique.

Histoire de l'inculpée : a vécu avec ses parents jusqu'à 8 ans, est allée en Grèce.

Puis, après la condamnation ou l'abandon de son père, a habité avec sa mère et sa grand-mère.

Seule, sans ressources, la mère assurait l'existence matérielle du ménage en se livrant à la prostitution dans des établissements spéciaux. A son tour, elle disparaît, deux ans plus tard, avec un ami, l'intéressée avait dix ans.

La grand-mère tombe malade ; les deux petites filles sont alors confiées en dépôt à l'Assistance publique qui les place dans un couvent, rue Claude-Lorrain, à Auteuil.

Le climat de Paris leur étant défavorable, elles vont au Couvent de la Providence du Daurat (Haute-Vienne).

A ce moment, la grand-mère ayant une place dans un château dans le même département, les enfants y étaient recueillies pendant les vacances.

Elle repart pour Paris et confie les enfants au Refuge de Nazareth dont l'intéressée conserve mauvais souvenir.

A quatorze ans, elle se place comme domestique chez Mme X..., cours Victor-Hugo. Elle n'y reste que quelques mois, obligée qu'elle est de soigner sa grand-mère malade, revenue à nouveau à Bordeaux, quai de la Gare.

C'est là qu'elle a connu son premier ami Jean C..., 18 ans et Henri D..., 20 ans (deux condamnations pour vols). Violentes discussions avec sa grand-mère au sujet de son in-conduite. Apprenant sa grossesse, elles partent toutes deux pour Paris où elle accouche. Espérant se faire épouser, a été vivre dans la famille du père de l'enfant, D..., à A... (Ariège), un an. Maltraitée, abandonnée à nouveau, s'est fait rapatrier à Nîmes, Maison maternelle du château Hérisson, la grand-mère était employée dans un sanatorium des environs.

N'allaitant plus, elle est recueillie par une maison de relèvement moral qu'elle quitte sur les instances d'un ami qui voulait l'épouser.

Ils partent pour Toulon où elle travaille comme fille de salle dans un restaurant. Elle y a connu M..., à l'allure plus « chic », dévoyé, fils de très bonne famille, qui l'a incitée et livrée à la prostitution, pendant un an et demi. Scènes fréquentes de la grand-mère. L'argent qu'elle gagnait (60 à 70 francs par jour) a été toujours remis à M... Ayant appris que la grand-mère allait prévenir la police, ils sont partis pour Bordeaux, le 6 février 1934.

Ce métier lui étant devenu répugnant, sans ressources, redoutant les bouges, trois jours après, a échappé à la surveillance de son ami et, après avoir demandé l'adresse à un agent de police, est allée directement rue Boulan, à la Police des Mœurs où elle a passé un examen médical.

Renseignements obtenus auprès de Mme X..., cours Victor-Hugo ; Sœur Germaine, du Refuge de Nazareth ; Mlle Medan, service social de l'hôpital de la Charité, qui s'est déjà intéressée à l'inculpée ; la grand-mère à qui l'assistante sociale a écrit.

Caractère : A l'air d'avoir bon caractère, mais être indépendante, reconnaît n'avoir pas beaucoup de volonté. Très attachée à son enfant, à sa grand-mère. Aucune affection pour M..., ni aucun autre. Dit avoir cédé à ce métier par paresse.

Désir : travailler pour son enfant. Dit être inquiète de la situation de sa grand-mère, voudrait revenir à Marseille.

Impression : paraît fatiguée actuellement. Sens moral très atténué. Très avertie des laideurs de la vie, victime du mauvais exemple familial, de son tempérament et de l'emprise exercée par M..

Paraît regretter sincèrement sa vie passée.

Conclusion. — L'examen médical paraît indispensable. Un placement approprié dans une ambiance où elle sera soignée, rééduquée, et surtout près de Marseille afin qu'elle soit le plus près possible de son enfant, susceptible d'être le stimulant qui l'aidera à s'amender.

Il y a loin, comme on peut le voir, de ces enquêtes aux renseignements de police à la fois moins variés et moins précis dans leurs détails, cette carence tenant pour beaucoup, d'ailleurs, à la forme trop serrée qui leur est imposée. Quoi qu'il en soit, on saisit toute l'utilité qu'il y a pour un magistrat à avoir devant soi cette somme de documents sur l'hérédité, la vie, les tendances du prévenu. Lorsqu'on se trouve en présence d'une aussi lamentable histoire, d'un véritable roman, ne saisit-on pas combien délicate va être la décision à prendre envers une prévenue, dont la responsabilité, le discernement moral sont presque inexistantes et qui vient cependant de donner des preuves de son désir de relèvement. Faute d'enquête, le magistrat peut ne prêter qu'une banale attention à des « cas » très intéressants, alors qu'il peut, par une décision bien adaptée, amener un amendement certain.

Le tribunal pour enfants et adolescents de Bordeaux a donc en mains tous les éléments d'une bonne et équitable justice.

Qu'il nous soit permis de regretter que seuls quelques grands tribunaux comme Lyon, Toulouse, Tours, bénéficient de semblables mesures, indicatives des progrès accomplis dans le relèvement de l'enfance coupable.

Le Garde des Sceaux montre bien, d'ailleurs, l'intérêt qu'il attache à cette mesure d'enquête sociale par de multiples circulaires s'inspirant des prescriptions de la loi de 1912¹.

A la suite des incidents de Belle-Ile, deux circulaires successives du 16 mai 1934 et du 3 octobre 1934 ont rappelé aux présidents des tribunaux les principes et les prescriptions de cette loi, mais sans pouvoir apporter les crédits, faute desquels tout reste à entreprendre dans nombre de centres importants.

Nous allons maintenant examiner les résultats obtenus par le tribunal pour enfants et adolescents de Bordeaux.

SECTION II

LES DÉCISIONS DU TRIBUNAL POUR ENFANTS DE BORDEAUX.

Une Chambre, la 2^e du Tribunal de Bordeaux, est spécialisée suivant le vœu de la loi de 1912. Environ tous les quinze jours elle siège en qualité de tribunal pour enfants et adolescents. Un cabinet d'instruction, le quatrième, est plus particulièrement chargé de l'instruction, et un substitut du Procureur de la République, seul, s'occupe des affaires concernant les mineurs.

La délinquance infantile à Bordeaux n'est pas anormalement élevée. L'influence du port et des éléments étrangers s'y fait moins sentir que sur les éléments majeurs de la population. D'ailleurs, nous assistons à une décroissance continue du nombre d'infractions commises par les mineurs : 102 en 1933 ; leur nombre était de 121 en 1932, 141 en 1931, 162 en 1930, le chiffre maximum a été atteint en 1929 avec 215 infractions poursuivies.

Quelle est la raison de cette régression vraiment remarquable ? Il est assez difficile de l'indiquer. Signalons cependant la pénétration des œuvres sociales qui restent di-

1. Circulaires du 21 juin 1931; 8 avril 1933, 16 mai 1934.

verses dans leurs conceptions et dans leur but, mais qui aboutissent toutes à une amélioration des conditions de vie, d'hygiène et, comme conséquence directe, de la moralité de certains éléments pauvres de la population bordelaise.

Au point de vue démographique, les communes suburbaines Mérignac, Pessac et surtout celles de la rive gauche, Cenon et Floirac fournissent un grand nombre de jeunes délinquants. La population d'origine espagnole, immigrée en masse au cours de la guerre, est très souvent représentée, les éléments qui la composent étant d'origine et de condition très modestes. La grande majorité est cependant formée d'enfants bordelais de naissance et de famille. Puis viennent d'autres provinces françaises, quelques éléments charentais, bretons ou nordistes, très peu de basques et de béarnais, malgré les nombreuses colonies que forment ces derniers dans notre ville.

Les deux tableaux ci-joints qui donnent, pour l'année extrême de 1927 et pour l'année dernière, l'état des décisions judiciaires intervenues et la nature des infractions commises, nous montrent mieux qu'une sèche énumération l'évolution de la délinquance infantile à Bordeaux.

ETAT des décisions judiciaires intervenues devant le Tribunal pour Enfants et Adolescents et devant la Chambre du Conseil.

1929

	Garçons	Filles	Garçons	Filles
Acquittés sans dépens.....	2			
Remis aux parents	77	17	9	1
Remis aux parents avec liberté sur- veillée	3	1		
Confiés à des œuvres charitables ...	16	11		2
Remis à l'Assistance publique	1		1	
Remis à une colonie pénitenciaire ...	9	1		
Condamnés à la prison	11			
Prison avec sursis.....	35	3		
Condamnés à l'amende.....	10			
Amende avec sursis	5			
Total.....	169	33	10	3
	De 13 à 18 ans		De moins de 13 ans	

1933

	de 13 à 18 ans		de moins de 13 an ^s	
	Garçons	Filles	Garçons	Filles
Acquittés sans dépens	2			
Remis aux parents	20	6	7	2
Remis aux parents avec liberté sur- veillée	1			
Confiés à des œuvres charitables ...	21	5	11	2
Confiés à l'A. P.	1			
Colonies pénitenciaires.....	3			
Prison.....	7			
Prison avec sursis.....				
Amende	8			
Amende avec sursis	5	1		
Total : 102	68	12	18	4

Nature des Infractions commises en

1929

	de 13 à 18 ans		de moins de 13 ans	
	Garçons	Filles	Garçons	Filles
Vols	97	19	6	3
Vagabondage simple	32	2	1	
Vagabondage et prostitution		10		
Coups et blessures	16			
Outrages publics à la pudeur	5	2	2	
Port d'armes prohibées	3			
Incendies volontaires	2			1
Abus de confiance	9			
Divers	5			
Total : 215	169	33	10	3

1933

	de 13 à 18 ans		de moins de 13 ans	
	Garçons	Filles	Garçons	Filles
Vols	29	5	12	3
Vagabondage simple	12		1	
Vagabondage et prostitution		5		
Coups et blessures	9		3	
Outrages publics à la pudeur	2	1		1
Port d'armes prohibés	3			
Incendie volontaire	2			
Abus de confiance	5	1		
Divers	6		2	
Total : 102	68	12	18	4

Certains de ces chiffres appellent quelques réflexions.

La baisse des infractions commises est beaucoup plus nette chez les garçons que chez les filles, chez les mineurs de 18 ans que chez les mineurs de 13 ans.

Si l'on considère la nature des infractions, nous voyons que, chaque année, le vol est de beaucoup, et plus particulièrement chez les garçons, le délit le plus fréquemment commis.

Le vagabondage simple et le délit de coups et blessures auxquels nous avons joint (ce qui n'est pas très juridique, mais a pour excuse le désir de simplification), toutes menaces et violences commises, voient leurs rubriques respectives assez chargées. Nous avons mis à part le délit de vagabondage de mineure qui, sauf de très rares exceptions, se complique chaque fois de prostitution. Cela nous permet de mettre en évidence sa prépondérance vraiment inquiétante : près de la moitié des délits relevés pour les filles sont des délits de vagabondage et de prostitution, alors que sur 169 et 68 infractions commises respectivement en 1929 et 1933 par des garçons, nous ne relevons que 5 et 2 outrages publics à la pudeur. Ces chiffres démontrent l'influence que le milieu peut exercer sur l'esprit et la volonté d'un enfant et combien est faible la part à reporter à la passion ou au tempérament.

A une époque où les questions sociales ont tendance à passer peu à peu au premier plan, la nécessité s'imposait de mettre à la disposition des tribunaux des mesures de rééducation de nature à arracher l'enfant à l'influence démoralisante de son milieu. Ce sont ces mesures que nous allons étudier dans leurs manifestations les plus importantes, en décrivant les maisons de rééducation du ressort du tribunal de Bordeaux.

Ces maisons ne sont évidemment pas les seules où le tribunal envoie des jeunes délinquants bordelais. On ne pouvait trouver sur place la série d'établissements à caractère approprié aux divers cas : établissement, soit agricole, soit

industriel, soit réservé aux malades et anormaux, soit même simplement plus proche de la famille, quand il s'agit de jeunes vagabonds. Le tribunal en liaison avec l'Œuvre Girondine de l'Enfance et le Comité national de l'Enfance, possède tous renseignements utiles sur les établissements disséminés par toute la France, ce qui lui permet, au vu de ces renseignements, de rendre sa décision en meilleure connaissance de cause.

Avant que l'enfant comparaisse devant le tribunal, le Parquet a procédé à une enquête officieuse auprès de certains établissements pour pressentir ces derniers et le tribunal se trouve devant plusieurs réponses affirmatives et peut choisir l'établissement le mieux approprié. Il serait souhaitable cependant que le Parquet ait à sa disposition un fascicule administratif énumérant la liste des maisons autorisées à recueillir les enfants *avec la spécialisation de chacune de ces maisons* ; l'enquête serait faite ainsi une fois pour toutes par l'Administration centrale.

D'ailleurs, le fait que la mesure prise n'est que provisoire, que des changements de garde peuvent se produire (une quinzaine par an, en moyenne), donne encore plus de souplesse à ce régime.

Le Comité de défense et de protection des enfants traduits en Justice est normalement constitué devant le tribunal pour enfants de Bordeaux. Son rôle est considérablement diminué en tant qu'organisme distinct, puisque son président est le président même du tribunal pour enfants et que la défense des enfants est assurée sur Commission d'office par M. le Bâtonnier de l'Ordre des Avocats, qui est avisé par le Parquet.

Le Comité de défense, qui est en étroite liaison avec le Service social de l'Œuvre Girondine, contribue à assurer la liaison entre les magistrats de l'instruction du tribunal, de la Cour et les patronages et sociétés diverses s'intéressant à l'enfance. Réorganisé en 1935, le Comité se propose d'apporter une aide matérielle aux institutions charitables existantes qui ont des besoins pécuniaires considérables.

Nous ne pouvons que signaler, en terminant ce chapitre, la pratique du tribunal de Bordeaux, lorsqu'il rend une décision de mise en liberté surveillée, cette partie importante cependant de l'activité du tribunal ne pouvant faire l'objet d'une étude distincte car les mesures, les résultats, les décisions varient avec chaque personne et avec chaque enfant.

Le Tribunal place tous les enfants sous la surveillance d'infirmières visiteuses de l'Œuvre Girondine. Pour ce faire, une liste a été dressée affectant à chacune d'entre elles un secteur distinct d'activité ; l'enfant domicilié dans le secteur lui est automatiquement confié.

Cette pratique doit être préférée à celle qui est suivie dans la majeure partie des tribunaux où les délégués à la liberté surveillée sont d'anciens magistrats ou d'anciens juges de paix. Il leur serait extrêmement difficile d'assurer ici, dans le ressort de Bordeaux, les multiples déplacements qu'une surveillance leur imposerait.

CHAPITRE III

L'ŒUVRE DU REFUGE DES ENFANTS ABANDONNES OU DELAISSES DE LA GIRONDE

C'est la seule œuvre s'occupant, dans le ressort du Tribunal de Bordeaux, du jeune garçon délinquant.

Elle est d'un très grand intérêt à étudier aussi bien par son organisation que par l'esprit qui a présidé à sa fondation et qui continue à inspirer son fonctionnement.

On trouve, en effet, à sa fondation, comme aujourd'hui, des hommes avertis des choses de l'enfance, et particulièrement de l'enfance coupable, des techniciens de cette partie si délicate qu'est la rééducation d'un enfant. A chaque instant de son histoire, on retrouve des magistrats, des avocats. Son premier président fut M. Calmon, président du Tribunal civil de Bordeaux ; M. Marin, conseiller à la Cour en fut, pendant trente ans, le dévoué secrétaire général ; M. Granger Joly de Boissel, lui aussi président du Tribunal civil, lui succéda. Aujourd'hui, ce poste est encore occupé par M. Barrère, ancien bâtonnier, président du Tribunal civil de Civray. Rien ne nous montre mieux que cette énumération l'intérêt que, magistrats et avocats, portent à son fonctionnement.

1° *Fondation et historique.* — L'œuvre du Refuge des Enfants abandonnés ou délaissés de la Gironde, fut fondée en 1889 par un magistrat au grand cœur, M. F. Marin, alors juge au Tribunal civil de Bordeaux. A la suite d'une conférence de M. Georges Bonjean, le grand spécialiste de ces

questions, il décida la fondation d'une œuvre destinée à recueillir les enfants qu'il voyait défilér devant son tribunal et qu'il était impuissant, de son propre aveu, à arracher au vice et à une contamination définitive, faute de moyens et d'organisation. Dans un des premiers rapports qu'il donnera tous les ans à l'Assemblée générale, pendant plus de 20 ans, M. Marin nous dit la pratique qu'avaient adoptée les fondateurs de l'Œuvre avant la création de la Colonie Saint-Louis. Ils confiaient l'enfant à l'hospice des Enfants-Assistés, le visitaient, prenaient des renseignements sur son passé, sur sa conduite, sur sa famille et, après l'avoir vêtu et muni d'un petit trousseau, lui trouvaient un emploi, le plus souvent chez un cultivateur. Mais, comme le dit M. Marin lui-même, vis-à-vis de ces enfants abandonnés ou habitués de la Correctionnelle et du Petit Parquet, les placements à la campagne, « s'ils mettent l'enfant à l'abri du besoin et l'habituent au travail, ne sauraient nous satisfaire entièrement. Le but essentiel de notre œuvre est de moraliser l'enfant, de lui apprendre les grands principes d'honneur et de devoir. Chez les paysans dont l'unique but est d'augmenter leur patrimoine et de reculer les limites de leur domaine, les jeunes enfants ne reçoivent pas, le plus souvent, cette éducation, cet enseignement élevé ; les exemples même mis sous leurs yeux ne sont pas toujours excellents ». De plus, si certains d'entre eux acceptaient cette vie de travail qui succédait brusquement à une vie d'oisiveté, d'autres s'échappaient au bout de quelques jours et revenaient à la ville.

C'est pour ce double motif que le conseil d'administration se décida à fonder une colonie agricole ; l'emplacement de Villenave-d'Ornon fut choisi et, dès 1890, la colonie agricole, dite de Saint-Louis, fonctionnait ; c'est la plus ancienne et, encore aujourd'hui, la plus prospère des colonies de l'Œuvre.

Grâce aux générosités et à l'activité déployée, l'Œuvre prenait de l'extension : au bout de dix-huit mois, 110 en-

fants étaient recueillis et admis dans l'établissement. L'Œuvre s'entendait avec l'Union française pour le sauvetage de l'enfance et la Société de Patronage de l'enfance et de l'adolescence pour faciliter le placement des pupilles à la campagne. Devant son succès, elle organisait des sections cantonales présidées par le Président du Tribunal civil dans les chefs-lieux d'arrondissement, ailleurs par le juge de paix, sections qui vont faciliter les souscriptions et permettre la surveillance des enfants libérés et placés dans leur ressort.

Elle est, enfin, reconnue d'utilité publique par décret en date du 26 septembre 1892.

En 1897, M. A. Lecoq, magistrat à Bordeaux, meurt laissant comme légataire universelle l'Œuvre des enfants abandonnés de la Gironde. Ce legs très important permet d'installer à Léognan une autre colonie et de séparer ainsi les pupilles les plus jeunes du contact trop souvent défavorable de leurs aînés. C'est encore aujourd'hui la colonie Alfred Lecoq qui reste affectée aux enfants de 8 à 13 ans.

L'Œuvre organise, dès lors, sur un pied plus grand, le placement des enfants en Charente et en Dordogne. Dans ce dernier département, et particulièrement à Festalemps, plus de deux cents sont placés comme domestiques de ferme sous le contrôle et le patronage de l'Œuvre.

En 1905, elle reçut un nouveau legs, une très importante propriété dans le Gers à Gensac, et c'est alors la fondation d'une troisième colonie : la colonie de Gensac où les enfants étaient envoyés à leur sortie de la colonie Saint-Louis. Ils apprenaient là les grands travaux des champs, menaient exactement la vie du paysan, sans être astreints aux règles disciplinaires de Villenave-d'Ornon. C'était pour ainsi dire un stage probatoire avant de rentrer dans la vie, ce dont se félicitait son fondateur. Malheureusement, par suite de l'éloignement et des difficultés de surveillance, ce grand établissement, qui aurait dû se suffire à lui-même, périssait, et en 1926, l'Œuvre devait se résoudre à le vendre et

à restreindre son activité aux deux établissements de Saint-Louis, à Villenave-d'Ornon, et de Lecocq à Léognan.

SECTION I.

LA COLONIE AGRICOLE DE SAINT-LOUIS.

1° *Etude descriptive des lieux.* — Elle est située sur la route du Pont-de-la-Maye, à deux kilomètres des boulevards. Elle est bornée, au nord, par le grand hôpital militaire du Béquey, à l'ouest par un chemin communal, à l'est et au sud par des propriétés privées.

Le bâtiment principal est une ancienne gentilhommière du XVIII^e siècle, qui ne manque pas d'allure avec ses deux tourelles en poivrière et son magnifique escalier d'honneur en fer forgé. Le reste des bâtiments, sans aucun style, a été ajouté après coup pour les besoins de l'établissement comme pour ceux de l'orphelinat qui y était installé auparavant. Tout près, attenante à la colonie, exista au siècle dernier, pendant une quinzaine d'années, une colonie pénitentiaire de filles.

Les locaux sont très vastes ; ils comprennent une chapelle, deux grandes serres bien aménagées, des écuries, une étable, un hangar, une remise, une grande salle pour gymnase, aujourd'hui salle d'honneur et de représentation ; enfin, l'habitation proprement dite en forme de carré avec une cour intérieure. On peut y loger facilement cent enfants et plus, ainsi que tout le personnel et tous les services que requiert la colonie.

La plupart des travaux d'entretien sont exécutés par les pupilles : recrépissage des murs, menues réparations, etc. Tout est très propre, remarquablement tenu, et produit sur le visiteur une excellente impression. Les enfants goûtent, loin des taudis et des ruelles sales des villes qu'ils connaissent jusque-là, l'avantage d'un milieu propre et sain.

L'éducation, au reste, se fait presque uniquement au grand air.

La propriété, à la suite d'achats divers, a une contenance d'environ quarante hectares d'un seul tenant, aux portes mêmes de Bordeaux. Elle comprend des terrains très divers qui permettent toutes sortes de cultures : vignes, terres labourables, prairies, un très grand potager, un verger de plus de 300 arbres fruitiers, deux petits bois et, enfin, le parc. Les pupilles trouvent donc là toutes les variétés de travaux des champs et peuvent recevoir un apprentissage complet. Les distractions ne sont pas oubliées : sous un hangar, des agrès de gymnastique ; plus loin, un fronton de pelote basque ; attendant à l'établissement, enfin, un terrain de football.

Pas de voisinage dangereux pour les pupilles ; la colonie est assez retirée du bourg du Pont-de-la-Maye, aucune agglomération ouvrière ou urbaine dans les environs. Les enfants peuvent se croire en pleine campagne et n'éprouvent pas l'attrait d'un centre de distractions tout proche.

2° Recrutement. — Les pupilles. — L'Œuvre ne s'occupe pas seulement de l'enfant délinquant. L'article premier de ses statuts la définit : Association dite « Œuvre du Refuge des enfants abandonnés ou délaissés, fondée à Bordeaux, ayant pour but de recueillir, d'élever et d'instruire, dans la mesure de ses ressources, les enfants mineurs abandonnés ou délaissés qui lui sont signalés par l'un de ses membres ou par l'autorité judiciaire ou administrative ».

Cependant l'Œuvre fut, avant tout, créée, ainsi que le déclare éloquentement son fondateur, pour l'enfant de justice : « Ces parias voués au malheur, innocents dont la naissance faisait des coupables, nous les avons vus traînés tout petits sur les bancs de la police correctionnelle (M. Marin écrit ceci en 1896) ; nous avons vu les juges plus troublés qu'eux, car ils n'avaient à leur jeter comme appareil de sauvetage que la maison de correction et nous nous sommes dit qu'il fallait trouver autre chose... »

La maison reçoit, en outre, en vertu de la loi Théophile-Roussel du 24 juillet 1889 les enfants maltraités et moralement abandonnés, les enfants de l'Assistance publique à elle confiés par la loi du 28 juin 1904, sur l'éducation des pupilles difficiles ou vicieux de l'Assistance publique (loi Strauss), enfants assistés auxquels ne peut convenir le placement familial. L'application de la loi Roussel coïncidait, d'ailleurs, avec la fondation de la colonie Saint-Louis, et le Conseil général de la Gironde ayant voté, en 1891, l'application de la loi dans le département, le Préfet de la Gironde passa avec l'Œuvre un traité en vertu duquel les garçons dont la tutelle serait confiée à l'Assistance publique, seraient placés moyennant une pension annuelle pour chaque enfant, à la colonie Saint-Louis. Grâce à ses statuts très souples de colonie privée, l'Œuvre peut recevoir, en outre, des enfants vagabonds (loi du 24 mars 1921, loi Flandin) et même des enfants indociles que les parents confient de leur propre élan, lorsqu'ils sont dans l'impossibilité d'assurer une éducation suffisamment rigide.

Ainsi, exception faite des enfants condamnés correctionnellement qui ne bénéficient pas des dispositions de l'article 66 et qui sont destinés aux maisons correctionnelles d'Etat : colonie pénitentiaire et correctionnelle d'Eysses en Lot-et-Garonne, l'établissement reçoit toutes les autres catégories d'enfants.

Ce mélange, loin d'être dangereux, est excellent pour la rééducation qui va être tentée. En effet, les quelques enfants vraiment pervertis sont, de ce fait, l'exception. Facilement surveillés, « repérés » par les maîtres, le danger de contamination qu'ils représentent est très réduit ; leurs antécédents ne présentent aucune analogie : l'un est un petit vagabond, cet autre un brutal, le troisième un voleur, le reste du groupe ne comprend que des petits malheureux qui ne sont là que parce que leurs parents n'ont pas pu ou n'ont pas voulu s'en occuper.

Les petits délinquants saisissent vite, grâce aux conseils

qu'ils reçoivent et aux exemples qu'ils ont sous les yeux, qu'ils sont moralement des « anormaux », que la vertu doit être la règle, chose qu'ils n'avaient jamais soupçonnée jusqu'ici.

M. Marin nous donne sous une forme un peu romantique, mais de ce fait plus saisissante, la composition de la colonie dans ses premières années. Elle n'a guère changé de nos jours et l'impression reste la même : « Les pupilles peuvent se diviser en trois catégories :

1° Les abandonnés qui, soit en raison de leur âge, soit en raison du milieu dans lequel précédemment ils avaient vécu, n'étaient pas gangrenés et dont l'éducation ne présentait dès lors aucune difficulté sérieuse. Je n'en parlerai que pour indiquer qu'ils nous sont fort utiles. Ils forment la cohorte d'élite qui donne l'exemple, qui entraîne les hésitants. C'est le coin embaumé du jardin qui assainit les parties impures...

2° La seconde catégorie comprend les abandonnés qui connaissent le mal parce que leurs bons parents ont eu soin de l'étaler sous leurs yeux et de les élever dans l'amour et le culte du vice. Ce sont les rejetons de la fille Elisa, née rue Rougier, de pères très inconnus et de mères trop connues sur les registres de la prostitution, les fruits de l'adultère, les petits martyrs qu'un ivrogne enchaîne et roue de coups.

3° Les pupilles qui forment, la troisième catégorie sont, je n'hésite pas à le dire, nos préférés, parce qu'ils sont les plus mauvais. Ici nous avons à faire à des enfants qui n'ont pas seulement connu le mal, mais qui l'ont pratiqué. Ce sont les habitués du Petit Parquet et de la Correctionnelle : voleurs, incendiaires, vagabonds...

Telle est la pâte à pétrir et à façonner. »

En 1933, le recrutement de la colonie Saint-Louis s'établissait comme suit :

Boursiers placés par la ville	4
Tribunaux	30
Délégation des parents	23
Assistance publique	3
Placement provisoire	1
TOTAL.....	61

L'entrée à la colonie. — Depuis quelques années, les Cabinets d'instruction confient à la colonie Saint-Louis, à titre provisoire, des enfants dont l'affaire est en cours d'instruction. Cela facilite les choses à tous les points de vue : d'abord en évitant à l'enfant la promiscuité de la détention préventive, ensuite en permettant à l'administration de l'œuvre de donner un avis officieux sur les mesures utiles à son relèvement moral.

Lors de son arrivée à la Colonie, l'enfant a été précédé (c'est là une mesure récente et très heureuse) par un dossier très complet sur son cas. Ainsi sont évités de fâcheux malentendus entre le jeune délinquant et ceux qui vont avoir la charge de son éducation. L'enfant est mis tout d'abord en observation, aucune mesure définitive n'est prise à son égard, on l'étudie avant de le classer dans une section — section dont le recrutement est en principe déterminé par l'âge, mais qui en fait, est composée d'enfants de même maturité d'esprit, chose beaucoup plus normale et très importante pour l'éducateur. En outre, le futur pupille subit dès son arrivée un examen médical qui vient s'ajouter aux renseignements fournis par le rapport de la Fédération des Œuvres Girondines de l'enfance. Sur un carnet médical dont le modèle est fourni par la Municipalité bordelaise, carnet identique d'ailleurs à celui qu'elle met à la disposition des écoles, sont notées toutes les observations d'ordre physique, psychique, lesquelles seront précieuses à consulter lorsque l'enfant subira, par exemple, une crise d'insubordination.

La colonie ne reçoit pas les enfants infirmes ou anormaux ; des établissements spéciaux leur sont affectés : les statuts de l'Œuvre le déclarent expressément : « L'Œuvre ne reçoit que des enfants de constitution et de santé normale. Les enfants arriérés et anormaux ne sont pas admis. »

Un certificat médical constatant que l'enfant a été vacciné et n'est atteint d'aucune infirmité physique, ni mentale, de maladie contagieuse, ou d'incontinence d'urine est exigé préalablement à l'admission. Cette admission à la colonie ne devient définitive qu'après la visite du médecin de l'œuvre. Si même, par la suite, des tares congénitales venaient à se révéler et nécessitaient des soins spéciaux, l'enfant suivant le cas, ou bien serait remis à sa famille, ou bien ferait l'objet d'une modification de garde.

Les enfants ne sont pas acceptés au delà de quinze ans ; au-dessous de treize ans, ils sont envoyés à la colonie Lecoq.

La Direction de l'Œuvre accepte bien dans certains cas exceptionnels, lorsque le sujet est moins perverti que son âge le laisserait supposer, des enfants plus âgés, mais ce sont là des exceptions dont elle entend rester seule juge. D'où, de grosses difficultés parfois pour le Tribunal car nombre d'œuvres ont sur ce point particulier des statuts identiques en ce qui concerne le placement d'un mineur acquitté de l'article 66, âgé de 16 à 18 ans ; ceci nous permet de signaler au passage le désaccord entre le législateur de 1906 et beaucoup de spécialistes de la rééducation infantile sur l'extension jusqu'à 18 ans de la minorité pénale.

Pour tous les enfants confiés à l'Œuvre, sauf évidemment pour les enfants confiés par les tribunaux, la délégation des droits de puissance paternelle, par jugement de la Chambre du Conseil du Tribunal civil est exigée ; cela facilite comme nous le verrons, l'application des mesures rééducatives qui relèveront de la seule initiative de l'Œuvre, sans que les parents puissent intervenir.

Voici la fiche dressée par la colonie lors de l'entrée du

pupille. C'est non seulement un résumé de sa vie et de sa situation antérieure, mais encore le tableau de l'évolution vers le bien de cet enfant.

N° matricule	Nom, prénoms, surnoms	Etat signalétique
Grades	né le à résidant en dernier lieu. profession de fils deet de culte entré le sorti le motif de l'entrée motif de la sortie situation de famille catégorie (confiée par qui) renseignements visites	

Voici donc le jeune délinquant installé, examiné, immatriculé.

Organisation intérieure. — Quelle est la vie à la colonie ? Comment se comporte le personnel directeur à qui incombe la lourde charge de cette rééducation ? Comment vit le jeune pupille et surtout comment réagit-il sous l'applica-

tion des mesures prises ? Tels sont les points que nous examinerons successivement.

Le Personnel. — Les instructions données au personnel ont pour base le règlement approuvé par M. le Ministre de l'Intérieur en date du 22 janvier 1894, dont elles ne sont en somme que le développement en ce qui concerne le service intérieur.

Tous les quinze jours a lieu un rapport général qui est présidé par un membre du Conseil d'Administration, ou à son défaut par le Directeur, et auquel assistent avec voix consultatives : le surveillant principal, le surveillant-chef et le chef jardinier. Toutes les questions concernant la colonie y sont examinées. Un compte rendu succinct de cette réunion est inscrit sur le registre des rapports. On a ainsi un tableau très complet et très suivi de la vie et des incidents qui peuvent surgir dans le petit monde de la colonie.

Le personnel de la colonie est composé hiérarchiquement comme suit :

1° *Un Directeur.* Son action est prépondérante car c'est de lui que va dépendre la bonne marche de l'établissement. Il faut savoir faire preuve à la fois de fermeté et de douceur ; l'enfant s'aperçoit vite de l'ascendant possible du directeur ; quelques punitions judicieusement infligées dès le début éviteront par la suite bien des désordres, il faudra cependant beaucoup de tact pour ne pas exposer certains jeunes réfractaires à se buter et voir s'évanouir ainsi tout espoir de redressement. Le choix de ce poste est donc très délicat ; n'oublions pas que nous avons à faire non à de jeunes collégiens, mais à de solides gaillards qui n'ignorent souvent rien de la vie. Ce choix a toujours porté, depuis sa fondation, sur des officiers en retraite qui se sont toujours consacrés avec beaucoup de cœur et de succès à une tâche délicate, toute nouvelle pour eux, mais qui, par

certains côtés, rappelait un peu la caserne et l'éducation de l'homme de troupe.

2° *Un surveillant principal.* — Il est en même temps chef de culture. C'est après celui de directeur, le poste le plus important, le travail agricole étant le but même de la colonie. Il a autorité sur tout le personnel y compris les chefs d'ateliers ; il assiste aux différents rassemblements des enfants, forme les équipes, et dirige les chantiers. C'est lui qui est chargé de donner des directives pour le meilleur rendement des terres et l'entretien de la propriété. Avec l'approbation du Directeur, il règle le service et en son absence, il le remplace. Il assure également des appels fréquents, soit dans la semaine, soit le dimanche. Comme on le voit par ses attributions, il faut à ce poste un homme très compétent en matière agricole, ses fonctions de surveillance n'étant, si l'on peut s'exprimer ainsi, que suppléatives.

3° *Un surveillant-chef.* — Ainsi que son nom l'indique, il a autorité sur les surveillants et leur donne les ordres nécessaires pour la bonne exécution du service intérieur dont il est spécialement chargé.

Il remplit les fonctions d'économe de l'établissement et de chef de fanfare. Il est chargé et responsable de toutes les distributions. Les dames de la lingerie et de la cuisine sont placées sous son autorité. Il fait tenir à la lingerie une feuille trimestrielle d'entrées et de sorties de tous les effets ; cette feuille est soumise au visa du Directeur le dernier jour du trimestre. Il en est de même pour toutes les denrées et les vivres en magasin. Il fait lui-même les commandes de viande ainsi que de toutes les denrées, il s'assure que les menus établis par lui et signés par le Directeur sont exécutés tant pour le personnel que pour les pupilles et que la préparation des aliments est faite avec soin et la qualité suffisante.

Il se fait rendre compte chaque matin au rassemblement,

par les surveillants, des malades de leur section, les fait soigner par l'infirmière en attendant l'arrivée du docteur qu'il envoie chercher s'il y a lieu. Il l'assiste dans la visite des enfants, s'assure de l'exécution de ses prescriptions par l'infirmière, ainsi que des pansements pour ceux qui ne sont pas en traitement à l'infirmerie. Les noms des malades sont consignés sur un cahier indiquant le genre de maladie et le traitement ; ce cahier est présenté au Directeur chaque jour. En fait, grâce à la vie au grand air, l'état sanitaire est excellent.

Le surveillant-chef fait également des appels, une ou deux fois par jour, aux heures indiquées par le directeur. Il se rend fréquemment dans les locaux, les ateliers et les cours pour s'assurer que chacun est à son poste.

4° *Surveillants*. — Les surveillants sont au nombre de quatre. En fait, le plus ancien des surveillants remplit aujourd'hui les fonctions de surveillant-chef. Ils ont chacun une section qu'ils ne doivent jamais quitter (C'est un principe d'éducation que l'on trouve parfois appliqué dans des institutions privées). Ils surveillent les enfants au dortoir, au réfectoire, à la récréation, à la promenade. Au travail, ils veillent sur les pupilles composant leur chantier.

Ils remplissent là un rôle très important et très délicat ; il faut être bon sans faiblesse et tout en jouant avec les pupilles, ne jamais tolérer des familiarités déplacées, des propos légers ou des expressions inconvenantes et donner en toutes circonstances le bon exemple. Ainsi que l'écrit M. Marin, « c'est par une action immédiate de tous les instants, par une conduite exemplaire, un grand calme, du sang-froid, qu'ils obtiendront peu à peu chez l'enfant le redressement d'une éducation première presque toujours abandonnée, au moins très négligée avant l'arrivée à la colonie ».

Les surveillants tiennent un contrôle de leur section et doivent être en mesure de donner tous les renseignements

sur la conduite, le caractère, les progrès de leurs pupilles. Ils sont responsables, vis-à-vis du surveillant-chef, de la propreté, de la bonne tenue des dortoirs ainsi que des locaux affectés aux pupilles. Ils doivent plusieurs fois par jour faire l'appel des pupilles de leur section ou de leur chantier.

Ils veillent à la propreté des effets, du linge de corps et des draps de lit ; ils sont tenus de rester au dortoir et de ne s'absenter sous aucun prétexte. Ils s'assurent au moment du coucher que tous les élèves sont dans leur lit et ils font un appel.

Le surveillant dit « de grande semaine » est chargé des prisonniers et seconde l'instituteur pour le maintien de l'ordre en classe.

C'est l'élément le plus difficile à recruter et malheureusement celui qui a la plus grande part dans l'œuvre de rééducation grâce à son contact quasi permanent avec les pupilles. Le poste n'est pas très rétribué, la tâche souvent ingrate, aussi le recrutement est-il difficile et le choix, s'il y a choix, parfois malheureux.

Les mesures rééducatives. — Les pupilles sont divisés en quatre sections commandées chacune par un surveillant qui a pour le seconder :

1° un pupille d'élite ou sergent qui a pour signe distinctif une étoile d'or sur la manche gauche, il est dispensé de corvées et touche une légère solde mensuelle.

2° deux pupilles de première classe ou caporaux qui ont pour signe distinctif une étoile rouge sur la manche gauche.

Chaque section est divisée en deux escouades commandées chacune par un caporal sous la surveillance du sergent qui doit s'assurer de la bonne tenue des escouades.

La répartition dans les sections est faite, ainsi que nous l'avons signalé, théoriquement par l'âge, mais souvent, en fait, en tenant compte de la mentalité de chaque enfant. Comme on le voit, le régime disciplinaire s'inspire beau-

coup de celui des enfants de troupe ; il ne faut pas oublier que la colonie fut fondée à une époque où fonctionnaient dans tous les établissements d'éducation les bataillons scolaires, auxquels étaient prescrits des exercices militaires et des manœuvres. La fanfare qui est aujourd'hui encore très goûtée et très recherchée des pupilles est le dernier vestige de cette organisation d'un type presque militaire.

Le sens de la responsabilité et l'émulation sont entretenus soigneusement : les gradés sont responsables de la tenue et de la propreté de leurs hommes au dortoir comme au réfectoire.

Voici le règlement de travail auquel les pupilles sont astreints :

Hiver

Réveil	6 h. 30
Soins de propreté	6 h. 30 à 7 h. 30
Déjeuner	7 h. 30
Travail	8 h.
Rentrée des chantiers	11 h. 40
Dîner et récréation	11 h. 45 à 1 h.
Travail	1 h.
Rentrée des chantiers	4 h. 30
Goûter et récréation	4 h. 45 à 5 h.
Classe	5 h. 15 à 6 h. 45
Souper et récréation	7 h. à 8 h.
Coucher	8 h. 15

Instruction religieuse : mercredi, samedi, à 3 h. 30.

Répétition musique : mardi, jeudi, de 8 h. à 9 h. 15.

Répétition batterie : mercredi, vendredi, de 8 h. à 9 h. 15.

Répétition chant : mercredi soir, à 5 heures.

Eté

Réveil	5 h. 30
Travail	7 h.
Déjeuner et récréation	8 h. à 8 h. 30
Rentrée des chantiers	10 h. 30
Dîner et récréation	12 h. à 1 h.
Classe	1 h. à 2 h. 15
Travail	2 h. 30
Goûter et récréation	4 h. 30 à 5 h.
Rentrée des ateliers	6 h. 40
Souper et récréation jusqu'à	7 h. 15 8 h. 30
Coucher.	8 h. 30

Le règlement d'été est modifié par le directeur suivant les circonstances : fortes chaleurs, fenaison, vendanges, etc.

Ce programme appelle plusieurs réflexions. On s'aperçoit de suite du peu de place qu'y tient l'instruction ; à peine un heure par jour en été ; mais il ne faut pas oublier que beaucoup de pupilles viennent de la colonie Lecop où cette instruction leur a été donnée, que les autres arrivent ici âgés de treize, quatorze et quinze ans et qu'il est très difficile à cet âge de plier un cerveau aux exercices de mémoire et de compréhension qu'il n'a jusqu'alors jamais pratiqués. C'est devant des insuccès répétés que l'Administration s'est contentée de faire donner aux pupilles quelques instructions par un instituteur du bourg voisin. Pendant que le surveillant de grande semaine assure la police en classe, l'instituteur fait de courtes causeries sur des sujets pratiques et s'efforce d'enseigner quelques éléments rudimentaires.

L'instruction n'est donc pas au premier plan des préoccupations. En revanche, la colonie justifie bien son titre de colonie agricole. Levé tôt, couché tôt, l'enfant mène exactement la vie du fermier. Des cours de floriculture et de culture maraîchère sont donnés les lundi et mercredi,

et des cours de viticulture et d'arboriculture tous les mardi et vendredi. L'enfant vit toute la journée en pleins champs et travaille sous la direction du chef de culture. La colonie permet toute culture et tout élevage. Elle possède une quinzaine de vaches laitières, plusieurs chevaux pour les charrois. Elle a des prés, des champs de céréales, et surtout, dans ce pays de Gironde, des vignes ; la partie vinicole est particulièrement soignée et chaque année la colonie donne un excellent Graves ; elle a deux crus classés, un grave blanc : château du Cros (c'est le corps du bâtiment principal de la colonie) et un graves rouge, château Saint-Bris, appellation d'origine dont il lui a été fait don). Le travail n'est cependant pas d'un rendement tel que la colonie puisse se suffire à elle-même. Malgré toute la bonne volonté dont ils font preuve, il ne faut pas oublier que les pupilles sont de petits citadins, des apprentis pour la plupart et que la culture de la terre est souvent ingrate.

Nous avons pu interroger en particulier un pupille que nous avons observé sept mois auparavant passant devant le Tribunal pour enfants à la suite de vols. Hors de la présence de tout surveillant il nous a dit sa crainte d'être envoyé dans une maison de correction au prononcé du jugement. Aujourd'hui, cet ancien habitué de la rue Bonaffé, travaille avec goût verger et potager, il est très bien noté, et malgré les portes grandes ouvertes, ne tient nullement à regagner la grand'ville pour retrouver un père qui s'adonne à la boisson.

On s'efforce de faire d'eux, non pas de simples manœuvres, mais des jardiniers, des ouvriers agricoles capables de rendre de véritables services dans les propriétés où ils seront employés.

Outre les leçons de professeurs qualifiés, ils sont encadrés par des chefs d'ateliers et des chefs jardiniers qui leur enseignent la pratique de leur métier. Les heureux résultats obtenus à la colonie Saint-Louis sont bien connus puisque chaque année de nombreuses offres d'emplois ne peuvent être satisfaites.

Voici, donc un premier point acquis : un métier donné à ces enfants dont les principales causes de déchéance sont l'inaction et la paresse.

C'est pour avoir vécu sans travail, ou ce qui est peut-être pire avec des métiers mal définis : grooms, garçons de courses, etc... que ces enfants ont eu l'occasion de prendre contact avec certains éléments malsains de la rue. La faiblesse des parents ou leur manque de surveillance a permis ces fréquentations et ces enfants sont aujourd'hui à la colonie à la suite d'un délit quelconque, un vol la plupart du temps. Demain ils auront un métier régulier, un métier sain, loin des entraînements pernicioseux de la ville.

Mais ce n'est pas tout, il ne suffit pas d'avoir rendu à un petit malheureux un important service en lui assurant l'existence matérielle, il faut lui faire comprendre, c'est chose parfois très difficile, que ce genre de vie est le seul admis dans une société bien organisée, que la vie normale n'est pas celle qu'il a menée antérieurement, mais celle à laquelle le prépare la colonie.

Il faut donc que le pupille, alors qu'avec ses dix-huit ans, il a reconquis sa pleine liberté, n'ait aucune hésitation entre le chemin du vice et celui de la vertu, et pour cela, parallèlement à l'enseignement d'un métier, il faut faire son éducation morale.

C'est l'objet des conférences, des causeries faites par de jeunes avocats sur des sujets divers, mais qui, tous, suggéreront quelques réflexions salutaires chez l'enfant sur son état et ses responsabilités. L'instruction religieuse y contribuera aussi pour beaucoup : la colonie reçoit des enfants de tous cultes et assure chaque service religieux. En fait, la religion catholique seule est représentée par un aumônier qui fait de fréquentes visites aux deux établissements de Villenave et de Léognan. Mais les plus puissants moyens d'éducation morale sont la régularité de vie et l'exemple de chaque instant. L'enfant occupé toutes les heures du jour, soit au travail, soit au jeu, ne pense pas à faire le

mal ou dans tous les cas, y pensant, n'en trouve pas facilement l'occasion. Le travail dans les champs, en plein air, au beau soleil, en même temps qu'il fortifie son corps, élève son âme. C'est l'application du fameux principe : « améliorer l'enfant par la terre et la terre par l'enfant ». Et, disait poétiquement M. Marin, « La vue du ciel bleu, de la fleur qui s'épanouit, de l'épi de blé qui monte flexible, tout doré, de la grappe qui mûrit, n'inspire pas de mauvaises pensées et ne fait pas naître de tentations malsaines. Elle met plutôt au cœur de l'enfant, je ne sais quel calme, quel recueillement ».

L'enfant vit aussi de gaieté, il serait imprudent de l'oublier. Aussi s'attache-t-on à lui procurer spécialement toutes les distractions que réclame son âge. Il y a un fronton de pelote basque dans le voisinage du terrain de football, des agrès de gymnastique çà et là dans la cour intérieure et il y eut autrefois un véritable gymnase en sous-sol avec une piscine aujourd'hui inutilisée, hélas ! pour cause d'entretien trop onéreux. Dans la salle d'honneur est aménagé un petit théâtre où l'on joue avec succès du Molière et du Labiche.

Des parties de football se disputent avec des équipes voisines et le Directeur enregistre avec plaisir non pas des exploits sportifs mais l'excellente tenue de ses pupilles meilleure parfois que celle des jeunes gens avec lesquels ils se rencontrent.

Récompenses et mesures disciplinaires.

1° Les récompenses consistent pour les pupilles dans :

a) l'inscription au tableau d'honneur obtenue par 6 partout à la fin du mois. Cette note est la moyenne des notes données chaque semaine, par l'instituteur, les surveillants et les chefs d'atelier. Cette inscription donne droit à une petite somme, 5 francs, dont la moitié est remise en jetons

et l'autre moitié versée à la Caisse d'épargne. Les pupilles ne doivent pas en effet avoir sur eux d'argent, mais seulement des jetons ;

b) la promotion aux différents grades lesquels, assurant de notables améliorations de vie, sont très recherchés.

c) l'obtention des prix lors de la distribution solennelle qui a lieu au mois de juin. Ces prix, dûs à la générosité privée, permettent à l'enfant de constituer un petit avoir, et c'est là un point très important, l'enfant étant admis gratuitement ou pour une somme dérisoire, aucun pécule-salaire n'est constitué en sa faveur.

Dans la grande enquête menée par le Comité de défense sur cette question si débattue du pécule-salaire, et du pécule-récompense, enquête qui recueillait les avis motivés des Directeurs et Directrices des établissements publics de réforme pour garçons et pour filles, des Directeurs et Directrices des établissements de réforme privés et des Comités de réforme, la colonie privée agricole Saint-Louis, se prononçait d'ailleurs avec la grosse majorité, pour un pécule, à moins d'impossibilité absolue, mais pour un pécule-récompense et non pour un pécule-salaire.

Ce n'est que par le jeu des récompenses que le pupille sort de la colonie avec des sommes variant entre 300 et 500 francs.

Les punitions sont assez rares, car les véritables actes d'insubordination sont peu fréquents, ce sont :

1° le piquet pendant la récréation ;

2° l'isolement pendant les repas au pain sec ;

Ces deux punitions sont prononcées pour faute légère contre la discipline, malpropreté corporelle ou des effets.

3° la privation de sortie, punition infligée pour réponse inconvenante, mauvaise conduite, désobéissance momentanée, paresse au travail, récidive de fautes légères, absence momentanée de la colonie sans autorisation ;

4° la cellule, punition infligée pour faute grave, évasion,

insultes ou menaces envers un membre quelconque du personnel, refus d'obéissance ;

5° pour les gradés, la suspension ou la rétrogradation et la cassation suivant la faute commise.

Toutes les récompenses et les punitions sont prononcées par le Directeur qui reste toujours libre de proportionner la punition au degré d'intelligence de l'enfant sans sortir des limites du décret ministériel du 22 janvier 1894. Pour les punitions de plus de 48 heures de cellules, il rend compte au secrétaire général qui prononce.

Peu d'évasions à l'école, en dépit des facilités offertes : les portes sont ouvertes, une simple haie sépare de la route et les enfants sont forcément disséminés dans les champs. Elles sont rares mais toujours par crises ; une évasion dit le Directeur, restera rarement isolée. Elles sont le fait, surtout, des petits vagabonds. M. Marin disait préférer recevoir à la colonie dix petits voleurs plutôt qu'un vagabond ; les premiers se corrigent vite, les autres ne rêvent qu'à s'évader. On les met en cellule, avec un clou ils percent les murs ; ils savent ce qui les attend au dehors : la faim, le froid ; ils savent qu'ils seront repris et au retour punis sévèrement, n'importe, ils veulent fuir : c'est une idée fixe chevillée dans leur cerveau. Ainsi que nous l'avons vu, le danger réside dans la contagion : ils entraînent avec eux des camarades. Pourquoi ne pas voir en eux, comme le soutient M. Faralicq dans sa thèse *Le mineur abandonné, vicieux coupable* (thèse, Paris 1906), des anormaux, des malades ?

SECTION II

LA COLONIE LECOQ A LÉOGNAN.

1° *Description des lieux.* — Nous avons vu dans l'historique général que nous avons fait de l'Œuvre Girondine de l'enfance, comment fut créée en 1897 cette colonie qui en

recevant les enfants de 8 à 13 ans, devait si heureusement compléter les diverses fondations de l'œuvre.

On parla bien de fonder un établissement de filles, mais ce projet fut vite abandonné, les orphelinats et autres établissements du même genre étant très nombreux à Bordeaux et en Gironde. D'ailleurs, cette colonie, par le caractère que Lecoq devait lui donner, allait heureusement compléter l'œuvre accomplie à Saint-Louis en débarrassant cette maison d'éléments trop jeunes pour le régime un peu militaire qu'on y avait instauré.

L'établissement est situé en plein centre de Léognan, sur la route de Bordeaux, à 6 kilomètres de Saint-Louis, ce qui est fort pratique et pour les dirigeants et pour les pupilles des deux colonies que l'on réunit parfois à l'occasion des grandes fêtes.

Les bâtiments ont à peu près la même histoire que ceux de Saint-Louis. Le corps central est formé par l'ancienne maison de campagne de M. Lecoq. Là se trouvent rassemblés les quelques services de la colonie et les logements du personnel ; tout autour les communs qui faisaient partie de l'ancien domaine. Une magnifique cour de récréation, plantée d'arbres, avec un préau et des agrès de gymnastique, est en tous points semblable à celle d'un collège quelconque. Attenant à la cour, entre une prairie et les champs de vigne, c'est-à-dire en pleine campagne, s'allonge le bâtiment de construction toute récente où vivent les pupilles.

Type d'architecture moderne avec ses plafonds élevés, ses larges baies vitrées par où entrent à flots la lumière et le soleil, il contient au rez-de-chaussée les classes et le réfectoire ; au premier le dortoir, le vestiaire, l'infirmerie, etc...

L'aspect des bâtiments donne immédiatement l'impression que nous emporterons de la colonie de Léognan : nous nous trouvons en présence d'une colonie scolaire qui n'est autre chose qu'une école primaire ordinaire où les élèves seraient soumis au régime de l'internat.

Le Recrutement. — Au 29 mai 1934, sur 49 pupilles que comptait la colonie, nous en notions 11 seulement qui, acquittés par le Tribunal comme ayant agi sans discernement avaient été confiés à l'Œuvre Girondine de l'Enfance jusqu'à dix-huit ans ; 1 était confié à titre provisoire par ordonnance du juge d'instruction avant de passer pour violences devant le Tribunal pour enfants et de revenir à la colonie à titre définitif. Tous les autres étaient ou bien confiés directement par des parents qui ne pouvaient s'occuper d'eux sérieusement — parents qui paieront les premières mensualités, très légères d'ailleurs, puis qui laisseront ensuite leur enfant complètement à la charge de l'Œuvre — ou bien confiés par la ville de Bordeaux qui a fondé quelques bourses, dont bénéficient les orphelins de ses anciens employés.

Donc le milieu est sain, même les enfants de justice qui arrivent sont loin d'être des délinquants d'habitude. Depuis quarante ans qu'il est à la tête de la maison, le Directeur ne se rappelle que trois cas d'enfants intraitables — deux d'entre eux étaient des enfants de l'Assistance publique. — On voit aussitôt l'intérêt qui s'attache à arracher l'enfant jeune à un milieu perverti. L'influence des premières années est quasi-nulle et les éducateurs en font avec facilité des enfants sérieux et disciplinés. Aussi, le délit même léger, ne sera-t-il qu'un prétexte que saisiront le Tribunal ou la Chambre du Conseil pour enlever cet enfant à des parents dont le contact ne peut être pour lui que néfaste. A première vue, la sanction paraît scandaleuse : un enfant de neuf ans est confié à l'Œuvre jusqu'à l'âge de dix-huit ans pour le vol d'un canard : mais combien cette mesure est sage ! Si l'on ouvre le dossier que voit-on ? L'enfant n'a pas de père, sa mère « fait des ménages » et laisse son enfant vagabonder. Une misère morale effroyable règne dans une apparence de foyer. Et le Tribunal va « condamner » l'enfant à troquer son existence contre la vie paisible et saine du petit écolier campagnard de Léognan. Cet exem-

ple que nous avons connu nous fait vivement saisir l'action bienfaisante que peut avoir le Tribunal pour enfants et le rôle que joue une maison comme la colonie Lecoq.

Avant son entrée définitive, l'enfant subit comme à Saint-Louis une visite d'incorporation et une fiche personnelle est dressée qui le suivra, pendant les longues années qu'il va passer à l'œuvre.

La vie à la Colonie.

Le régime de vie, en revanche, va différer totalement. L'emploi du temps et le régime sont ceux d'un petit collège. Nous voilà loin de la colonie agricole de Saint-Louis ; l'enfant suit les classes préparatoires au certificat d'études élémentaires. Deux instituteurs font les cours et les classes sont régulièrement visitées par l'inspecteur primaire. Les succès aux examens sont nombreux et le pourcentage des reçus est supérieur à celui des écoles primaires environnantes : cinq à six pupilles sont chaque année présentés et admis. Il faut compter certes, à côté de bons éléments, des sujets totalement réfractaires à toute gymnastique de l'esprit ; ces derniers après un bagage minimum de connaissances partent pour Saint-Louis dont ils aimeront la vie simple des champs.

Mesures rééducatives ? Régime de vie ? Punitons ? Récompenses ? Nous croyons qu'il est inutile ici d'aborder des questions. Ce que chacun a pu expérimenter d'une vie de collégien interne, est en pratique dans l'établissement. M. Marin, dans les nombreux rapports qu'il fera pendant plus de vingt ans, sera toujours à la fois bref et satisfait de Lecoq : « Un rêve, Lecoq, pour le Secrétaire général, dit-il, en 1905 ; jamais d'affaires, pas d'accroc. On ignore ou à peu près les rebellions, les refus de travail, les coups de tête ». Il n'y a pas eu d'évasions depuis dix ans et la cellule réglementaire qui existe est depuis longtemps inoccupée. Se montrer bon, paternel, donner de sages conseils, telles sont les

mesures rééducatives que l'on met avec succès en application. L'enfant passe ainsi deux, trois et même cinq ans à la colonie ; il y reste en général jusqu'à l'âge du certificat d'études. Celui-ci passé, reçu ou non, il part pour la colonie Saint-Louis.

C'est là un des points les plus intéressants à souligner dans l'organisation de l'œuvre ; ces enfants arrivant à Saint-Louis vont former l'élément sain de la colonie, ils ont déjà été suivis pendant plusieurs années, l'œuvre de rééducation est très avancée chez eux, ils se sont pliés aux méthodes et vont constituer plus que des cadres pour les délinquants de 13 à 18 ans, nouveaux venus directement à la colonie agricole ; ils seront des exemples et formeront presque une majorité ayant l'autorité qui s'attache à leur qualité d'anciens.

Cet élément de redressement moral constitué par les pupilles eux-mêmes n'existe dans aucun établissement de ce genre, c'est en cela surtout que l'étude de la colonie Lecoq peut présenter pour nous quelque intérêt. Elle conditionne pour beaucoup les résultats obtenus à l'Œuvre Girondine de l'Enfance.

SECTION III.

LES RÉSULTATS DE L'ŒUVRE GIRONDINE DE L'ENFANCE.

Ces résultats quels sont-ils ?

C'est évidemment la question qui se pose à la fin de cette étude de l'Œuvre Girondine de l'Enfance. Ce but de redressement moral, de rééducation du mineur délinquant est-il rempli ? L'espoir du magistrat qui envoie là, pour essayer de le sauver, ce jeune vaurien candidat au crime et à la relégation est-il réalisable ? La réponse que l'on va faire à ses questions justifiera l'existence même de ces deux établissements : Colonie Lecoq, Colonie Saint-Louis.

Nous pouvons répondre, avec son fondateur, avec celui

qui a fait vivre l'œuvre et dont on retrouve aujourd'hui encore les traces multiples d'une inlassable activité, avec M. Marin, Conseiller à la Cour d'appel de Bordeaux, qui le déclare avec sa grande expérience des choses de l'enfance : « On me pose souvent cette question : Quelle est la proportion d'enfants que vous sauvez ? En est-il beaucoup que vous êtes impuissant à ramener au rivage ? Je réponds : non ! Les réfractaires constituent une quantité négligeable. Je pose en principe que l'on peut corriger de leurs mauvaises habitudes, de leurs vices, tous les enfants, à la condition de les recueillir lorsque les habitudes et les vices n'ont pas pris racine trop profonde. On ne saurait à coup sûr avoir la prétention de convertir ces garçons de seize à dix-sept ans, ayant séjourné rue Lambert, fréquenté les repris de justice et leurs suaves compagnes. Mais ceux de dix à quatorze ans, quelque voleurs et vagabonds qu'ils soient, on doit en venir à bout, avec de la patience, du doigté, du dévouement.

Je mets à part les déséquilibrés, les cerveaux brûlés... On en rencontre dans tous les milieux... qui font le désespoir de leur famille, s'engagent, commettent des infamies, sur lesquels le raisonnement, la discipline, la douleur des parents, les châtiments glissent comme une goutte d'huile **sur une plaque d'acier**.

Nous avons eu quelques-uns de ces têtes folles... huit ou dix peut-être depuis 11 ans. Il faut les placer hors des statistiques. Sur les responsables, nous ne perdons pas 20 %. »

Nous avons reproduit textuellement ce passage ; le chiffre est éloquent : 80 % d'enfants sauvés. Dans le grand classement des institutions d'éducation corrective, la place de l'Œuvre Girondine de l'Enfance est *dans la bonne moyenne* ; quoique le recrutement soit relativement bon, le résultat n'en est pas moins remarquable.

L'Œuvre garde le contact avec ses anciens pupilles, les échanges de correspondance sont fréquents, soit pour de-

mander des secours, donner de ses nouvelles ou s'enquérir d'une place. Une société amicale des anciens pupilles a même été fondée en 1901. Les enfants sont ainsi conseillés, suivis, soutenus dans la vie. On peut se rendre compte ainsi que la majorité est dans le bon chemin.

Le placement des pupilles conformément au but de l'Œuvre s'effectue presque exclusivement à la campagne. Les jeunes gens qui quittent Saint-Louis sont facilement placés à notre époque où les campagnes sont désertées. Ils font d'excellents ouvriers agricoles car certains sont de véritables spécialistes. Les enfants des villes sont moins rebelles qu'on pourrait le croire aux travaux des champs ; ceux qui n'éprouvent aucun attrait pour la terre sont placés comme domestiques, employés de magasin, comptables. Il est regrettable que l'Œuvre n'ait pu conserver la colonie de Gensac ; avec elle, le cycle parcouru par l'enfant depuis l'âge de 8 ans, jusqu'à 21 ans, aurait été complet. Il est dommage également de voir quelques intelligences remarquables que l'on a pu découvrir à la colonie Lecoq se perdre faute de bourses et d'une organisation permettant de poursuivre les études.

Néanmoins, l'Œuvre accomplie reste admirable : rééduquer ces enfants, faire de ces petits délinquants, de ces petits vagabonds d'excellents ouvriers de la terre, constitue une éclatante confirmation de l'opinion du grand criminaliste Ferri sur la rééducation de ceux qu'il appelle des dégénérés : « Si l'assignation individuelle n'est pas possible, je suis tout à fait partisan de la colonie agricole. Je crois que l'air libre est la condition physique du relèvement moral de ces jeunes dégénérés. » (Société générale des Prisons. Séance du 7 janvier 1900.)

CHAPITRE IV

DEUX ETABLISSEMENTS RELIGIEUX DE REEDUCATION

Bordeaux possède deux établissements religieux féminins s'occupant du relèvement de l'enfance coupable : L'Œuvre de la Miséricorde et la Solitude de Nazareth.

Ces établissements ne reçoivent évidemment pas que des filles condamnées. Dans l'échelle des mesures prononcées par le tribunal pour enfants et adolescents de Bordeaux, depuis la mise en liberté surveillée jusqu'à l'envoi à la Maison de rééducation de Cadillac, les deux maisons que nous allons décrire correspondent à la sanction moyenne.

Si chacune d'elles possède son caractère propre, nous relèverons cependant quelques traits communs imposés par leur communauté de but et d'idées. Si l'Œuvre de la Miséricorde entre essentiellement dans l'esprit de cette thèse, la Solitude de Nazareth, que nous étudierons tout d'abord, ne s'occupe qu'accidentellement des enfants délinquants, mais l'Ordre dont cet établissement fait partie est particulièrement intéressant à étudier du point de vue science pénitentiaire. Aussi, à l'occasion de l'étude de la Maison de Bordeaux, essaierons-nous de donner une idée générale de cet Ordre qui forme vraiment un « tout » : l'étude de l'œuvre de rééducation des mineures qu'elles reçoivent ne pouvant se distraire de l'étude générale sur l'Œuvre des Prisons,

SECTION I

L'ŒUVRE DE LA SOLITUDE DE NAZARETH.

La Congrégation de Marie-Joseph, dite des Sœurs des Prisons, prend naissance en 1805, dans l'obscurité d'une petite œuvre locale lyonnaise. Elle s'organise en congrégation en 1841, au Dorat, congrégation approuvée par le Saint-Siège et reconnue par le gouvernement en 1852 au moment des grandes réformes pénitentiaires qui suivirent la loi de 1850.

Extrayons du premier chapitre de leurs « Constitutions » les phrases suivantes qui donneront un rapide aperçu de l'Œuvre : « Les sœurs des prisons se proposent d'assister spirituellement et corporellement le prochain en se consacrant au service des prisons... C'est toujours dans cette même pensée et pour compléter leur œuvre qu'au sortir des prisons elles ouvrent aux filles libérées des maisons de refuge... C'est pourquoi la charité leur inspire encore d'ouvrir des maisons de préservation pour les petites filles pauvres ou orphelines que l'abandon conduirait inévitablement à la misère et au déshonneur et plus tard, pour les jeunes personnes d'un âge plus avancé, des maisons de travail, des ateliers où elles puissent apprendre des états convenables qui leur permettront de vivre honnêtement en travaillant. »

Les trois éléments d'activité de cette œuvre sont les suivants :

1° Le service des prisons proprement dit, qui est le plus important.

2° Le relèvement des prisonnières libérées.

3° Enfin, celui qui nous occupe plus particulièrement, la préservation de l'enfance et le relèvement des adolescentes.

Cette congrégation, qui jusqu'à la loi de séparation (9 décembre 1905) rendit de grands services dans les pri-

sons, perd peu à peu le caractère très spécial qui faisait tout son intérêt. Chaque jour, en effet, elle se voit enlever les possibilités d'accès dans les prisons. Elle ne s'intéresse plus aujourd'hui qu'à Fresnes, à la Petite-Roquette et au dépôt Saint-Lazare. Malgré toute la popularité qui s'attachait à certains noms comme ceux de sœur Léonide, Mère Perpétue, officiers de la Légion d'honneur, religieuses depuis plus de soixante ans dans cette maison, Saint-Lazare vient de leur être enlevé. L'Ordre meurt faute d'aliment pour son activité. Aujourd'hui ce n'est presque plus qu'un orphelinat parmi tant d'autres; à peine quelques enfants de justice pour rappeler l'œuvre originale et utile qu'il fut et qu'il aspirerait encore à être.

La Maison de Bordeaux fut fondée en 1857 et l'occasion de sa fondation mérite d'être rappelée. L'Ordre était déjà en service au Fort du Hâ depuis quelques années. La nécessité de créer un refuge à côté de la prison se faisait sentir. Un jour, la Mère supérieure est appelée par une prisonnière parce qu'une autre détenue venait de se pendre. Revenue à elle, la malheureuse put s'expliquer : elle allait être libérée, sans asile, sans ressources, elle s'était abandonnée au désespoir. S'intéressant à elle, la Mère Supérieure voulut la placer, mais aucun établissement charitable n'avait prévu dans ses statuts l'entrée des libérées. La religieuse, Mère Mélanie, résolut de les accueillir elle-même. Grâce à des quêtes et à des subventions, on put acheter un immeuble, près de la Croix Saint-Genès.

C'est cet immeuble qui abrite encore l'œuvre de nos jours. Mais depuis 1905, ce n'est plus qu'un orphelinat à caractère spécial que nous allons visiter.

Situé encore dans la partie active de la ville, il est cependant suffisamment isolé du monde par de grands murs et de vastes cours qui permettent aux enfants de vivre au grand air. Les bâtiments, construits sans régularité, au fur et à mesure des besoins, répondent cependant aux conditions d'hygiène nécessaires à la centaine d'enfants qui les

occupent. Une partie des bâtiments, entièrement séparée du reste, est occupée par des orphelines de 5 à 13 ans, qui viennent d'un peu partout : enfants sans père ni mère, enfants naturels, enfants de condamnées que l'Œuvre a recueillies. A côté de cette section, mais distincte par ses locaux, son emploi du temps et son recrutement, se trouve la deuxième section groupée dans les bâtiments du fond qui ferment une grande cour centrale, semblable à une cour de récréation.

Cette section, qui comprend des enfants au-dessus de 13 ans, est d'un recrutement assez éclectique :

1° Enfants difficiles, intractables, ayant commis des fautes graves, mais ne relevant pas de la loi pénale et que les parents ont placées dans la maison.

2° Pupilles de l'Assistance publique dont les familles adoptives se sont plaintes auprès de l'Administration compétente pour des raisons analogues au cas précédent.

3° Enfin, enfants acquittées comme ayant agi sans discernement et confiées à l'Œuvre jusqu'à leur majorité par le tribunal.

Ces dernières ne sont qu'une minorité ; 8 exactement, le jour où nous avons visité l'établissement, 6 sont entrées à la suite de vagabondage et 2 pour vols simples. Le tribunal aurait, paraît-il, quelque peu perdu l'habitude de recourir à cette Œuvre. Cependant, les résultats qu'elle obtient sont très intéressants par la situation même des enfants de justice, qui peuvent y être envoyés : le régime est loin d'être sévère, beaucoup moins que dans les maisons du Bon Pasteur par exemple, ou d'autres du même Ordre, comme Montpellier, dont l'effectif est plus important. Ici la jeune délinquante est comme noyée dans un groupe d'enfants venant les unes de la section de l'orphelinat, les autres amenées là par des parents sévères ou négligents. Suffisamment surveillée pour ne pouvoir corrompre ses compagnes, elle peut être gagnée au moins provisoirement par la contagion de l'exemple et le calme de l'existence qui lui est imposée.

Leur régime de vie est celui dont une ouvrière libre pourrait se satisfaire. L'horaire est établi comme suit : Lever à 6 heures en été, 6 h. 1/4 en hiver. Messe à 7 heures. Déjeuner : soupe, morceau de pain et tablette de chocolat. Une heure de ménage. De 9 heures à 11 h. 1/2, travail en atelier. A 11 h. 30, déjeuner : 1 plat de viande, 2 plats de légumes ou 1 plat de légume et fruits. De 12 h. 1/4 à 1 heure, récréation, jeux en plein air. De 1 heure à 4 heures, travail en atelier. De 4 heures à 4 h. 3/4, récréation, goûter : pain et chocolat ou fruit. (Le chocolat du goûter s'achète sur le pécule.) De 4 h. 3/4 à 6 h. 3/4, travail. Dîner : soupe et légumes. Coucher à 8 h. 1/4.

Une sœur surveille le travail qui est surtout du travail de couture. Dans la broderie à la main, en particulier, ces enfants font des ouvrages pleins de goût qui, même à l'heure actuelle, contribuent pour une bonne part à faire vivre toute la maison, car l'administration n'octroie par jour et par pupille que la somme de 4 fr. 50, somme dérisoire qui ne saurait suffire et sur laquelle il faut encore constituer un petit pécule.

Le travail, uniquement manuel, permet des lectures à haute voix, lectures instructives, morales ou récréatives, coupées de chants exécutés en chœur sous la direction des religieuses. Nous avons pu voir, pendant notre visite, le fond de la salle de couture aménagé en vue de la représentation dominicale de cinéma.

Ce programme n'est pas identiquement le même pour toutes ces enfants. Celles dont le tempérament s'accommode mal de métiers tranquilles : broderies, confections, repassage, coupe, sont admises dans d'autres services : buanderie, blanchissage, cuisine. Fait curieux qui vaut d'être signalé : sur huit enfants de justice, trois seulement restent dans la salle de travaux à l'aiguille; les cinq autres ont préféré des travaux moins paisibles.

A leur entrée, une coutume intéressante de la maison, et à notre avis pleine de psychologie, les oblige à rédiger une

courte narration où elles donnent les raisons de leur entrée. Ce récit, qui n'est qu'un vaste mensonge sur un fond de quelques vérités, est cependant très instructif ; il donne bien souvent à travers ses lignes une idée exacte de l'enfant dont on aura à réformer le caractère.

Relevons dans les fiches qui sont dressées pour chaque enfant les notes suivantes :

G. L... Nature grossière et mauvaise moralité. Fond très paresseux et intelligence médiocre.

M. M... Hypocrisie constante, effrontée et mielleuse. Moralité peu sûre ; cependant travailleuse et propre. Intelligence très médiocre.

P. L... Caractère entier et violent, supportant difficilement l'autorité. Enfant intelligente et travailleuse. Bonne moralité.

(Fiches relevées par M. Ancelet-Hustache dans son livre.)

Les soins physiques sont observés scrupuleusement. Un médecin vient régulièrement chaque semaine ; il est appelé par ailleurs dans les cas urgents. A notre avis, les exercices physiques ne sont pas suffisants pour des enfants qui passent presque toutes leurs journées dans la position assise : une promenade dominicale de trois heures qui s'ajoute simplement aux récréations journalières ne saurait suffire.

Les récompenses sont bien modestes, mais très prisées cependant : le ruban rouge, le ruban vert et surtout le ruban bleu des Enfants de Marie. Les punitions sont à la mesure du régime de vie ; ce sont plutôt des punitions d'amour-propre : privation d'une promenade ; obligation de porter le dimanche le costume de semaine. Il serait difficile pour les quelques sœurs chargées d'assurer la discipline d'infliger des punitions sévères ; leurs forces ne leur permettraient pas de résister à une robuste enfant rebelle.

Aussi ne tiennent-elles pas à posséder des sujets trop indisciplinés. Elles ne peuvent, n'ayant pas les moyens nécessaires, redresser des caractères trop intraitables. Chaque année, le tribunal doit transférer à la Miséricorde ou

à Cadillac la garde de certains enfants qu'il avait confiée à la Solitude de Nazareth sur la foi d'une attitude repentante, mais hypocrite.

Le temps nécessaire pour aboutir à un résultat sérieux est au moins de trois ans. Là aussi, nous avons entendu des protestations pour l'envoi d'enfants de plus de 16 ans, déjà définitivement corrompues. Celles qui ont été confiées par leurs familles partent souvent avant 18 ans, lorsque, une fois un métier acquis, elles peuvent être de quelque utilité chez elles. La maison ne peut les retenir, car elle ne se fait pas accorder, comme la Colonie Saint-Louis, la puissance paternelle. Les autres quittent la maison de 18 à 21 ans, dès que la Supérieure s'est assurée pour elles d'un placement sûr dans un milieu sain. Elles partent d'ailleurs toujours nanties d'un intéressant pécule s'élevant parfois jusqu'à 1.000 francs. Le plus souvent, elles occupent des places de lingères, femmes de chambre, employées de commerce. Elles trouvent ces emplois dans le voisinage même de la maison où elles ont vécu quelques années. Les anciennes pensionnaires en profitent pour venir le dimanche accompagnées de leurs enfants et de leur mari. Beaucoup retournent à leur ancienne vie, vie parfois simplement désordonnée, mais elles gardent toujours le contact avec leurs anciennes éducatrices. Il convient, croyons-nous, de signaler un côté original de ces établissements religieux : l'existence des « Maries ». Ce sont des femmes qui passèrent leur jeunesse dans ces maisons de rééducation et qui, dès leur sortie, à 18 ou 21 ans, s'effrayèrent d'un monde auquel elles sentaient ne pouvoir résister. Elles sont revenues et vivent là, de leur plein gré, une vie quasi religieuse, passée en travaux de couture et exercices de piété. Cette solution, qui enlève à la société des éléments de moindre résistance destinés trop souvent à devenir des éléments de désordre, est, selon nous, très remarquable et constitue le plus bel éloge que l'on puisse faire de l'Œuvre de la Solitude de Nazareth.

SECTION II

LA MAISON DE LA MISÉRICORDE.

L'Œuvre essentielle à laquelle s'attache cet Ordre religieux est le relèvement des filles perdues. Cette œuvre, à elle seule, pourrait faire l'objet d'une étude très intéressante, mais en se plaçant à un point de vue plutôt moral que juridique.

Nous étudierons simplement son organisation, ses procédés de rééducation et ses règlements qui devaient trouver par la suite leur application à de jeunes mineures délinquantes.

C'est une œuvre d'origine bordelaise puisqu'elle fut fondée à la fin du XVIII^e siècle par une demoiselle de Lamourous, appartenant à une famille de magistrats bordelais. La Maison-mère de l'Ordre est celle-là même que nous allons visiter et étudier. Avant la Révolution, subsistaient tant bien que mal à Bordeaux deux œuvres de même ordre : les Madelonnettes et le Bon Pasteur. Mais à la fin du XVIII^e siècle, il n'en reste plus rien quand Mlle de Lamourous s'installe rue Saint-Jean en 1799 avec une quinzaine de pauvres filles.

La maison n'a pas de ressources fixes, elle vit par un miracle quotidien. Une œuvre conçue à de telles fins est assez mal vue du public, jusqu'au jour, en 1807, où le maire de Bordeaux veut bien prendre des renseignements auprès de la fondatrice sur l'objet de son œuvre, son administration intérieure et ses moyens de subsistance. Mais à cela se borne son intention, la vie continue, précaire, jusqu'au jour où, de passage à Bordeaux, Maret, ministre de l'Intérieur de Napoléon I^{er}, remarque, rue Sainte-Eulalie, une vieille maison en ruines. C'est l'ancien couvent de l'Annonciade que la fondatrice vient d'acheter en hypothéquant par contre-coup tous ses biens. Le but de l'œuvre l'intéresse, il

entre, visite tout, presque de force : quelques jours après, la maison était entièrement payée et une somme de 12.000 francs était mise à la disposition de Mlle de Lamourous pour les réparations.

L'Etat semblait donc bien reconnaître dès son origine le caractère d'intérêt social, de salubrité publique que présentait l'Œuvre et qu'elle conservera par la suite.

Comment cette œuvre a-t-elle été amenée à s'occuper des enfants de justice ?

Le président du tribunal civil de Bordeaux, M. Granger Joly de Boissel, sollicita les administrateurs de l'Œuvre de vouloir bien accepter les filles mineures acquittées par le tribunal comme ayant agi sans discernement, mais qui ne pouvaient être rendues aux parents. L'Ordre refusa longtemps. Ainsi que nous le verrons, son règlement ne lui permettait pas de s'adapter exactement à la situation du mineur délinquant condamné. Il finit cependant par céder devant l'embarras très réel des magistrats du tribunal pour enfants qui ne savaient à qui confier leurs jeunes justiciables, et reçut sept enfants mineures au cours de l'année 1915.

La maison est située près du Palais de Justice, rue Paul-Louis-Lande, anciennement rue Sainte-Eulalie. Un premier corps de bâtiment énorme, mais sans style donne sur la rue. C'est le local occupé par la communauté des religieuses ; sur la gauche, on a conservé dans son état primitif la vieille maison qu'habita la fondatrice. Seul le rez-de-chaussée est occupé aujourd'hui par le parloir. Voici un grand jardin, plein de fleurs, qui, dans cette partie centrale de la ville, étonne par son étendue. A droite, le grand mur qui cache aux regards extérieurs les pénitentes ; à droite, sous de grandes arcades vitrées, les ouvroirs ; au premier, les dortoirs. Un deuxième corps de bâtiment fait suite, il est beaucoup plus ancien : à gauche, la chapelle ; au fond, le Noviciat, et sur les deux autres côtés de cette deuxième cour intérieure, beaucoup plus petite que la précédente, les réfectoires au rez-de-chaussée, et des dortoirs au-dessus.

L'ensemble des bâtiments occupe une grande superficie d'un seul tenant bordé par quatre rues.

Nous allons étudier et décrire brièvement la vie que mènent ici les enfants confiées par le tribunal. Elle est exactement la même par la force des choses que celle des pénitentes. Ce sera donc, sauf l'origine et la contrainte, une vie de couvent.

Le principe qui règle le recrutement normal est toujours celui qu'édicteait la fondatrice : « Seront accueillies toutes celles que le repentir amène librement (le mot est souligné) et elles pourront — si elles en expriment le désir — librement partir. » Ce premier point ne peut donc intéresser les enfants de justice qui se rencontrent, d'ailleurs, avec d'autres enfants, non moins contraintes puisqu'elles ont été confiées par les parents. La maison ne reçoit que les enfants au-dessus de 13 ans pour raisons scolaires. Elle ne pourrait en effet assurer l'instruction primaire suivie qui est exigée par la loi au-dessous de cet âge. L'effectif est aujourd'hui de 257 dont 14 seulement venant du tribunal. Ces dernières se répartissent ainsi : 6 condamnées pour vol, 5 pour vagabondage et prostitution, 3 pour délits divers.

Comment ces enfants coupables sont-elles reçues ? Avec la plus grande discrétion, s'il est possible, dans cette circonstance, d'employer un tel mot. Lorsque la jeune délinquante arrive, elle est reçue, soit par la Supérieure, soit par la sœur assistante. Le premier soin est de changer son nom ; « dès aujourd'hui, 13 décembre, fête de Sainte-Luce, vous vous appellerez désormais Luce ». Il semble que, dès le premier contact, l'Œuvre veuille montrer à l'enfant qu'une nouvelle vie va commencer pour elle, que tout son passé va être rayé à jamais, qu'il appartient à elle seule désormais de modifier son existence. Cette préoccupation, les directrices, les surveillantes la garderont toujours ; jamais une allusion sur les origines ou les fautes passées. La sœur assistante me disait elle-même les angoisses de ses

pupilles lorsque le Procureur de la République manifeste le désir de les interroger au cours d'une visite réglementaire. On use de prétextes, de longs détours, pour les amener au parloir devant ce magistrat. Il est essentiel que la réputation reste sauve auprès des compagnes, toutes les hypothèses étant possibles, on peut supposer qu'elles sont venues ici de leur plein gré, par besoin d'isolement, ou encore conduites par leurs parents. Avoir su donner si rapidement à ces filles le sens de leur propre dignité, de leur relèvement par cette simple abstraction du passé est vraiment excellent. Par là est évité en outre, ce qui eest fréquent dans d'autres maisons de rééducation : la contamination d'éléments plus anciens par la « nouvelle ». Celle-ci, riche de souvenirs récents toujours merveilleux et embellis, éveille par ses récits l'imagination de ses aînées et le travail de longs mois risque d'être promptement annihilé. Ici, au contraire, par cette méthode, l'enfant est la première intéressée à cacher son passé. Dans le même ordre d'idée, les religieuses ne sont pas d'avis de laisser entretenir des correspondances avec l'extérieur, même avec des parents, sauf évidemment dans des circonstances exceptionnelles dont elles voudraient rester seules juges. Les visites mêmes que reçoivent ces enfants ne sont pas dans la règle de la maison : « Si vous saviez le mal que fait souvent une visite », nous disait la sœur assistante. Il vaudrait mieux en effet ne pas user de demi-mesures. Puisque l'enfant est arrachée au milieu dans lequel elle a vécu, pourquoi ne pas l'arracher définitivement; pourquoi, à périodes fixes, lui rappeler qu'il y a encore pour elle des parents et souvent quels parents ? des amis et souvent quels amis ? Mais les règlements judiciaires imposent ces correspondances et ces visites et les religieuses doivent bien, malgré elles, les observer. Mais nous ne pouvons, avec elles que le regretter.

La journée d'une enfant de justice ne diffère en rien de celle que mènent les autres enfants. Toutes d'ailleurs portent sans distinction, pénitentes volontaires ou pénitentes

forcées, le nom de pénitentes. Le réveil est à 5 heures et demie, six heures en hiver. On récite des prières pendant tout le lever. Avant de descendre à la chapelle, les pensionnaires font leur lit. Chaque matin, une messe est dite et toute la communauté y assiste. Après le petit déjeuner et une courte récréation, le travail commence. Chaque ouvrier, et il y en a cinq, est sous les ordres d'une directrice assistée d'une novice. Les pupilles travaillent dans de grands ateliers très clairs, qu'elles ont peints elles-mêmes à la chaux. Elles sont assises, en rangs sur des chaises devant une sorte d'établi : un barreau leur sert de tabouret. Chacune a devant elle sa boîte à ouvrage. Le travail a lieu en silence, silence interrompu par des chants ou des récréations. On fait beaucoup de broderies, de lingerie fine, mais aussi des chemises d'hommes. Aux approches de l'hiver, on procède à l'emballage des bonbons et les miettes de ces bonbons régaleront le dimanche les pénitentes. Les besoins sont grands, car la maison est importante ; aussi vit-on de ces petites industries en s'efforçant de se suffire à soi-même. La maison a une boulangerie où cuit le pain de la communauté, une cordonnerie où l'on ravaude les chaussures. A dix heures, chacune à sa table de travail reçoit un bol de tisane, verveine, bourgeon de pin, et le temps jusqu'au déjeuner est occupé par une lecture choisie avec soin, faite à haute voix par la directrice. A midi, la cloche annonce le repas. Deux fois par semaine de la viande, les autres jours soupe, légumes et des suppléments s'il est nécessaire. Le service n'est pas riche : cruches en fer et écuelles ; pour boisson : de l'eau seulement.

Après le lavage de la vaisselle et le balayage du réfectoire, une longue récréation dure jusqu'à deux heures. Le jardin a, suivant l'expression de Jean Balde, un charme de campagne ; jardin d'agrément et jardin d'utilité ; il y a de tout, des œilletons, des rosiers et de la vigne. Les religieuses ont su garder l'esprit de leur fondatrice qui réclamait toujours pour sa maison des fleurs et des oiseaux. A deux

heures, reprise du travail; à cinq heures, lecture récréative, catéchisme, enfin des exercices de piété jusqu'au repas du soir et au coucher qui a lieu à 9 heures moins le quart.

C'est le programme d'un véritable couvent que nous venons d'exposer. C'est cependant le programme que suivent nos jeunes délinquantes condamnées. Le changement de vie est certainement brusque pour elles, mais malgré tout elles se sentent libres, d'une liberté toute relative évidemment puisqu'elles ne pourraient que changer de maison mais, suivant les propres termes de la fondatrice : « La maison ne garde personne par force. Que ferait-elle des révoltées ? Elle n'a pas de cachots. Une Miséricorde n'est pas une prison !... Si quelqu'une ne se plaît pas ici, qu'elle vienne tout droit le dire ».

N'oublions pas en effet que ce n'est qu'occasionnellement et pour ainsi dire pour faciliter la tâche des tribunaux que la Miséricorde a bien voulu accepter de se charger des jeunes délinquantes condamnées et que l'adhésion volontaire est au contraire à la base de son recrutement.

Comment sont réparties ces enfants de justice ? Loin de former une classe distincte, elles sont volontairement mêlées, nous dirions même confondues dans le troupeau. On pratique des sélections très sévères par classe. Celles-ci sont au nombre de six. Chacune d'elles a une vie rigoureusement indépendante sous les ordres d'une seule directrice et d'une seule novice assistante. Une classe se suffit à elle-même, elle a son dortoir, son réfectoire, son ouvroir ; les rapports avec les classes voisines sont réduits à l'indispensable ; la chapelle, les grandes fêtes organisées chaque année à l'occasion d'anniversaires. Cette sélection permet une surveillance plus serrée de l'enfant et empêche toute contagion. Jamais, par exemple, deux « nouvelles » ne sont mises dans la même classe, du moins tant que la chose reste possible.

Si nous abordons la question des punitions et des récom-

penses, nous voyons qu'elles correspondent pleinement à l'esprit de cette maison. Elles n'existent pas à proprement parler, ou plutôt elles sont à l'échelle de la vie : simples et presque enfantines. Les punitions ? Tout d'abord le silence imposé pendant les heures de récréation, puis, chose très grave, le retrait de la coiffe ordonnée par la Supérieure, privation qui marque publiquement l'insubordination de la pensionnaire. Nous devons nous arrêter là, car nous avons atteint très rapidement la punition extrême qui peut être infligée, paraît-il, à la Miséricorde. Les récompenses sont du même ordre de grandeur : quelques friandises, parfois l'octroi de postes de faveur, etc... Les enfants de justice sont seules à recevoir un pécule qui varie suivant le travail fourni de 0 fr. 25 à 0 fr. 75 par jour. Il est placé sur un livret de caisse d'épargne qui est remis à l'enfant à sa sortie.

Avec ces simples moyens de répression, comment arrive-t-on à la Miséricorde à obtenir des résultats avec les enfants terribles envoyées par le tribunal ? Si la méthode est simple, il faut reconnaître qu'elle n'en est pas moins efficace. Une enfant rebelle est, à son arrivée, momentanément laissée entièrement libre, affranchie de tout règlement ; elle va dans la maison, dans le jardin. Sa place l'attend au travail, au réfectoire, au dortoir, elle l'occupe si elle veut, quand elle veut. Cette période de rébellion dure, suivant les sujets, deux jours, huit jours, parfois même quinze jours. Bientôt entraînée par l'exemple des deux cents pensionnaires qu'elle voit à chaque instant heureuses de leur vie, elle se soumet, et dans cette soumission, il y a déjà un acte d'adhésion à l'œuvre de relèvement entreprise pour elle.

Le personnel de surveillance présente un caractère particulier. Les religieuses, les dames de la Miséricorde forment l'élément dirigeant. Elles ont peu de rapports directs avec les pupilles et s'occupent surtout de l'administration proprement dite ; elles sont secondées par les novices, qui

apprennent ainsi leur futur métier d'éducatrices de façon très pratique. Mais le rôle le plus important est rempli par les surveillantes qui, elles, sont mêlées à la vie journalière de l'enfant. Ce sont le plus souvent d'anciennes pensionnaires qui n'ont pas voulu quitter la maison et dont les services sont extrêmement précieux. La règle de la maison interdit cependant une trop grande familiarité avec les surveillantes : le même respect, du reste, est exigé à tous les degrés : religieuses, novices ou surveillantes. Toutes confidences sont très strictement interdites ; seule la Supérieure peut les recevoir. La règle insiste sur la distance qui doit toujours exister entre la pupille et le personnel de surveillance et de direction.

Ces pupilles, que deviennent-elles ? C'est toujours la question qui se pose à la fin de l'enquête sur chaque établissement de ce genre. La réponse se rapprochera beaucoup de celle que nous avons faite à propos de la Solitude de Nazareth. La plupart des enfants sont reprises par leur famille et souvent, hélas ! le milieu ambiant émousse une volonté que quelques années d'éloignement n'avaient pas suffisamment affermie. Beaucoup cependant restent fidèles à leur ancienne maison. Si quelques-unes ne donnent plus de leurs nouvelles, c'est pour ne pas faire connaître, autour d'elles, qu'elles ont été pensionnaires dans un établissement de rééducation et pour ne pas laisser émettre sur leur compte toutes sortes de suppositions. C'est le seul cas, croyons-nous, d'oubli des bienfaits qui soit méritoire, car il démontre mieux que tout autre fait que l'œuvre de relèvement s'est accomplie. Quelques-unes enfin, ainsi que nous l'avons vu, demandent de plein gré à rester dans cette maison où elles ont été traînées de force. Le cas nous a été signalé récemment d'une jeune fille que sa mère vint chercher à l'expiration de sa peine. Revenue chez elle à Mérignac, elle tomba dans un tel milieu, une promiscuité telle, qu'elle s'enfuit en pleine nuit chez des voisins et que dès le lendemain elle sonnait à la porte de la Miséricorde. La

direction fut très embarrassée, mais après échange de lettres et demandes d'autorisation au parquet du Procureur de la République, elle fut autorisée à garder et garde encore cette jeune fille de 18 ans, profitant du silence des parents, car cette situation n'est pas légalement régulière.

La maison est en rapports très étroits avec le bureau des servantes de la rue Poquelin-Molière, ce qui facilite beaucoup le placement de pupilles que la famille a totalement abandonnées.

Ainsi que nous le voyons, l'Œuvre forme bien un tout puisque sa sollicitude s'étend, comme il se doit, à l'enfant qui va la quitter.

CHAPITRE V

L'ECOLE DE PRESERVATION DE JEUNES FILLES DE CADILLAC

Nous allons étudier ici la plus importante des maisons de rééducation placées sous le contrôle du Procureur de la République de Bordeaux.

Après les établissements privés et les établissements religieux, nous allons voir avec l'Ecole de préservation de Cadillac un exemple-type des établissements d'Etat, relevant entièrement de l'Administration pénitentiaire.

Cette étude, par son importance, demandera un assez grand développement.

Nous grouperons nos observations sous les titres suivants :

Section I. — Généralités et étude descriptive de l'Ecole de préservation.

Section II. — Les services pénitentiaires.

Section III. — La population de l'établissement.

Section IV. — L'entrée des pupilles.

Section V. — Régime intérieur.

Section VI. — L'œuvre de rééducation.

Section VII. — La discipline.

Section VIII. — La sortie. Les résultats.

SECTION I

GÉNÉRALITÉS ET ÉTUDE DESCRIPTIVE DE L'ÉCOLE DE PRÉSERVATION.

I. Ecole de préservation, tel est en effet le terme obligatoirement employé depuis le décret du 31 décembre 1927. Celui-ci, dans une intention très louable, est venu supprimer le terme de maison pénitentiaire dont on usait pour désigner ces maisons de rééducation et, dans le même ordre d'idées, il a substitué au terme : colonie pénitentiaire pour les garçons, le terme : maison d'éducation surveillée.

Si ces dénominations nouvelles doivent être administrativement acceptées, elles ne sont pas légalement valables, puisque le décret du 31 décembre 1927 ne pouvait modifier, même sur ce point, les dispositions de la loi de 1850. C'est dans ce sens que la jurisprudence s'est prononcée et la Cour de cassation ¹ a récemment cassé un jugement aux termes duquel le tribunal correctionnel confiait un jeune délinquant à une « maison d'éducation surveillée » ; elle a décidé que seul le terme colonie pénitentiaire était légalement possible. Mais de toute façon l'esprit de cette réforme doit être loué puisqu'il révèle de la part de l'administration le souci d'éliminer le plus possible de ces établissements de rééducation tout ce qui pourrait en rappeler le caractère pénal, aux yeux du public.

Voyons la place qu'occupe l'Ecole de préservation de Cadillac dans les établissements d'Etat.

Cinq maisons d'éducation surveillée sont destinées aux garçons, savoir : Saint-Hilaire (Vienne) et Saint-Maurice (Loir-et-Cher), colonies agricoles; Belle-Isle-en-Mer, colonie agricole et maritime ; Aniane (Hérault), colonie industrielle ; Eysses, enfin, dans le Lot-et-Garonne, qui possède

1. 7 décembre 1932. *Gazette du Palais*, 1933.

un quartier correctionnel, un quartier spécial pour syphilitiques et une section de répression pour mineurs condamnés à plus de deux ans et mineurs relégables.

Les filles sont moins bien partagées, trois maisons les reçoivent : Clermont dans l'Oise qui possède un quartier correctionnel, Doullens (Somme) destiné aux pupilles syphilitiques et aux pupilles mères ou enceintes, Cadillac enfin qui n'a pas reçu d'affectation spéciale.

Le bourg de Cadillac est un centre assez important de 3.000 habitants à une quarantaine de kilomètres de Bordeaux. Chef-lieu d'un canton riche en vins estimés, il est surtout connu en Gironde pour son asile d'aliénés (400 malades environ) que contrôle périodiquement le Procureur de la République de Bordeaux. L'Ecole de Préservation est située dans le centre du bourg, sur la grand'place faisant face à l'église, au point culminant du coteau. Elle est installée dans le très beau château des anciens ducs d'Eperon, château construit à la fin du xvi^e siècle, qui domine de sa masse imposante la plaine de la Garonne. Sans nous éterniser sur les merveilles architecturales qu'il représente, qu'il nous suffise de signaler en passant sa très belle cour d'honneur, le grand escalier qui rappelle celui du château de Blois et de monumentales cheminées sculptées attribuées à Giraudon.

Nous étudierons les locaux d'un point de vue plus terre à terre et uniquement en harmonie avec l'objet de notre étude.

On accède au château par un pont jeté sur les fossés profonds qui l'isolent du reste du bourg. Des bâtiments bas et sans style, que l'on sent édifié à la hâte, nous cachent l'harmonieuse façade du château. Ils sont réservés à l'administration : à droite le greffe et l'économat, au centre la conciergerie, à gauche, dans une construction à la fois plus ancienne et plus architecturale, le bureau et les appartements du directeur. Toute cette partie est en façade sur la place principale de Cadillac ; une deuxième construction,

accollée à ces bâtiments, donne sur la cour intérieure ; au centre, la grosse porte d'entrée, à droite, la salle de doubles, à gauche, la lingerie.

Les bâtiments formant les côtés nord et sud de la cour sont sans caractère, mais d'une construction plus soignée que ceux que l'on vient de traverser. Ce sont les anciens communs du château. A notre gauche, deux salles de classes en tous points semblables à une école de campagne avec leurs bancs et leurs cartes murales. A notre droite, la salle d'enseignement ménager d'une propreté digne d'un intérieur hollandais ; à la suite, une buanderie et un ouvroir spacieux où le soleil entre largement.

Arrivons au corps central qui est le château ducal proprement dit. Il nous faut constater malheureusement qu'une seule aile est complètement occupée, l'aile gauche ayant brûlé accidentellement, en 1928, est en voie de reconstruction et ne pourra être utilisée à nouveau avant plusieurs années. Au rez-de-chaussée, nous trouvons le parloir, le bureau de la sous-directrice, centre de l'activité de la maison, puis le dortoir et l'infirmerie avec une pièce pour la surveillante de garde. Enfin, dans la tour, à l'extrémité sud, est installé un véritable petit sanatorium avec chambres de malades, galerie de cure, salle de bains, cuisine ; le tout isolé du reste de la maison en vue d'éviter tout risque de contagion.

Au premier et au second étage sont les dortoirs, au nombre de quatre. Les lits sont placés dans des « box » en bois, grillagés sur le devant. Ces box, très étroits, laissant juste place pour le lit, pour une petite table garnie de menus objets de toilette, et pour le strict minimum de gestes, sont fermés à clés, les pupilles n'entrent et sortent que par groupes de cinq et sous une surveillance constante.

Pour gagner les réfectoires, il nous faut descendre un étage, au-dessous du niveau de la cour d'honneur. Ce sont de grandes salles voûtées, orientées à l'ouest, qui se trouvent de plain-pied sur cette face avec les jardins et les

cours du château. A la suite du réfectoire où un théâtre est dressé les jours de fêtes, les cuisines occupent deux salles analogues, mais plus petites.

La chapelle qui se trouvait autrefois dans les bâtiments qui furent la proie de l'incendie fait le pendant à la grande salle du réfectoire.

Un petit pont permet aux pupilles d'accéder aux deux cours de récréation et au jardin situé en contre-bas.

Voilà, brièvement faite, la description des bâtiments affectés aux pupilles envoyées par les tribunaux. Ainsi que nous venons de le voir, il y a eu une simple adaptation des locaux. La majeure partie des améliorations ont été faites par la colonie elle-même qui, tour à tour, a scié, peint, lavé et enfin rendu habitables certaines parties abandonnées. Les crédits étaient rares, il a fallu beaucoup d'ingéniosité pour donner l'aspect propre et riant que revêtent certaines pièces comme la cure d'isolement ou la salle de travaux ménagers. Malheureusement, toutes ces modifications ne portent que sur le détail et il est difficile de transformer un château de la Renaissance en école pénitentiaire moderne. Les couloirs sont très larges et glacials, les réfectoires, la cuisine et la chapelle sont très humides ; ces pièces immenses sont difficiles à chauffer. Ces critiques ont été faites maintes fois et les inspecteurs ne peuvent qu'y répondre en invoquant la modicité des crédits (6 juillet 1921. Inspection générale des services administratifs : rapport de M. A. Mosse, inspecteur général).

SECTION II

LES SERVICES PÉNITENTIAIRES.

Sous-section I. — Le service central.

Le directeur. — A la tête de l'établissement est placé un directeur qui en assure l'administration. Il relève directe-

ment du ministère de la Justice (services pénitentiaires) auquel il rend compte annuellement de ses actes dans un rapport très détaillé.

Tous les fonctionnaires de l'établissement lui sont étroitement subordonnés : il peut demander au ministre de la Justice de prendre contre eux les mesures disciplinaires qu'il juge nécessaires.

Au point de vue de l'organisation intérieure, il assure l'exécution des adjudications, des marchés de gré à gré, contrôle mensuellement la caisse du comptable, et vérifie une fois l'an les magasins, il prépare le budget, décide des réparations à faire effectuer et, pour cela, fait dresser des devis qui devront être approuvés par l'Administration centrale. C'est lui enfin qui reçoit les instructions ministérielles et qui assure l'exécution des règlements. Outre le rapport d'ensemble qui est rédigé chaque année avant le 31 janvier, il rend compte à la Direction de l'Administration pénitentiaire, par un rapport hebdomadaire, de la marche des services de l'établissement.

Cependant, tout incident grave doit être signalé immédiatement dans un rapport spécial.

Telle est l'œuvre administrative qu'il doit accomplir. Mais, parallèlement, il est une œuvre plus délicate, la principale cependant, qui lui est imposée par les règlements : « Il surveille la conduite des pupilles et doit s'attacher tout spécialement à suivre leur réformation morale et leur éducation professionnelle. Il correspond avec les parents et les reçoit lorsqu'ils viennent voir leurs enfants à l'établissement. Il s'entretient individuellement avec chaque pupille aussi souvent que possible, de façon à bien connaître le caractère de chacune et à s'en inspirer dans ses conseils. Il saisit l'occasion des incidents journaliers pour en faire l'objet de causeries morales et instructives. » Règlement du 10 avril 1930, actuellement en vigueur. A travers ces lignes d'une sécheresse toute administrative, on discerne la variété et la multiplicité de la tâche que l'on exige d'un

directeur : œuvre à la fois de surveillance, de rééducation, d'apostolat, le mot n'est pas trop fort, et d'administration pure. Une seule personne ne saurait y suffire.

Sous-directrice. — Une sous-directrice a été appelée en conséquence à seconder le directeur dans sa tâche. Celle-ci vivra beaucoup plus la vie des pupilles ; toujours en contact avec elles, elle pourra mieux assurer l'exécution des ordres du chef. Elle a la direction de l'enseignement et propose au directeur la répartition des pupilles dans les ateliers ou dans les chantiers. Elle a le contrôle immédiat de tous les agents, de nuit comme de jour, la surveillance de la correspondance, travail très considérable depuis la circulaire de M. le Garde des Sceaux, du 31 octobre 1934.

Il est une question qu'il y a lieu de soulever ici puisqu'elle a déjà été soulevée à la Société générale des prisons. Celle de la présence d'un directeur homme dans une école de préservation de jeunes filles. Nous y répondrons de la même façon que M. Félix Voisin, conseiller à la Cour de cassation. « La présence d'un directeur est nécessaire. Elle pourra susciter dans le public d'odieuses calomnies, ce qui est d'ailleurs arrivé pour Cadillac (articles de la revue *Détective*), mais il faut, au-dessus du cadre féminin, une personnalité ayant suffisamment d'autorité, dont le prestige ne soit pas émoussé par une présence permanente, pour jouer le rôle imposant du dieu qui punit et qui récompense en toute sérénité et en toute impartialité. »

Sous-section II. — Les services administratifs.

Deux personnes étaient, autrefois, chargées de fonctions purement administratives : l'économe et une dame comptable préposée au Greffe.

L'économe assure les services normaux de sa fonction, services qui ne diffèrent en rien de ceux assurés dans un établissement quelconque d'Etat : tenue de livres, comppta-

bilité-matières, etc... Ce poste a été supprimé par les décrets-lois Doumergue, et les attributions de l'économe incombent maintenant à la sous-directrice, dont la tâche est aussi compliquée et diverse que celle du directeur.

La dame comptable est chargée de tenir les écritures relatives à la Caisse de l'établissement et à la comptabilité du pécule. Elle s'occupe, en outre, des fonds de la Caisse de patronage de l'établissement. Ses registres consacrés au pécule de la pupille sont particulièrement intéressants à examiner, nous les retrouverons dans notre étude des récompenses.

Sous-section III. — Le personnel éducatif.

Deux institutrices, avec la sous-directrice qui est également chargée d'une section, assurent l'enseignement. C'est une fonction très délicate et qui devrait être réservée à des sujets d'élite. Les élèves sont de niveau très différent, et il ne faut chercher, mis à part quelques sujets exceptionnels, à leur inculquer que des notions élémentaires de calcul, de langue française, de morale. Aux termes du règlement du 10 avril 1930, les institutrices doivent tenir à jour un bulletin de statistique morale, et soumettre leurs observations au sous-directeur. Elles ont un cahier de roulement où les élèves font tour à tour un devoir, un carnet d'appel, un carnet de notes attribuées aux élèves de leur section ; enfin un carnet de préparation de classe où elles consignent l'objet de la leçon et le texte du devoir. Ce carnet, qui est soumis au visa hebdomadaire de la sous-directrice et au visa mensuel du directeur, est présenté à l'inspecteur primaire, Cadillac étant sous le contrôle de l'Inspection primaire de Langon. A ce travail d'instruction, s'ajoute un travail d'éducation assuré ainsi : « En dehors des heures de classes, les institutrices font des conférences, des causeries, elles doivent suivre sur le chantier, à l'atelier et pendant les récréations, les élèves qui leur sont confiées. »

Si l'on ajoute à cela qu'elles doivent collaborer aux écritures administratives, nous constaterons, une fois de plus, la diversité du rôle qui leur est imposé, sans nous permettre d'insister sur l'impossibilité quasi-totale ou elles sont placées d'assurer correctement chaque attribution de leur fonction. Mais c'est là le rôle d'un inspecteur général.

Sous-section IV. — Le personnel de surveillance.

Il comprend une première maîtresse, une maîtresse, une surveillante greffière et quinze monitrices.

Ce personnel portait, autrefois, le nom de surveillantes, mais, avec le même souci de terminologie qui avait fait transformer le nom de maison de correction en celui de maison d'éducation surveillée, les noms de maîtresses et monitrices ont été substitués à celui de surveillantes, depuis le décret du 31 décembre 1927. La première maîtresse remplit approximativement le rôle d'un surveillant général dans un lycée. Elle a, dans ses attributions, la discipline générale de l'établissement et, sous ses ordres, les monitrices. Elle règle le détail des services, notamment le nombre et l'heure des rondes de nuit. Elle établit, pour le directeur, un rapport journalier de l'activité de la maison.

Elle est secondée dans son rôle par la maîtresse, laquelle, à son tour, a autorité sur les monitrices. Celles-ci ont le rôle le plus important et le plus difficile dans la rééducation des pupilles. En contact quasi-constant avec elles, elles connaissent leurs défauts, leurs qualités mieux que personne. Elles seules peuvent se rendre compte des progrès accomplis et des mesures à prendre. C'est par leur intervention continuelle dans les travaux, dans les jeux, dans les conversations que se marquera leur influence. Pour reprendre la lettre même du règlement, elles doivent être les « véritables » éducatrices. Toutefois, elles ne peuvent prendre d'initiative et chaque cas particulier doit être sou-

mis au jugement de la sous-directrice. C'est sur leur proposition que les pupilles sont punies, mais le droit de punir n'appartient qu'au chef de l'établissement.

Sous-section VI. — Le recrutement du personnel

Il est très intéressant de connaître l'origine du personnel de ces établissements de rééducation et de celui de Cadillac, en particulier. Le principe consacré par le décret de 1907 est celui de l'uniformité du recrutement et d'un personnel interchangeable pour l'ensemble des établissements pénitentiaires. Il en résulte que les maisons de rééducation sont purement et simplement assimilées aux établissements pour adultes.

L'accession aux postes supérieurs est faite par voie d'avancement parmi les institutrices et monitrices. Ces dernières sont recrutées par voie de concours et doivent être titulaires d'un brevet élémentaire.

La récente circulaire de M. le Garde des Sceaux, en date du 31 octobre 1934, a beaucoup insisté sur ce point « l'importance du rôle des instituteurs ne saurait vous échapper ».

« Chargés de l'éducation scolaire et du redressement moral des pupilles, ils sont, avec vous, mieux à même que quiconque, de faire naître et de développer, par l'exemple et par la leçon, le sentiment du devoir, celui de la discipline et celui du travail chez des jeunes gens, difficiles sans doute, mais susceptibles pour la plupart d'être amendés.

» Je vous prie de leur demander, notamment, en dehors des heures de travail scolaire, de les observer, de leur parler et d'arriver à les bien connaître. C'est en étudiant chaque cas particulier, en se rendant compte du caractère, des qualités et des défauts de chacun, en développant les unes et en réformant les autres qu'on peut seulement faire œuvre utile. »

Nous avons pu voir un rapport de l'Inspection générale où l'on regrettait la disparition de l'école pénitentiaire qui permettait un examen très serré des aptitudes du candidat et surtout imposait des méthodes éprouvées, alors que le nouvel éducateur est laissé à ses initiatives ou, ce qui est parfois pire, à la routine des anciens.

Pour remédier à l'unité du recrutement, des circulaires et notamment celles du 3 mars 1902 et du 25 août 1905 ont recommandé une certaine sélection dans le personnel de garde affecté aux établissements de jeunes détenus.

Ces prescriptions ont été observées à Cadillac dont le personnel présente les états de service suivants : le directeur, récemment mis à la retraite, avait passé dix ans chez les adultes et vingt-neuf ans chez les mineurs. La sous-directrice, la dame comptable et une institutrice ont accompli l'intégralité de leurs services dans les écoles de préservation ; la seconde institutrice est en fonction depuis 22 ans, tout entiers passés dans les maisons réservées aux jeunes filles.

On voit que l'établissement possède un personnel bien spécialisé, mais les défauts de l'unité de recrutement se retrouvent un jour ou l'autre au hasard d'un avancement.

Sous-section V. — Les services indépendants.

Un médecin est spécialement attaché à l'établissement. Le voisinage de l'Asile et de ses spécialistes psychiatres est mis à profit pour l'examen des pupilles. Nous étudierons ces consultations dans la section consacrée aux mineures elles-mêmes et nous nous contenterons ici d'examiner le rôle normal du médecin tel qu'il est imposé par le règlement. Il doit visiter, une fois par jour, les malades alités, il examine les pupilles à leur arrivée à l'établissement, consigne sur un bulletin spécial les observations que lui suggère la santé du nouvel arrivant ; il prend les mensu-

rations permettant de dire si le développement a été normal.

En cas d'opérations, d'hospitalisations, la proximité relative de Bordeaux permet une prompt intervention dans toutes les spécialités.

Signalons, cependant, qu'au point de vue des soins à donner aux tuberculeux, l'établissement pourrait se suffire depuis près de deux ans. Il est regrettable que cette installation remarquable à tout point de vue, soit à peu près inutilisée.

Le médecin s'assure, en outre, de la salubrité des locaux; il inspecte les lieux de punitions, les dortoirs, les ateliers, son contrôle va jusqu'à pouvoir faire lever les punitions pour raison de santé et à vérifier les aliments livrés par les fournisseurs.

Le service des cultes est assuré suivant les prescriptions de l'article 2 de la loi de 1905. Un aumônier, qui remplit les mêmes fonctions à l'asile d'aliénés, est chargé du service religieux. Toutes les pupilles suivent les exercices du culte catholique, sauf celles qui ont exprimé une volonté contraire, ou dont la famille s'y oppose. Une messe est dite et les vêpres sont chantées le dimanche dans la chapelle de l'établissement; en semaine, l'enfant qui manifeste le désir de faire sa première communion peut consacrer quelques heures à l'instruction religieuse, mais, pour reprendre une phrase du rapport annuel du directeur : « Aucun prosélytisme n'est pratiqué dans la population, chaque élève reste sur ce point entièrement libre. »

Sous-section VI. — Le conseil de surveillance.

Son organisation est imposée dans chaque établissement de rééducation par la loi de 1850. Il est composé de personnalités officielles : le préfet de la Gironde, un juge délégué du Tribunal civil, deux membres du Conseil général,

enfin une personne résidant sur place désignée par le préfet. En fait, le Conseil s'en remet à la Direction pour le fonctionnement de l'établissement ; des visites sont faites régulièrement, toujours d'après la même loi, par le substitut du Procureur de la République qui est plus spécialement chargé des mineurs au Parquet de Bordeaux.

Ce sont là des visites officielles qui feront l'objet de rapports. Mais, en dehors d'elles, la maison est souvent visitée par des personnalités du Barreau et de la Magistrature à titre de documentation.

SECTION III.

LA POPULATION DE L'ÉTABLISSEMENT.

La population de l'école de préservation a beaucoup varié. En 1914, l'effectif était de 200 pupilles, en 1922 de 158, aujourd'hui le chiffre total est de 67 seulement, mais nous ne tablerons pas sur ce chiffre anormal car, depuis quelques années, le directeur s'est vu dans l'obligation de demander à l'administration pénitentiaire de modérer ses placements. En effet, toute l'aile droite du château, rendue inhabitable par suite d'un incendie, est encore en réparations.

Nous nous abstiendrons, de ce fait, de donner la variation des effectifs au cours de ces dernières années. Cette variation, par suite de faits totalement étrangers à notre étude, ne serait d'aucune utilité. Nous prendrons, pour dresser notre statistique, une année moyenne : 1929 par exemple.

Le mouvement de la population, au cours de cette année, a été le suivant :

Nombre des entrées : 75, se décomposant ainsi :

Transférées des maisons d'arrêt	36
Réintégrées après évasion du placement	3
Réintégrée après révocation de la liberté provisoire..	1
Indisciplinée de l'Assistance publique	1
Réintégrées de placement	21
Réintégrées après séjour à l'hôpital	10
Réintégrées après séjour au sanatorium	2
Réintégrée après séjour à l'asile	1

Le nombre des sorties a été de 87, se décomposant ainsi :

Libérées définitivement	25
Provisoirement	13
Placées chez des particuliers	19
Transférées au quartier central de Clermont	9
Transférées au quartier spécial de Doullens (syphilitiques ou enceintes)	4
Admises à l'hôpital	12
Envoyée dans un sanatorium.....	1
Rendues à l'Assistance publique après amendement..	4
Décédées	0

Effectif pupillaire au 31 décembre 1929 : 93.

Population moyenne pendant l'année 1929 : 96.

Si l'on s'en rapporte uniquement au tableau des entrées, on a de suite la preuve de l'insuccès des mesures de bienveillance qui sont prises à l'égard des pupilles. Cette opposition évidente devait d'ailleurs entraîner une sévérité plus grande dans l'octroi de la liberté provisoire et du placement chez les particuliers. On y voit également le souci de l'administration de ne garder à l'école de préservation que des sujets valides. Le tableau des sorties nous montre avec quelle largesse sont pratiquées les mesures de bienveillance. 10 % seulement quittent la maison par mesure disciplinaire.

Si nous recherchons l'origine géographique des pupilles, nous trouvons les chiffres suivants :

Paris	15
Seine	11
Marseille	6
Bordeaux	6
Lyon	2
Départements	47
Etrangers	6

Ces chiffres n'ont pas, en eux-mêmes grande valeur car le recrutement est très variable. Il fut un temps par exemple où près d'un tiers des pupilles provenaient de Marseille. Si nous croyons devoir donner ces chiffres, c'est, tout d'abord, pour marquer la différence avec les institutions étudiées précédemment dont le recrutement est local, ou tout au moins régional, c'est ensuite pour signaler l'origine généralement urbaine des pupilles.

Paris, la Seine et quelques gros centres fournissent la moitié du recrutement. Les tentations et les mauvaises fréquentations sont bien, dans les grandes villes, une triste réalité.

Il est intéressant d'étudier l'influence du milieu familial sur ces jeunes dévoyées. Elle est prépondérante et nous ne serions pas éloignés de croire qu'elle est la cause déterminante de la chute de l'enfant. A Cadillac, une délinquante venant d'une famille honnête est une très rare exception ; il est vrai que le Tribunal possède avec la loi de 1912 d'autres moyens de rééducation dont il use dans de tels cas : mise en liberté surveillée, garde confiée aux parents. Quoi qu'il en soit, le tableau suivant nous permet de constater la situation familiale anormale de beaucoup de ces jeunes filles.

Ayant leurs parents	34
Demi-orphelines	14
Orphelines	9
Parents inconnus	5
Parents divorcés	6
Parents remariés	16
Enfants naturels	9

Pour beaucoup, c'est la présence même des parents plutôt que leur absence qui les a entraînés au mal, sans parler de ces pères qui ont été les premiers artisans de la chute de leurs filles. Le chiffre qui va suivre est peut-être erroné, car aucun élément de vérification n'est possible, mais nous croyons devoir le citer tel qu'il nous a été donné : un cinquième de la population de l'école de préservation a été débauché par le père.

Beaucoup pourraient reprendre à leur compte, l'amère parole de Poil de Carotte. « Tout le monde ne peut pas être orphelin ».

SECTION IV.

L'ENTRÉE DES PUPILLES.

Sous-Section I. — L'examen moral et intellectuel

Une pratique très intéressante que nous avons déjà signalée dans notre étude de la Solitude de Nazareth existe dans les maisons pénitenciaires conformément d'ailleurs aux instructions de l'administration centrale. Nous voulons parler de la pratique de ce que nous appellerons « la confession liminaire ». A chaque entrante, après interrogatoire, il est remis un cahier où elle doit faire le récit de sa vie passée, indiquer ses goûts, ses tendances, mentionner ses divers apprentissages, s'il y a lieu.

Le Directeur de Cadillac préfère, à cette méthode, celle plus délicate, mais plus productive, d'un long entretien avec la nouvelle arrivée.

Il lui explique que la maison n'est pas un lieu de correction mais de rééducation, que la durée de son séjour dépend de sa bonne conduite et des efforts qu'elle fera pour s'amender. Le réflexe de la délinquante est très intéressant à observer, c'est un mouvement de haine qui dresse l'enfant contre l'éducateur, elle refuse à se considérer comme une pupille, mais bien comme une condamnée, victime d'une décision injuste. Il faut noter à ce propos que les plaidoiries des avocats, presque toujours des stagiaires, sont mises à profit par ces mineures : les paroles entendues pour leur défense à l'audience du Tribunal pour enfants, ne sont pas perdues, et avant d'en avoir deviné l'origine, le Directeur de Cadillac était tout étonné d'entendre de jeunes délinquantes parler d'irresponsabilité, de milieu familial déficient, etc.... Il serait peut-être bon, pour éviter les attitudes de victimes sociales trop souvent adoptées par ces enfants, que la plaidoirie de l'avocat ait lieu hors de leur présence, les arguments risquant d'être souvent mal interprétés par leurs jeunes cerveaux.

Après cet examen moral de la pupille, il est procédé à son examen intellectuel et mental. C'est à la sous-directrice qu'il incombe. La méthode est celle employée dans tous les établissements pénitentiaires du même genre : la méthode Binet-Simon des « tests » ou « épreuves » bien connue des étudiants en philosophie. On la soumet successivement à l'épreuve de phrases absurdes, de dessins à reproduire après une très courte observation, de constructions, de reconstitution de phrases, répétition de chiffres, explications, enfin de gravures. Les résultats de ces épreuves sont dressés mathématiquement suivant le nombre d'épreuves réunies et sont consignés sur des feuilles d'observations donnant comme résultat final l'âge réel, intellectuellement parlant, de l'enfant.

Les catégories sont ainsi réparties : *très arriérés* — *probablement atteinte de débilité mentale légère (c'est la catégorie la plus nombreuse avec la suivante)* — *probablement normale-suspecte d'arriération*). Nous avons respecté les termes mêmes qui pourraient paraître manquer de précision).

Sous-Section II. — Examen psychiatrique.

Nous devons faire une place à part à cette épreuve puisque l'arrêté ministériel du 27 septembre 1928 a insisté sur son intérêt.

« Le Garde des Sceaux... soucieux de donner aux mineurs délinquants confiés à la tutelle administrative une éducation corrective mieux appropriée... a demandé que des médecins spécialistes de l'enfance anormale procèdent à une inspection neuro-psychiatrique des mineurs retenus dans les maisons d'éducation surveillée, dans les écoles de réforme et dans les écoles de préservation soumises à sa surveillance... »

C'est en application de ces prescriptions que des dossiers sont constitués par des spécialistes et nous avons eu entre les mains les consultations rédigées par M. le Docteur Regis, médecin-chef de l'asile d'aliénés de Cadillac.

La somme des renseignements fournis comporte plusieurs rubriques. Tout d'abord des renseignements statistiques ; nom, prénom, date, lieu de naissance, dernier domicile, date de l'entrée dans l'établissement, indication de faits qui ont motivé l'internement — placements dans des patronages, motifs de fuite des placements, condamnations antérieures, peines subies. Puis des renseignements sur le milieu familial : Quelle est la moralité des parents et la situation de la famille ? Quelqu'un des proches parents de la pupille souffre-t-il d'une maladie mentale ou de troubles nerveux, d'épilepsie ou de phthisie ? Y a-t-il de l'alcoolisme

dans la famille ? De quelles maladies graves la pupille a-t-elle été atteinte ? A-t-elle souffert de troubles dans le fonctionnement des sens ? A-t-elle bégayé ? On voit combien l'enquête sociale effectuée aujourd'hui pour tous les jeunes délinquants traduits devant le Tribunal pour enfants de Bordeaux est indispensable pour répondre convenablement à ces questions.

D'autres interrogations viennent ensuite concernant l'enseignement primaire reçu : y-a-t-il de grandes variations dans ses progrès ? A-t-elle des facultés mentales insuffisantes ? Montre-t-elle des symptômes de fatigue disproportionnés au travail fourni ? Renseignements sur l'instruction professionnelle : Quelles sont ses occupations ? Est-elle adroite au travail ? Est-elle capable d'apprendre un métier ? Les renseignements abondent surtout sur le caractère et la moralité : Ici commence à proprement parler l'examen neuro-psychiatrique d'où sortira le diagnostic. Nous ne pouvons mieux faire pour en souligner le caractère que de reproduire les diverses questions posées :

La pupille est-elle distraite de façon anormale ?

Est-elle inconstante ? Aime-t-elle jouer avec tout ?

Est-elle peureuse, très timide, scrupuleuse, trop consciencieuse ?

Est-elle irritable, emportée, sensible, offensée sans motifs ?

A-t-elle des tendances aux violences, à des accès de fureur, à des actions impulsives ?

A-t-elle une affectivité morale insuffisante, un caractère brutal, un esprit de vengeance ?

Montre-t-elle de la cruauté envers les animaux ?

A-t-on remarqué des variations subites d'humeur ? Est-elle tantôt gaie, tantôt triste, sans motifs extérieurs ?

Est-elle rêveuse, fantasque ? Est-elle habileuse, fanfaronne, ment-elle sans raison apparente ?

A-t-elle des crises nerveuses, des faiblesses, des étourdissements, des absences d'esprit momentanés ?

Quelle est sa conduite envers ses camarades ? Est-elle sociable, ou se tient-elle seule ?

S'écarte-t-elle de ses camarades ? Est-elle perfide, égoïste, ergoteuse, querelleuse ? Prend-elle tout en mal ? Excite-t-elle ses camarades ? Intrigue-t-elle ? S'est-elle évadée ? et quels motifs donne-t-elle pour justifier ses évasions ?

Après ces multiples observations, très détaillées comme l'on voit, voici quelques diagnostics :

France A... Dégénérescence mentale avec constitution névropathique, mythomanie, impulsivité, cauchemars, dépression habituelle.

Gabrielle D... Amoralité congénitale, légère débilité mentale, éthylisme maternel.

Marie-Louise F... Développement rudimentaire des facultés mentales, amoralité constitutionnelle, impulsivité, puérilisme, éthylisme paternel.

Signalons au passage la proportion prodigieuse de parents éthyliques révélée par ces notes.

Mais il ne suffit pas de baptiser « paroxysme anxieux » les idées de suicide d'une pupille, le rôle le plus important du médecin psychiatre réside dans les prescriptions qu'il va ordonner à la suite de son diagnostic : envoi à l'hospice ou à l'asile des idiots et des imbéciles, indications disciplinaires spéciales à chaque caractère, prescriptions médicamenteuses ou chirurgicales pour les insuffisants endocriniens ou les porteurs de malformations susceptibles d'être opérés.

On ne peut que féliciter sur tous ces points l'administration d'avoir mis à la disposition de l'éducateur les moyens les plus modernes d'investigation ressortissant de la psychologie comme de la médecine.

Après ces examens et l'interrogatoire du Directeur, la pupille prend un bain et revêt l'uniforme réglementaire. Ses effets personnels sont inventoriés et évalués pour lui être remis à sa sortie ou réexpédiés à sa famille.

SECTION V

RÉGIME INTÉRIEUR.

Voici la pupille introduite, habillée de lourds vêtements de bure serrés à la taille et d'un fichu noir, chaussée de pantoufles fabriquées dans l'établissement et de gros sabots. Aucune élégance, comme l'on voit. Quelle va être sa vie de chaque jour pendant trois ans, cinq ans ? Celle d'un collège tout simplement. Les horaires de lever et de coucher diffèrent en été et en hiver. Période d'été : lever à 5 heures, coucher à 20 heures ; périodes de printemps et d'automne : lever à 6 heures, coucher à 20 heures ; période d'hiver : lever à 6 heures 30, coucher à 21 h. 30. Les dimanches et jours fériés, le lever, pour chaque période, est retardé d'une heure, l'heure du coucher demeurant invariable.

Une heure est consacrée aux soins de propreté et au petit déjeuner. Puis le travail commence dans les ateliers, interrompu à 11 h. 30, pour le repas. Récréation jusqu'à 1 h. 30, reprise du travail jusqu'à 16 heures, où une récréation d'une demi-heure précède l'entrée des classes qui dureront jusqu'au repas du soir à 19 h. 30.

Il se produit suivant les saisons de légers décalages d'horaires provenant de variations dans le lever et le coucher, mais nous avons donné, à peu de choses près, l'emploi du temps d'une journée-type de la pupille.

Ce règlement variera au gré du Directeur qui n'est tenu que d'observer certains principes énoncés dans l'arrêt ministériel du 7 juin 1928. Il est évident que lorsque les pupilles vont pendant la période d'été vendanger en dehors, un horaire ne peut être observé. De même les jours de fête et les dimanches, lorsqu'il y a matinée théâtrale ou séance de cinéma.

Les pupilles prennent trois repas par jour. Le règlement

de 1928 en vigueur prévoit deux services : un service maigre, un service gras, et oblige à quatre services gras au moins par semaine, plus les jours de fête.

La boisson ordinaire est l'eau ; l'été, le vin est distribué coupé aux trois-quarts d'eau. En hiver, les boissons chaudes (thé, tisane) sont servies au goûter.

Cette nourriture est très suffisante.

Combien de pupilles au temps de leur liberté n'avaient ni ce menu, ni ces heures de repas bien réglées ?

SECTION VI

L'ŒUVRE DE RÉÉDUCATION.

C'est à travers un tel programme de vie que l'œuvre de rééducation imposée par la loi va opérer sur les esprits rebelles des jeunes délinquantes classées au préalable en vue d'un meilleur rendement d'après leurs aptitudes physiques, intellectuelles, d'après leurs qualités morales.

On distingue trois facteurs principaux d'amendement des criminels : « l'éducation, la conduite, le travail » disait Brocleyway, le fondateur d'Elmira, la première colonie anglaise de rééducation des mineurs délinquants.

Ces trois points feront l'objet de trois sous-sections de cette étude, l'éducation intellectuelle, l'éducation morale et l'éducation professionnelle. Nous y joindrons l'éducation religieuse et l'éducation physique qui, à notre avis, ne doivent pas être négligées.

Sous-section I. — L'éducation intellectuelle est assurée par les trois institutrices qui groupent les pupilles suivant leur degré d'instruction dans trois classes.

Le travail à accomplir est considérable : il faut trop souvent partir de zéro ; les prescriptions de la loi scolaire n'étant pas toujours observées dans le peuple, beaucoup d'enfants ne sont jamais allées à l'école. Sans verser dans l'uto-

pie et dire avec le poète : « Quand on ouvre une école, ou ferme une prison », on ne peut nier l'influence éducatrice de l'instruction, quand on constate la quantité de délinquants illettrés. L'instruction permet de conserver un certain niveau social qui souvent empêchera l'acte criminel, tout au moins l'acte crapuleux. Ces cours d'instruction se rapprochent des cours d'écoles primaires.

L'effectif des élèves, avons-nous dit, est réparti en trois classes :

La première comprend les enfants pourvues du certificat d'études primaires à leur entrée à l'école et celles, assez fortes, pour suivre avec profit la préparation à cet examen.

Dans la deuxième classe sont groupées les élèves possédant déjà un ensemble de connaissances suffisant pour faire face aux situations qui les attendent à l'époque de leur libération définitive.

Cette classe compte deux divisions.

La troisième classe est scindée en trois groupes, elle réunit avec les illettrées, les élèves susceptibles de suivre dans un avenir prochain les cours de la deuxième classe.

L'emploi du temps différera de celui d'une institution normale par la présence de cours de puériculture nécessaires chez ces pupilles qui ont souvent dépassé de beaucoup l'âge habituel de la scolarité.

Voici, à titre d'exemple, l'horaire de la seconde classe.

Seconde classe. — Cours élémentaire.

	Lundi	Mardi	Mercredi	Vendredi	Samedi
De 4 h. 30 à 5 h. ...	Lecture	Lecture (histoire)	Lecture (géographie)	Lecture (sciences)	Lecture
De 5 h. à 5 h. 30 ...	Morale	Ecriture	Problèmes	Lang. fr. (comp. de phrases)	Morale
De 5 h. 30 à 6 h. ...	Calcul	Français Vocabulaire Elocution	Orthographe	Instruc. civique	Orthographe Interrogat. sur la dictée
De 6 h. à 6 h. 30 ...	Grammaire	Enseignem. ménager	Puéricult.	Calcul	Puéricult.

Ce simple aperçu nous donne une idée de l'enseignement pratiqué ; le but est d'inculquer quelques notions simples et claires, d'une pratique courante. Ce n'est que par exception, pour quelques sujets bien doués, que l'on poussera la préparation jusqu'à l'examen. Tous les ans, l'école de préservation présente une dizaine d'élèves au certificat d'études et obtient une très honorable proportion d'élèves reçus, parfois même avec les mentions les plus flatteuses.

A côté de l'instruction reçue en classe, il faut noter, au point de vue de l'éducation intellectuelle, les conférences faites tous les dimanches par le Directeur sur des sujets variés, qui permettent à l'enfant d'avoir au sortir de la maison un aperçu sur beaucoup de choses ; voyages, vies de personnages célèbres pris même parmi les contemporains, grands événements d'un passé récent ou même d'actualité. Elles suivent, de très loin, la vie du pays, il faut s'ingénier à faire naître chez elles des éléments d'intérêt, des passions nobles, qui peut-être contribueront à les arracher au milieu où elles retomberaient trop facilement au sortir de l'établissement.

La circulaire de M. le Garde des Sceaux du 31 octobre 1934 a réclamé dans le même sens et à juste titre « l'installation de postes radiophoniques dont certaines auditions musicales ou relatives aux sports pourraient être données aux pupilles, l'organisation de séances récréatives à titre de récompenses. »

L'école de Cadillac s'était depuis longtemps engagée dans cette voie et le dimanche les plus méritantes pouvaient écouter les concerts reçus par le poste particulier du Directeur que celui-ci mettait à leur disposition.

Le paragraphe II de la même circulaire trouverait difficilement son application à Cadillac : « Les établissements, dit-il, comprennent pour la plupart une bibliothèque garnie de livres heureusement choisis. Mais il arrive qu'ils ne servent qu'à la lecture en commun qui reste, le plus souvent, sans distraction et sans profits ». Ce n'est pas

le cas, hâtons-nous de le dire, pour Cadillac. On lit beaucoup dans cette maison, non seulement, en classe, mais à l'atelier, au réfectoire, etc. Il ne s'agit que d'une minorité évidemment, mais d'une minorité passionnée. La lecture doit certes être recommandée, mais il semble que pour ces imaginations vagabondes, pour ces corps disciplinés par force, les lectures de romans même sérieux, à haute dose, ne sont pas très indiquées. Il faudrait sur ce point une réglementation stricte, limitant le nombre des livres à délivrer chaque semaine et sélectionnant les pupilles, susceptibles de les obtenir à titre de récompense.

La bibliothèque est très fournie et judicieusement composée. Nous avons été très étonnés d'entendre une pupille discuter intelligemment sur le livre de Bourget qu'elle avait en mains. Jules Verne est avec Alexandre Dumas l'un des auteurs préférés; mais celui qui réunit, par quel mystère? l'unanimité des lectrices, c'est Henri Conscience.

Sous-Section II. — L'Education physique.

Dans son règlement du 8 juin 1928, l'Administration pénitentiaire a prescrit des exercices de gymnastique dans les écoles de préservation pour les jeunes filles. Cette heureuse innovation fut très bien accueillie par cette jeune population. Les résultats sont d'ailleurs excellents tant pour le développement corporel, que pour la fatigue du corps; à ces tempéraments, en effet, des exercices physiques étaient indispensables. Notons que sans rentrer dans cette rubrique, les travaux parfois pénibles de menuiserie, scierie, peinture qu'accomplissent les pupilles aboutissent au même résultat.

Deux fois par semaine les élèves, groupées par section de 20, vêtues d'un uniforme qu'elles ont elles-même confectionné, sont réunies en plein air dans la belle saison, ou sous une galerie par mauvais temps sous la direction d'une

institutrice ; elles effectuent divers mouvements d'ensemble, marchent en chantant, courent, sautent, etc..

On s'efforce de leur inculquer des notions élémentaires d'hygiène car ce sont parfois de vraies sauvages qui débarquent ; certaines n'avaient jamais couché dans un lit et le Directeur se souvient encore d'une pupille dont on retrouvait les matières fécales le matin entre le matelas et le sommier. Il est donné aux pupilles un bain de pieds tous les huit jours et un bain-douche tous les quinze jours. Pendant la saison chaude, les bains-douches ont lieu tous les huit jours. Des habitudes de propreté et même de coquetterie bien comprise ne sont pas interdites, l'excès contraire serait plutôt à craindre.

Ces enfants deviennent rapidement robustes grâce à cette vie régulière qu'elles n'avaient encore jamais menée. Pour se rendre compte si ce développement s'opère ou non de façon normale, il est procédé trimestriellement à des pesées et à des mensurations ; si des diminutions de poids viennent à être constatées, l'attention du médecin est appelée sur chaque cas.

Il est tenu un registre des pesées et nous avons pu constater qu'entre le 1^{er} octobre et le 1^{er} janvier

59 pupilles ont augmenté de poids (de 1 à 12 kil.)

18 pupilles sont restées au même poids,

16 pupilles ont subi une diminution de 1 à 3 kil.)

Le développement corporel de 77 enfants sur 93 ne donne lieu à aucune remarque défavorable. La diminution constatée chez les autres est due à des causes qu'il appartiendra au médecin de préciser.

Sous-section III. — Education professionnelle.

Nous pourrions placer les observations qui vont suivre sous la devise qui est apposée dans chacun des trois ateliers : « Le travail éloigne de nous trois grands maux :

l'ennui, le vice et le besoin. ». C'est dire de façon un peu sentencieuse, l'importance du travail dans la rééducation du mineur délinquant.

C'est, hélas ! une idée dont la pupille est loin d'être imbuë — le travail n'est trop souvent pour elle qu'un pis-aller ; il est très difficile de lui faire comprendre qu'il est l'exercice normal de toute activité humaine, que c'est par lui que des adoucissements se produiront dans son existence et surtout qu'elle préparera sa rentrée dans la vie libre.

L'effectif est réparti dans trois ateliers qui correspondent aux sections d'observation, de mérite et d'épreuve prévues par le règlement de 1928. Ce sont :

1° L'atelier de ravaudage où sont classées les arrivantes pour être suivies attentivement. Elles reçoivent dans cet atelier les premières notions de couture, reprises, tricotage, coupe et pose de pièces. C'est dans cet atelier que le manque de savoir faire, la maladresse, le défaut de soins, l'indolence de ces filles se révèlent. Certaines, et cela laisse supposer l'existence qu'elles ont pu mener, auparavant, ne savent pas placer le dé au doigt convenable.

2° L'atelier de lingerie pénitentiaire en régie. C'est dans cet atelier dirigé par une monitrice, chef d'atelier, qu'il est pourvu à l'entretien du vestiaire de l'Ecole, à la confection des costumes pour les libérées et placées, à l'exécution des commandes passées par les établissements d'éducation surveillée de garçons et aux réparations pour le compte du personnel.

Durant leur passage à cet atelier de lingerie, les apprenties se perfectionnent et en sortent capables de couper et de confectionner elles-mêmes leur trousseau.

3° L'atelier à l'entreprise (terme usité, qui est en fait un travail en régie mixte). Le concessionnaire réside à Bordeaux. La concession porte sur le finissage de chemises d'hommes. Cet atelier reçoit les élèves qui ont donné des gages suffisants d'amendement, qui ont fait preuve d'activité

et sont susceptibles de livrer des articles confectionnés avec un soin qui permet de supporter la comparaison avec des objets de lingerie provenant de la main-d'œuvre libre.

Le travail exécuté dans cet atelier consiste à assembler, par la couture à la main et à la machine, les pièces préparées par le coupeur. Une contre maîtresse de la maison concessionnaire vient périodiquement prendre contact avec les pupilles pour les guider et leur donner des conseils pratiques. La maison est satisfaite de l'exécution de ce travail dont la réception ne donne lieu à aucune critique. Les enfants travaillent d'ailleurs avec goût, elles sentent qu'elles trouvent dans cet atelier les facilités d'acquérir les connaissances professionnelles appelées à leur être de la plus grande utilité à l'époque de leur libération.

Un certificat de travail établi par le concessionnaire atteste les aptitudes professionnelles des jeunes filles qui ont été occupées pour son compte.

Le résultat n'est pas négligeable au point de vue financier puisque chaque année une somme de 4.000 francs va au Trésor, et une somme égale est versée au pécule des enfants.

Les pupilles apprennent en outre à se familiariser avec les menus travaux d'un petit ménage ; blanchiment, réfection des peintures, réparation de meubles, sont faits sur place. Elles sont initiées à la tenue d'une maison par leurs passages successifs aux divers services économiques : cuisine, lingerie, vestiaire et buanderie.

Le cours de cuisine notamment est remarquablement conçu. Cet enseignement est donné dans une grande pièce très propre, aux couleurs vives, qui ne peut que donner aux élèves le goût de la propreté dans leur intérieur futur. Les pupilles sont réunies par groupes de 10 et une monitrice fait préparer sous sa direction un plat de viande, de légumes, de poissons ou de pâtes alimentaires avec un entremets ou un dessert. Au cours de la préparation des aliments, des conseils sont donnés sur la manière de régler le budget fami-

liat, de calculer les prix de revient d'un plat, sur la manière d'installer et d'entretenir avec coquetterie et hygiène un intérieur simple.

Une séance hebdomadaire de repassage est donnée chaque semaine aux pupilles libérables dans l'année ; elles apprennent à plier, à amidonner, à placer le linge avec le soin que toute bonne ménagère doit apporter à la tenue de son armoire.

Un jardin potager d'une contenance de 10.000 mètres carrés est cultivé par la main-d'œuvre pupillaire ; les jardinières sont choisies parmi les pupilles d'origine rurale appelées à retourner à la campagne lors de leur libération. Sur l'avis du médecin, quelques enfants dont le tempérament nerveux exige la vie au grand air sont affectées à cette équipe. La culture maraîchère dirigée de façon rationnelle approvisionne l'établissement en légumes frais et en fruits.

Durant les périodes de pluies, les jardinières débitent le bois de chauffage.

A l'époque du palissage de la vigne et au moment des vendanges, certains viticulteurs de Cadillac et des communes environnantes, viennent demander la main-d'œuvre des élèves pour les aider dans leurs travaux. Ne font évidemment partie de ces équipes viticoles que celles qui ont les aptitudes requises et une conduite satisfaisante. Elles reçoivent un salaire journalier de 11 francs qui est réparti ainsi : 5 francs pour le pécule, 5 francs pour le Trésor, 1 franc pour la caisse de Patronage.

Ces sorties sont accueillies, inutile de le dire, avec enthousiasme et constituent un puissant moyen pour favoriser la bonne conduite, car sont désignées seulement celles qui s'en sont montrées dignes. Il n'y a jamais eu d'incidents fâcheux à déplorer, les pupilles restant constamment sous la surveillance des monitrices.

Ces travaux des champs auxquels elles participent incidemment peuvent être très bienfaisants pour ces jeunes

filles ; elles prennent contact par là avec la vie saine et simple du paysan qu'elles ne connaissent pas. Ce sera peut-être pour quelques-unes le point de départ de réflexions susceptibles de les détourner du mirage des villes où elles ont déjà connu tant de misères et de souffrances.

Sous-section IV. — L'éducation religieuse

La loi de 1850 prévoyait pour les pupilles une éducation à la fois *morale, religieuse et professionnelle*. Le règlement du 15 février 1930 prévoit dans ses articles 22 et 44 des *cours d'instruction religieuse*. La nuance est sensible.

A la suite de la promulgation de la loi de 1905, le Ministre de l'Intérieur avait été amené à décider que l'éducation religieuse ne serait pas donnée, en principe, dans les établissements publics aux jeunes gens internés des deux sexes. L'autorisation de suivre les cours de catéchisme ou d'assister aux offices religieux serait accordée :

1° sur la demande des parents avec le consentement des enfants ;

2° sur la demande des enfants, s'il n'y avait pas de parents ou s'ils étaient déchus. Dans tous les cas, l'avis de la pupille était prépondérant. Cette prescription ministérielle est encore en vigueur.

Laisser à l'enfant le choix d'un enseignement religieux nous semble faire un crédit exagéré à son esprit de décision : si son libre arbitre s'exerçait de même à l'égard des autres enseignements, soit professionnel, soit intellectuel, les réponses négatives ne feraient aucun doute.

Il n'entre pas dans notre pensée de critiquer les décisions de l'Administration, cependant, même en envisageant les choses du point de vue exclusivement juridique, nous sommes amenés à conclure que la mesure inspirée par l'interprétation de la loi de 1905 est contestable.

Que dit en effet la loi du 5 août 1850 dans son article 1^{er} ? « Les mineurs reçoivent soit pendant leur détention

préventive, soit pendant leur séjour dans les établissements pénitentiaires une éducation morale, religieuse et professionnelle ». Le mot éducation serait incompatible avec la loi de 1905. Dans son article 44, celle-ci porte abrogation d'un certain nombre de lois, où nous ne relevons pas la loi de 1850. Cette énumération n'est, il est vrai, qu'indicative et précédée de cette formule « sont et demeurent abrogées toutes les dispositions relatives à l'organisation publique de cultes antérieurement reconnus par l'Etat, ainsi que toutes les dispositions contraires à cette présente loi... »

Il est incontestable que la loi de 1850 n'est pas relative « à l'organisation de cultes reconnus » qu'elle ne contient pas davantage de dispositions *contraires* à la nouvelle loi ». Bien mieux, l'article 2 de la loi de 1905 pourrait justifier le maintien d'une éducation religieuse puisqu'il prévoit des crédits budgétaires pour services d'aumônerie dans certains établissements publics.

Nous croyons donc qu'aucun motif légal ne pourrait s'opposer au maintien en vigueur de l'article 1^{er} de la loi de 1850, dans son intégralité. Evidemment, une telle disposition est contraire à la législation française actuelle. Mais nous avons cru nécessaire de signaler le désaccord qui existe entre une loi toujours en vigueur et des règlements d'administration publique.

Aujourd'hui, l'établissement de Cadillac assure non pas une « éducation » mais l'exercice d'un culte. La grosse majorité des pupilles répondent affirmativement à la question posée sur l'assistance aux exercices religieux. Aucun prosélytisme n'est exercé, c'est une question de conviction intime dont on ne saurait méconnaître le caractère essentiellement personnel et délicat, sans porter atteinte à la liberté de conscience. Il est vrai que la plupart des pupilles ne s'embarrassent pas de tels scrupules de conscience et beaucoup suivent les exercices du culte à titre de distraction ; les chants religieux et la musique sont un agréable dérivatif à la vie quotidienne.

Cependant, l'instruction religieuse vient s'ajouter très heureusement pour certaines, à l'instruction morale reçue par ailleurs. En dehors de l'étude du dogme, l'enseignement religieux comporte l'exercice de vertus qui ne peuvent qu'influencer très heureusement le relèvement de ces jeunes filles. L'une d'entre elles a même atteint les sommets dans cette voie puisqu'elle a changé, voici quelques années, son habit de bure de détenue contre l'habit de bure de la religieuse. Nous avons pu voir, en bonne place, sa photographie dans le parloir.

Sous-section V. — L'éducation morale.

C'est le point le plus important de notre étude de l'œuvre de rééducation puisque le plus décisif dans ses résultats. Il n'est pas dans l'Œuvre de relèvement des jeunes délinquantes de question plus complexe que celle de leur éducation morale. La matière est extrêmement ingrate. N'oublions pas que Cadillac est, dans l'échelle des maisons que nous avons successivement étudiées, placée au dernier échelon ; il y a là, venues de la France entière, les plus perverses des justiciables des tribunaux pour enfants, les pupilles indisciplinées de l'Assistance publique et des enfants renvoyées de sociétés de patronage ; ce sont de pauvres filles vicieuses, amORAles et pour la plupart héréditairement tarées. A l'âge de dix-huit ans beaucoup ont déjà pratiqué les vices les plus abjects, sont abruties par l'alcool ou les stupéfiants, et souvent, rongées par la maladie.

Leur éducation morale ne se fera pas seulement par des causeries à caractère officiel, à jours et à heures fixes, mais par l'action persévérante et de tous les instants des maîtresses et du Directeur.

Il faut arriver à rendre souples et dociles ces esprits et ces corps instinctivement rebelles. Pour cela une surveillance très serrée est indispensable. La plupart des pupilles

sont aux prises, physiologiquement parlant, avec un tempérament ardent et passionné. Elles se trouvent, du fait de leur internement, contraintes à une continence absolue qui s'accorde mal avec leurs habitudes antérieures et les exigences d'un système nerveux surmené et irrité. Le besoin d'affection, le besoin surtout de s'attacher à quelqu'un, à quelque chose, se fait impérieusement sentir. Beaucoup de pupilles sont alors portées à l'homosexualité et rechercheraient leurs compagnes. C'est de ce côté-là, peut-être, que la lutte est la plus sévèrement organisée ; il s'agit d'éviter l'échange de correspondances clandestines, de prévenir les caresses furtives au cours des mouvements, de rendre impossibles les rencontres ou les isollements, d'empêcher enfin toute liaison douteuse.

Les mesures prises consistent dans la suppression des allées et venues sans motif et dans la vigilance du personnel ; en ce qui concerne les rencontres nocturnes, les chambrettes individuelles et des rondes fréquentes donnent toutes garanties.

Si la sous-directrice soupçonne une liaison, immédiatement les pupilles sont séparées en classe, au dortoir, au réfectoire. Bien mieux, l'établissement a deux cours de récréation isolées l'une de l'autre pour permettre une séparation complète du couple.

En cas de flagrant délit, la sanction suit immédiatement : mise en cellule ou envoi au quartier disciplinaire de Clermont.

Certaines, que l'on sent exaltées, font l'objet d'une surveillance particulière. Suivant l'expression même du Directeur : « On brise le corps pour briser les nerfs ». Elles sont chargées des travaux fatigants : bois à scier, à monter ; culture du jardin, etc., de telle sorte que, le soir, le corps n'aspire plus qu'au repos.

Pour chasser les idées perverses, on s'efforce d'orienter leur imagination vers le but le plus noble : le foyer familial. Toutes les instructions sont dirigées dans ce sens, et on

leur répète sans cesse que le but à atteindre est de faire de bonnes ménagères, sachant tenir économiquement, pratiquement un intérieur, élever sainement un enfant. On leur cite les exemples nombreux de celles qui les ont précédées, qui ont édifié un foyer et qui sont heureuses dans leur honnêteté.

Ces exhortations sont faites par les monitrices, les institutrices, la sous-directrice surtout, à chaque moment du jour et tout événement même le plus léger est un prétexte à moraliser. Cette morale ne prendra pas un tour trop austère, on s'efforcera de créer autour d'elle une atmosphère familiale.

On usera pour cela de petits moyens délicats qui font mieux apprécier le geste accompli. Ainsi, avant la circulaire du 31 octobre 1934, les photographies de famille étaient interdites ; elles étaient conservées chez la sous-directrice qui les montrait à titre de récompense. La circulaire parue, on ne procéda pas à une remise totale et générale. Le geste parut venir des autorités seules et être provoqué par la bonne tenue des pupilles, peu à peu toutes les photographies furent distribuées comme récompenses et... on oublia de les retirer.

Les visites sont en général peu nombreuses, elles ont lieu les dimanches et jours de fêtes en dehors des exercices de la journée, une monitrice est toujours présente. Les parents peuvent être admis à visiter l'établissement et spécialement le quartier ou l'atelier de leur enfant. Ces visites ne sont pas, à part de très rares exceptions, d'excellents moyens de remoralisation. Mais elles sont nécessaires pour prouver à l'enfant qu'elle n'est pas en prison, mais dans une sorte de pension obligatoire.

La correspondance est au contraire un moyen beaucoup plus efficace. Il est touchant de voir les lettres, parfois pleines de conseils et d'encouragements, écrites par certains parents. Primitivement, les pupilles ne pouvaient écrire

que tous les mois, la circulaire du 31 octobre 1934, est venue notablement élargir cette prescription :

« J'estime, dit le Garde des Sceaux, qu'il y a intérêt à ce que les pupilles correspondent le plus souvent possible avec leurs proches ou leurs protecteurs recommandables et je vous invite à autoriser toutes celles qui le désirent à écrire aux leurs chaque semaine. »

La même circulaire supprimait le papier à lettres en usage, papier réglementaire qui portait en tête, indépendamment d'un emplacement réservé aux notes sur la santé, la conduite, le travail et l'instruction de l'intéressée, l'indication de la maison d'éducation surveillée, et en marge, d'assez longues recommandations à l'adresse tant de la pupille que du destinataire de ses lettres.

La circulaire ajoutait : « Le texte de ces recommandations et ces instructions est sage, mais tel qu'il est reproduit, il laisse à la lettre envoyée l'allure d'une lettre de détenu. Les pupilles ne sont pas des détenues. Je vous prie en conséquence, de vouloir bien prendre les mesures nécessaires pour que les lettres des pupilles soient écrites sur du papier blanc ou de couleur, portant simplement comme en-tête le lieu de l'expédition et l'adresse pour répondre, sans autre inscription.

» Il faut que ceux qui écrivent le fassent sans gêne et il faut que ceux qui reçoivent la lettre puissent la lire et la faire voir sans confusion. »

Il est cependant un point qui a échappé à la vigilance de l'administration : Il suffit que de mauvais parents, et c'est ici trop souvent le cas, indiquent sur le papillon réservé aux adresses, celle d'un petit ami ou d'une compagne douteuse pour qu'une correspondance pernicieuse vienne à s'établir. En dépit des précautions prises (les lettres sont toutes lues) le tour sera joué : la correspondance, élément de rééducation, risque alors d'entretenir un foyer de corruption.

SECTION VII. — LA DISCIPLINE.

Elle est assurée par l'usage de récompenses et de punitions. Toutes les mesures de rééducation intellectuelle, morale ou professionnelle doivent être observées rigoureusement et l'inobservation comme l'exécution doivent être sanctionnées.

Les punitions sont très strictement réglementées. Elles ne sont pas à la disposition du personnel qui peut simplement les proposer au directeur. Celui-ci décidera sans appel. Il est interdit au personnel de se porter à des actes de brutalité sur les pupilles et d'user à leur égard, soit de termes injurieux, soit d'un langage grossier ou familier (Règlement du 7 juin 1928).

Les punitions ordinaires consisteront dans la réprimande par le directeur, dans la radiation du tableau d'honneur, la perte des emplois de confiance (infirmier, cuisine). On infligera des corvées supplémentaires.

Les punitions plus sévères sont le pain sec ordinaire et le pain sec de rigueur qui se subissent ainsi :

Pain sec : L'enfant reçoit la soupe le matin, pain sec à midi, une portion le soir.

Pain sec de rigueur : L'enfant reçoit la soupe le matin, pain sec à midi, la soupe le soir, ou soupe le matin, pain sec à midi et le soir.

La punition de cellule est subie dans une pièce assez vaste, suffisamment salubre, éclairée par un vasistas. La pupille n'est pas laissée seule et doit recevoir obligatoirement la visite du directeur, du surveillant qui a provoqué la punition, et, deux fois par semaine, celle du médecin.

Mais la punition la plus redoutée est l'obligation de passer la nuit dans une immense salle qui fait suite à la chapelle, et où sont entassés des meubles brisés et autres vieilleries inutilisées qu'il faut conserver pour l'inventaire. Dans cette grande pièce, en effet, la peur s'ajoute pour l'enfant à l'impression provoquée par son isolement.

Au terme de la liste des punitions figure l'envoi au quartier correctionnel de Clermont. La déclaration d'insubordination qui entraîne ce transfert est rendue par le Conseil de surveillance sur proposition du directeur.

Les récompenses doivent être distribuées largement et équitablement pour montrer à l'enfant que des sentiments justes animent ses maîtres et que ses efforts sont pris en considération. D'ailleurs, la sous-direction tient à la disposition des pupilles un cahier public où celles-ci peuvent noter leurs désirs ou leurs réclamations. Nous l'avons eu en mains et nous avons pu remarquer qu'une annotation du directeur suivait régulièrement l'expression du désir de l'enfant. On avait tenu compte soit de ses aspirations, soit de ses réclamations. Nous distinguerons parmi les pupille en cours de peine, le pécule, la mise en liberté provisoire, le placement.

Les récompenses ordinaires sont les suivantes :

1° L'inscription au tableau d'honneur réservée aux pupilles qui dans le courant du trimestre n'ont fait l'objet d'aucune sanction disciplinaire. Le tableau d'honneur est affiché dans le parloir et constamment tenu à jour. Cette inscription donne droit au port d'un insigne distinctif, et les emplois de confiance sont réservés aux pupilles qui en sont porteurs. Lorsque la bonne conduite a duré un semestre, la pupille reçoit un témoignage de satisfaction qui est donné en public par le directeur.

2° Pour sanctionner la bonne tenue de chaque jour, des bons points sont alloués aux pupilles. Une circulaire du 7 juin 1928 prévoit les modalités de leur attribution. Chaque pupille reçoit quotidiennement trois notes : note de conduite, note de travail, note d'école. Le total de ces notes quotidiennes détermine l'attribution de bons points pour chaque spécialité.

La sous-directrice possède dans son bureau un placard contenant de menus objets qui permettent à ces jeunes filles quelque coquetterie : savons parfumés, peignes, mou-

choirs de poche, etc... Les bons points sont utilisés pour l'achat de ces objets, ou encore pour l'achat de vivres supplémentaires, de revues, etc...

3° Nous devons enfin signaler une institution spéciale à Cadillac, que les pupilles ont appelée « le club des méritantes », qui se tient tous les dimanches après-midi dans une salle gaiement décorée située au-dessus de la salle de cours ménagers.

Seules les pupilles qui ont eu une bonne conduite dans la semaine y sont admises : une vingtaine environ. Elles mettent par-dessus leur costume d'uniforme un tablier brodé à leur fantaisie, servent le thé, écoutent la musique, dansent entre elles. Le directeur et la sous-directrice assistent à ces petites fêtes hebdomadaires qui sont évidemment très goûtées de la jeune population.

Après les récompenses ordinaires vient le pécule qui, s'il ne procure pas des satisfactions immédiates, est néanmoins fort intéressant.

Chaque pupille touche, par journée de travail, 0 fr. 50 la première année et 0 fr. 75 les années suivantes. Elle possède un livret de caisse d'épargne à son nom dont elle disposera à sa sortie. A ces sommes modiques, il faut ajouter les sommes beaucoup plus élevées que la pupille a pu gagner au cours de son séjour à Cadillac, soit dans l'atelier en entreprises concédées, soit en vendanges. L'avoir de ces enfants peut devenir important, il variera évidemment avec la durée du séjour de la pupille.

Voici, à titre d'exemples, un tableau des avoirs :

Supérieurs à 2.200 fr.	Supérieurs à 1.500 fr.	De 1.000 à 1.500 fr.	De 700 à 1.000 fr.	De 500 à 700 fr.
1	1	3	7	17
	De 300 à 500 fr.	De 100 à 300 fr.	Au-dessous de 100 fr.	
	33	25	6	

Quelques-unes possèdent donc un véritable petit capital qui pourra à leur sortie faire face aux premières nécessités.

Mais la récompense la plus prisée est, on le comprend, le placement familial. Beaucoup de pupilles aspirent à être placées ; elles voient là un grand pas vers la liberté dont parfois, hélas ! elles seront trop tentées d'abuser. Très usité entre 1927 et 1930, le placement a notablement diminué, les résultats ne s'étant pas toujours révélés excellents.

Le directeur place lui-même les pupilles chez des personnes éprouvées, connues de lui : dix à douze en moyenne chaque année.

Il dresse leur contrat de louage de service à caractère d'apprentissage professionnel. Le contrat fixe les conditions de nourriture, de couchage ainsi que la somme à remettre à la pupille chaque dimanche.

Le directeur surveille ces placements, fait des visites fréquentes et n'hésite pas à faire réintégrer la pupille qui se conduit mal ou qui se trouve simplement en danger moral.

Ces placements familiaux qui n'étaient prévus qu'après un an de bonne conduite peuvent dorénavant être accordés au bout de neuf mois, le calcul étant effectué à compter du jour de l'arrestation de l'enfant et non de son entrée à l'Ecole de préservation.

SECTION VIII

LA SORTIE. LES RÉSULTATS.

Nous n'avons pas eu à nous occuper jusqu'ici de l'existence du comité de patronage qui a été placé par la loi de 1850 auprès de chaque maison de rééducation. Son rôle, qui a été restreint pendant le séjour de l'enfant à Cadillac, va devenir important après sa libération. Pendant ce séjour, les dames patronesses ont effectué quelques visites,

s'attachant surtout à la nourriture, à l'hygiène de la maison, s'occupant d'organiser de petites fêtes. Au moment de la libération, le comité de patronage doit faciliter le placement chez des industriels, des commerçants ou des agriculteurs de la région. Il doit assister la pupille et faciliter, par tous les moyens dont il dispose, son reclassement. En fait, la plupart des pupilles sont placées à Bordeaux et la surveillance en devient dès lors extrêmement difficile. Cette libération définitive de la pupille est précédée souvent d'un temps d'épreuve, dit libération provisoire. Si, juridiquement, la condition de la mineure en libération provisoire est différente de celle qui est en état de placement familial, en fait, sa situation est la même. L'idéal serait évidemment que toute libération définitive soit précédée d'un placement familial ou d'une libération provisoire ; il n'est pas de preuve plus cruelle de la vanité des efforts fournis que la mise en liberté définitive à 21 ans d'une pupille qui, la veille encore, était en cellule. En ce cas, l'échec de la rééducation est flagrant et il est légalement impossible d'y remédier.

Les résultats obtenus, quels sont-ils ? Lorsqu'une question semblable lui est posée, l'hésitation du directeur trahit son embarras à y répondre. Les arguments, hélas ! ne manqueraient pas pour justifier le pessimisme, le découragement ou simplement le doute. Point n'est besoin d'insister sur l'aridité de la tâche. C'est aux pires éléments de l'enfance délinquante que l'on a eu affaire ici, éléments familiarisés avec le vice au point de décourager les volontés les plus persévérantes. Il n'est pas de comparaison possible avec les établissements de rééducation précédemment étudiés.

Aucune statistique des résultats n'a pu être dressée et il est impossible de s'en faire une idée avec quelque précision ; les pupilles partent, se dispersent, donnent parfois de leurs nouvelles, mais sans fournir de détails sur l'existence qu'elles se sont créée.

Pour apprécier l'effort des éducateurs, l'enquête doit se borner à l'examen d'une liste de pupilles établies aux environs et d'une correspondance assez volumineuse soigneusement conservée.

Une dizaine d'anciennes pensionnaires habitent Cadillac même, où elles sont honorablement connues, où elles sont une preuve vivante de l'utilité de l'œuvre accomplie.

Parmi les libérées récentes, voici Félicie B..., mariée avec Emile B... Le jeune ménage s'est retiré en Charente-Inférieure où il a trouvé logement et travail dans le domaine exploité par les parents du marié.

Ida L..., placée à Cadillac, vient d'être demandée en mariage par un peintre en bâtiments : André C..., jeune homme honorablement connu et petit propriétaire.

Alice C... va épouser un jeune cultivateur des environs qu'elle a connu lorsqu'elle était en placement.

Et pour que cette énumération ne tourne pas en publications de mariage, voici d'autre part Jeanne P..., libérée le 12 décembre, qui vient d'être placée comme femme de chambre chez le sous-préfet de X...

Voyons à présent la correspondance : Le directeur reçoit une moyenne de 300 lettres par an. A toutes, il est très scrupuleusement répondu et souvent, lorsque quelque détresse est avouée, un petit mandat est envoyé dont le montant est prélevé sur la caisse de patronage.

Citons quelques passages de ces lettres : Voici ce qu'écrit la mère de C..., libérée :

« Je tiens à vous remercier du bien que vous lui avez fait, car jamais je n'aurais cru qu'elle revienne avec une si bonne conduite. Je dois vous dire que nous allons la marier prochainement et que nous vous gardons une éternelle reconnaissance ainsi qu'à toutes ces dames qui se sont occupées d'elle... »

La belle-mère de la jeune F..., libérée récemment, s'exprime ainsi : « ... et pour vous parler aussi de ma belle-fille, c'est pour vous dire que j'en suis très satisfaite en tout,

tant comme conduite que comme caractère, tous les jours, je m'attache de plus en plus à elle... »

Nous avons choisi à ressein des lettres de parents plutôt que des lettres d'enfants, les premières ont un accent de sincérité qui n'est nullement de commande.

Et les autres ? Celles qui n'écrivent pas et celles qui mentent dans leurs lettres, que sont-elles devenues ? Combien sont-elles ? Il n'est pas possible de répondre.

Parfois une carte contenant quelques mots brefs ou des vœux, carte venue parfois de l'étranger, ne donnant jamais l'adresse de l'expéditrice. Le directeur cependant comprend toujours...

Et il est consolant malgré tout de constater que le passage dans cette maison de ces filles perdues n'a pas été inutile puisqu'il leur a donné le sentiment de la reconnaissance, le sentiment que la société n'est pas si méchante et qu'elle s'est penchée avec sollicitude sur leur jeunesse.

Nous voici arrivé au terme de notre étude sur l'Ecole de préservation de Cadillac, c'est aux bons résultats dont nous avons apporté quelques preuves qu'il nous faut penser. Nous ne pouvons mieux faire en terminant que de reproduire cette phrase relevée par nous sur le registre d'écrou de Cadillac, phrase écrite au cours d'une visite par un magistrat très averti de ces questions, M. Baffos, vice-président du tribunal de la Seine : « Maison qui peut et doit servir de modèle à toutes les autres. »

CHAPITRE VI

ETUDE CRITIQUE. PROPOSITIONS. CONCLUSION

Nous venons d'étudier l'application des lois pénales sur l'enfance et le fonctionnement des établissements de rééducation dans le ressort du tribunal de Bordeaux. La vue d'ensemble que nous en avons donnée va nous permettre d'examiner à un point de vue critique ces lois et ces établissements.

Peu de lois ont donné prise aussi violente à la critique que la loi fondamentale du 27 juillet 1912. Nous mettrons simplement en citation liminaire cette phrase de M. Berthélemy, doyen de la Faculté de droit de Paris¹ : « Théoriquement, la loi de 1912 est défendable. Pratiquement, c'est une duperie. Présentement, c'est un danger et parfois une cause de scandale. » Mais toutes ces critiques s'adressent plus encore à son application qu'aux principes mêmes qu'elle édicte.

Maintes fois le tableau a été fait, toujours sous des couleurs sombres, de l'enfant livré à la justice : « Enfermé avec les détenus de droit commun, il est traduit devant un tribunal pour enfants qui rend à une cadence accélérée une série invraisemblable de sentences. Le greffier est jovial, le banc des avocats assez vide, un banc de dames patronesses tout à fait plein, dont beaucoup fort élégantes qui vien-

1. Comité de défense des Enfants traduits en justice de Paris. Séance du 9 avril 1924.

ment approvisionner leurs maisons : c'est le 2 à 5 philanthropique. Tout ce monde parle et arrive à donner à une étrangère l'impression que ce tribunal pour enfants est une espèce de marché d'esclaves. » (J.-Albert Lambert, *Au secours de l'enfance malheureuse ou coupable*, Paris 1929). Le mot est dur et donne une idée du ton adopté par les critiques.

Nous avons reproduit entièrement la citation, mais notre réponse sera brève : que l'auteur vienne simplement à une audience du tribunal pour enfants de Bordeaux. Sans que nous ayons à faire ici l'éloge des magistrats qui le composent, il s'apercevra bien vite que la justice est pleine d'attentions, toute paternelle. Nous avons vu bien souvent les magistrats s'inquiéter du lieu de placement d'un enfant et s'efforcer de résoudre le problème posé : deux pauvres gosses miséreux, prétyberculeux, 11 ans et 9 ans, deux mères qui pleurent devant le tribunal pour ne pas en être séparées, les pères pleurant aussi, à qui il faut faire comprendre que c'est pour leur bien, pour le bien de leurs enfants, que le tribunal va prendre une décision.

Pendant deux semaines, on cherchera, on écrira de côté et d'autre pour trouver dans la France entière l'établissement le mieux placé pour recevoir ces enfants.

Les pratiques décrites plus haut sont peut-être celles du tribunal de la Seine, trop souvent débordé par sa tâche.

Si nous prenons la première des mesures envisagées par le tribunal : la remise à la famille après une admonestation du président, nous voyons qu'elle n'a pas non plus été épargnée par les critiques. La famille, disent-ils est la cause première de la délinquance infantile. Et il suffit en effet de se reporter au tableau que nous avons dressé à propos de Cadillac, pour constater le nombre considérable de familles de pupilles qui ont été désorganisées par la mort, le divorce ou l'abandon.

Mais il y a pis, il y a les enfants qui reçoivent de leurs parents les plus pernkieux exemples, les plus fâcheux con-

seils, qui sont véritablement poussés au vice et quelquefois au crime. La famille devient alors une école du mal.

« Les enfants, dit le docteur Emile Laurent¹, ont parfois le malheur d'appartenir à des parents faibles ou bien atteints d'une vanité exagérée, je dirai presque morbide... »

La réprimande prononcée par le président n'est pas moins sévèrement qualifiée : « Cette sensiblerie soi-disant humanitaire, dit M. le Conseiller Feuilloley (*Revue pénitentiaire*, 1910), fait beaucoup plus de mal que de bien à la société et aux individus. »

Cependant, si ces critiques sont peut-être fondées dans leur généralité, elles tombent d'elles-mêmes lorsque nous considérons l'application devant le tribunal pour enfants de Bordeaux des mesures qu'elles condamnent.

En effet, la remise aux parents après réprimande est rarement prononcée et toujours après une étude très sérieuse du « cas ». Il est même souhaitable, dirons-nous, qu'elle reste toujours possible : cette simple comparution devant l'appareil solennel, quoiqu'on en puisse dire, de la justice suffit bien souvent, et on constate très peu de récidives parmi les jeunes délinquants ainsi admonestés.

Nous avons même relevé à l'appui de ce que nous avançons, ces paroles de M. l'Inspecteur général Imbert² : « Le milieu dans lequel l'enfant doit évoluer est sa famille et c'est à se demander si, quand un enfant a commis un délit, on ne juge pas trop souvent que les parents ne sont pas capables de l'élever. »

Ajoutons que le principal obstacle à cette mesure, l'ignorance par le magistrat de la situation familiale de l'enfant, a été supprimé en ce qui concerne le tribunal de Bordeaux, depuis la création des rapports d'enquête sociale qui donnent de très utiles renseignements sur ce point.

La mise en liberté surveillée était, avant la loi du 26 mars

1. Emile Laurent. *La criminalité infantile*, thèse Lyon 1912, p. 82.

2. A. Imbert. Rapport présenté par l'Inspection générale des Services administratifs, 1925.

1927, très usitée par les tribunaux. Elle permettait de confier l'enfant à des établissements privés et de changer de décision si une erreur d'affectation avait été commise : enfant anormal, enfant trop indiscipliné, etc... C'était là un simple artifice de procédure : « Confier une fille au Bon Pasteur et dire qu'elle est en liberté surveillée, c'est d'une cruelle ironie à laquelle la loi du 26 mars 1927 semble avoir mis fin, disent avec raison les docteurs Mouret et Martin. » Le tribunal pour enfants de Bordeaux applique cette mesure avec beaucoup d'opportunité : il n'hésite pas à remettre l'enfant à un patron à qui il fait confiance et qui a suivi son petit employé jusque dans le prétoire ; il le remet parfois à une personne charitable de la ville, le plus souvent à l'assistante sociale qui a fait l'enquête ; et, dans ce dernier cas, il ne saurait, semble-t-il, mieux choisir.

Nous ne signalons que pour mémoire les critiques contre la mise en liberté surveillée formulées par l'inspecteur général Rouvier, certain que ces critiques ne peuvent s'appliquer à Bordeaux¹ :

« La dame du monde qui charge son valet de chambre de la surveillance ; le charcutier qui envoie sa maîtresse visiter les mineurs ; d'autres qui arrivent avec des notes de déplacement de nature à se faire de 400 à 500 francs de rente par mois. »

Selon le mot du professeur Cuhe : « La liberté surveillée devient alors une véritable hypocrisie. »

Mais les critiques deviennent plus fournies, plus sévères si nous passons aux établissements de rééducation dont nous avons étudié quelques types. Elles dépassent alors le groupe de compétences qui essaient par leurs écrits, par leurs discussions à la Société générale des prisons, au Comité de défense des enfants traduits en justice de Paris, d'améliorer la réglementation actuelle, et elles atteignent le grand public.

1. *Revue Pénitentiaire de droit pénal*, 1916, p. 180 et suiv.

Maisons privées comme maisons d'Etat sont réunies dans une critique commune. L'opinion publique les confond dans ses attaques. Nous les confondrons donc dans notre défense. Car après les visites nombreuses et, croyons-nous, complètes que pendant plus d'un an nous avons effectuées dans les quatre établissements placés sous la surveillance du Procureur de la République de Bordeaux, nous estimons devoir prendre hautement leur défense.

Nous dirons tout d'abord que nous n'entendons pas aller du particulier au général et décider sérieusement que si les maisons visitées correspondent pour une grande part au but proposé, il en est de même dans la France entière. Mais de la même façon, nous nous refuserons à appliquer à ces maisons les critiques générales que nous voyons formulées depuis les récents événements de Belle-Isle dans les revues et journaux à gros tirage.

Nous devons à François Coppée et à son livre *Coupable* ce mot qui devait faire fortune : les bagnes d'enfants : « Les colonies publiques, disait-il, sont des bagnes où des créatures irresponsables sont soumises à toutes les souffrances physiques et morales et où il n'y a pas plus de charité dans le cœur des chefs que de beurre dans la ratatouille des cuisines. » Cette affirmation émise il y a trente ans a été reprise maintes fois et nous nous bornerons à citer deux livres récents qui reprennent avec autant de vigueur, sur les mêmes maisons, les mêmes critiques : *Les enfants de Caïn*, de Louis Rambaud, et *Les enfants du malheur*, de H. Danjou.

Ces temps derniers, enquêtes et conférences se sont multipliées. Toutes cherchent à frapper le grand public par des exemples saisissants, des « cas vécus », qui ne peuvent qu'attendrir un public facile à toucher. Partout le ton est le même, partout les critiques sont unanimes.

C'est dans cette exagération que se trouve l'erreur. Les enfants sont uniformément représentés comme des victimes, et les gardiens comme des bourreaux. Jamais un mot

sur les mœurs quasi-paternelles que nous avons vu pratiquer, jamais un mot sur ces enfants de 18 ans, bien malgré eux, sans doute, brutes sans conscience ou vicieux raffinés.

Dans ce silence, il y a de la mauvaise foi.

Les directeurs, surveillants, surveillantes de ces maisons privées ou d'Etat ont souffert en silence de ces critiques qui ont pu entraîner un relâchement de la discipline.

Nous relevons, sur ce sujet, cette communication d'un journal d'information : « Révolte nouvelle à Belle-Isle, 30 octobre 1934. *Les pupilles sachant l'opinion alertée à leur égard...* »

Seul, M. le Garde des Sceaux devait essayer de remettre les choses au point : dans un interview donné à la presse le 28 octobre 1934, il signalait les erreurs commises dans une information ultra-rapide : mineur évadé que l'on disait noyé de désespoir et qui tout simplement venait d'être repris; enfant de 6 ans, que l'on donnait à grand fracas comme « détenu » dans une maison de rééducation et qui avait été recueilli par « charité », « enfants » victimes de sévices à Eysses qui sont de grands gaillards de 19 ans ; photographie d'enfant martyr publiée dans un hebdomadaire, laquelle était purement un faux.

Il suffit d'examiner d'ailleurs la méthode d'investigation employée pour se rendre compte des possibilités d'erreurs. Souvent la visite de l'établissement étant impossible, ce sont des plaintes de pupilles libérés que l'on enregistre, pupilles qui se sont signalés pour leur indiscipline et qui ne viennent certainement pas faire l'éloge de leurs anciens surveillants.

Mais il suffirait d'interroger de la même façon un pensionnaire aigri ou une bonne renvoyée pour avoir d'aussi audacieuses descriptions de la vie de collègue et de la vie de famille.

Qu'il y ait des critiques à faire, certains abus à corriger, nous sommes tout disposé à le proclamer, mais nous ne

pouvons admettre que l'on cache systématiquement au public le bien obtenu grâce à ces maisons. Pourquoi ne pas poser en face d'une de ces lettres d'anciens pupilles que publient les journaux une des trois cents lettres reçues par le directeur de Cadillac que nous citons dans notre étude. L'une ne dit-elle pas la vérité autant que l'autre ?

Nous grouperons comme suit les critiques que nous avons retenues : d'une part, celles concernant les mesures qui pourraient être prises en conservant l'organisation administrative actuelle et, d'autre part, celles qui concernent les réformes susceptibles d'apporter, selon nous, des améliorations à cette œuvre si délicate du relèvement de l'enfance.

Avant tout, le dualisme des maisons d'éducation privées et des établissements d'Etat doit-il subsister ?

La question a été souvent posée. Beaucoup d'esprits éminents ont attaqué les institutions charitables. Certes, nous n'ignorons pas les abus qu'a pu engendrer la liberté d'action laissée à quelques « philanthropes à la manqué », suivant l'expression même du doyen Berthélemy. Les établissements religieux eux-mêmes ont connu leurs scandales (voir *la Justice contemporaine*, M^e Garçon, pages 288 et suivantes). Mais ces faits isolés relèvent des hommes et non des institutions et nous croyons qu'une surveillance plus étroite exercée par les magistrats du parquet peut y parer facilement. Bordeaux n'a jamais eu à intervenir dans ce sens, bien que la surveillance soit continue, grâce aux dénonciations et aux lettres anonymes qui, en dehors des tournées d'inspection, provoquent des enquêtes.

Nous nous rangerons donc sur ce point à la conclusion émise après discussion par l'Assemblée de la Société générale des prisons en 1910, conclusion favorable à la coexistence de ces deux sortes d'établissements. Il en résulte une émulation excellente pour les résultats, des méthodes différentes pouvant être comparées, copiées au besoin et chacun pouvant bénéficier de l'expérience du voisin.

Il est un point touchant le recrutement de ces maisons

qui doit cependant retenir l'attention. C'est la présence de pupilles de l'Assistance publique. Il y a là un abus certain : une pupille, dite indisciplinée, est confiée d'office à une institution charitable, maison de rééducation certes, mais il ne faut pas jouer sur les mots, l'enfant est bel et bien enfermée **pour cinq ans ou plus** sans jugement.

Si l'on songe que le cas le plus fréquent d'indiscipline est la fuite d'un patron trop sévère ou trop brutal, on comprendra facilement qu'il y a là un abus et qu'un contrôle de la justice devrait s'exercer.

Malgré la présence de la colonie Lecoq, véritable école primaire comme nous l'avons constaté, l'instruction est peut-être un peu trop négligée à Saint-Louis ; une heure de temps à autre en dehors de tout horaire précis ne saurait suffire. En ce qui concerne les deux établissements religieux de jeunes filles, notons cette anomalie : par suite d'une décision judiciaire, l'enfant va recevoir une véritable éducation religieuse, douce à l'esprit peut-être, mais qui, particulièrement à la Miséricorde, bannit sévèrement les distractions du monde. Sur ce point, les religieuses n'ont jamais caché leurs idées, et par leur bonne volonté ont d'ailleurs rendu de grands services à la justice : leurs résultats sont particulièrement probants par le métier enseigné et le placement à la sortie, mais si l'on se rappelle que des « sauteries » sont organisées à Cadillac, entre pupilles plus sévèrement surveillées par définition, on ne pourra s'empêcher de constater qu'il y a une différence de traitement qui ne correspond pas toujours à la différence de situation.

L'éducation physique, qui a fait l'objet de prescriptions récentes de l'administration pénitentiaire, passe inaperçue. Les règlements établis à l'origine par les fondatrices subsistent et, à l'époque, cette question n'était pas à l'ordre du jour ; elle a cependant son importance ; pour ces enfants dont le tempérament est parfois très ardent, le programme de vie qui, sauf deux récréations, fait alterner la prière

avec le travail assis, est à notre avis trop uniforme. Exercices physiques, bains fréquents devraient agir sur ces corps jeunes et réfréner les imaginations vagabondes.

Il est également une critique qui nous a été suggérée par la visite de l'Ecole de préservation de Cadillac et qui pourrait être reproduite pour tous les établissements d'Etat :

Par une véritable fatalité, toutes les écoles de préservation pour jeunes filles sont installées dans des bâtiments qui servirent de maisons centrales de femmes, et Cadillac n'est pas sur ce point une exception. Cette coïncidence fâcheuse n'est pas faite pour relever ces maisons aux yeux du public qui ne peut croire à des traitements différents dans des locaux semblables.

Le recrutement du personnel fait l'objet des critiques incessantes des inspecteurs généraux. Il faudrait un personnel spécialisé dans ces maisons, personnel de choix dont le recrutement serait possible si des avantages pécuniaires ou autres étaient accordés. N'oublions pas que pour tous, sans exception, du directeur au moniteur, le rôle de surveillant se double du rôle très délicat d'éducateur. Or le personnel ne se différencie en rien du personnel d'une maison pénitentiaire. En fait, une sélection s'opère, mais on ne peut empêcher, au hasard d'un avancement, un surveillant de maison centrale de passer dans une maison d'éducation surveillée. Il faudrait dissocier les deux cadres et n'accepter dans les colonies de jeunes détenus qu'un personnel de surveillance spécialisé, répondant à des conditions particulières de recrutement, soumis à un examen d'entrée ou de passage qui lui serait réservé, et susceptible de gravir les divers échelons de la carrière dans son cadre propre.

Il est vrai que cette critique était déjà présentée en 1921, par M. l'Inspecteur général Mosse dans son rapport.

Il y a dans les mesures prises récemment une lacune que seule la pratique pouvait faire apparaître : en même temps que les décrets-lois venaient supprimer des postes, une cir-

culaire de M. le Garde des Sceaux transformait la correspondance mensuelle du pupille en correspondance hebdomadaire. Il est devenu dès lors pratiquement impossible d'exercer sur les lettres un contrôle pourtant indispensable si l'on songe à tout ce qu'un écrit peut renfermer. Par ailleurs, il serait nécessaire que la liste des correspondants, dressée par des parents parfois complices, soit contrôlée soit par la mairie, soit par la police.

Une autre critique de détail, bien spéciale à la maison de Cadillac : pourquoi punir ces enfants en les enfermant de nuit dans cette immense salle de débarras où des rats innombrables empêchent le moindre repos. Le système nerveux des pupilles est, pour beaucoup, déjà trop altéré, il n'est pas bon d'ajouter la peur à la solitude du cachot.

Pourquoi en revanche ne pas signaler officiellement que Cadillac possède un sanatorium remarquablement installé, croyons-nous, au point de vue médical ? La liste des établissements d'Etat porte : Doullens, mineures, mères et syphilitiques ; pourquoi omet-on après Cadillac la mention : quartier spécial pour phtisiques ?

Le renseignement est d'importance et serait très utile pour le juge.

Telles sont les seules critiques que l'on peut relever dans les établissements d'éducation surveillés, critiques qu'il serait facile d'éviter et qui proviennent d'oublis plutôt que de mauvaise volonté.

En dehors de ces critiques formulées sur des points précis, pouvons-nous apporter des projets plus généraux de réforme ?

Des personnalités plus qualifiées s'en sont occupées avant nous, et nous ne pouvons mieux faire que de coordonner leurs propositions qui paraissent, après notre étude des établissements actuels, présenter les meilleures garanties.

Signalons tout d'abord la nécessité de l'établissement d'un centre médico-psychiatrique de triage dans les grandes villes près des tribunaux pour enfants. A Bordeaux,

fonctionne régulièrement aujourd'hui l'enquête sociale qui se double, pour chaque enfant, d'une enquête médicale.

Le résultat correspond à peu près à ce que nous demandions au centre de triage. Cette institution qui existe à Lyon mériterait d'être généralisée¹.

Deux prisons possèdent des installations cellulaires où l'enfant est mis en prévention. Il s'agit, durant ce temps, d'observer les réactions aussi bien physiques que morales du jeune délinquant, il ne s'agit nullement de demander des améliorations au régime cellulaire, mais on évite ainsi la contamination physique ou morale. Les locaux sont vastes, bien aérés, pourvus d'eau courante et d'électricité et parfaitement sains. On s'efforce de dépister des syphilis et des blennorragies qui ne se manifestent pas au moment de l'entrée à la maison d'arrêt. Mais surtout on recherche les fous, les débiles mentaux, recherche très importante qui justifierait à elle seule la création de ce centre médical de triage, si l'on songe que sur cent enfants examinés, les docteurs Martin et Mouret ne trouvent que 21 normaux (chiffre exagéré à notre avis) et que sur 38 enfants confiés par le tribunal à l'école de réforme de B..., 7 seulement n'ont présenté aucune tare, ni physique, ni mentale.

Répétons-le, le besoin s'en fait moins sentir à Bordeaux depuis que fonctionne l'assistance sociale, mais il serait très utile que des locaux fussent réservés à l'hôpital des enfants pour la détention préventive et surtout l'examen du mineur. De même, chaque tribunal pourrait avoir dans l'hôpital ou l'hospice de la ville, une cellule réservée au mineur délinquant, mineur qui serait visité par le médecin résident. On éviterait ainsi des incidents fâcheux : l'école de Cadillac possède à l'heure actuelle un enfant épileptique dont la place n'est certainement pas là.

C'est dans ce sens que M. Henri Rollet, grand spécialiste de ces questions de l'enfance, a créé à Paris, la « Tuté-

1. Docteurs E. Martin et V. Mouret. *Les Enfants en Justice*.

laire », sorte de lazaret d'accueil et d'observation, premier échelon de placement où les enfants envoyés par la justice peuvent être recueillis, soignés, étudiés surtout, avant leur placement définitif.

Cette idée n'avait pas échappé à M. le Garde des Sceaux qui déclarait le 28 octobre 1934 : « J'ai l'intention de créer un organisme qui pourvoirait méthodiquement au dépistage de l'enfance anormale en vue de son traitement par les moyens appropriés. »

Quelle sera l'utilité du triage opéré ? Il permettra au juge le placement de l'enfant dans des maisons rigoureusement spécialisées. Voilà une opinion que nous avons vu adopter par nombre de spécialistes de l'enfance. Beaucoup de maisons à effectif très restreint et à recrutement identique, c'est à notre avis la meilleure solution.

Une circulaire du Garde des Sceaux du 18 avril 1932 est allée jusqu'à proposer le placement individuel chez des instituteurs sans enfants moyennant certains avantages ; il est difficile de prévoir le succès que rencontrerait cette proposition ; il existe cependant un péril qu'il faut dénoncer et qui est particulièrement combattu dans une maison comme la Miséricorde, la contamination entre enfants : « Les gosses qui ont la maladie de l'espace et des besoins d'hommes, les vagabonds, les petits voleurs, ceux qui commencent à manier le couteau de bonne heure, ceux qui voyagent sans billet dans les trains, ceux qui se vendent comme des prostituées pour dix francs, et ceux qui vont voler dans les chantiers abandonnés de vieux tuyaux de plomb pour s'acheter des cigarettes. Les enfants de l'Assistance publique dont les paysans ne veulent plus, et les fils de divorcés, qu'un parâtre ou une marâtre insouciants jettent à la rue. Tous sont réunis pêle-mêle dans une même armée..., dit Henri Danjou dans son livre : *Les enfants du malheur*. Ce mélange, ajoute-t-il, est néfaste au plus haut point. » « Non, il ne faut pas, dit M^{me} Dupuy, dans l'espoir trop souvent chimérique de sauver des jeunes filles tom-

bées à l'abjection de la prostitution, il ne faut pas en perdre d'autres par ce contact dangereux. » (*Revue pénitentiaire*, 1890, p. 170.)

Deux catégories de délinquants sont particulièrement dangereuses : celle des prostituées et celle des vagabonds.

On comprendra facilement les raisons d'isoler les premières. Physiquement et moralement, ces pupilles averties ne peuvent avoir qu'un contact néfaste avec des camarades détenues pour des délits simples : vols, coups, etc...

L'enfant vagabond au contraire a pu trouver des défenseurs : M. Armand Mosse¹, soutenu par le doyen Berthélemy, demandait que les vagabonds mineurs de plus de 13 ans ne soient plus arrêtés, invoquant pour cela des aspirations mystiques, poétiques et humanitaires, rappelant Villon, Verlaine et Rimbaud.

Mais contre cette opinion, les opinions contraires abondent : « Les vagabonds sont des criminels en puissance qu'on ne peut, sans imprudence, laisser vagabonder en liberté », dit Paul Cuche. « Le vagabondage, ajoute Dupuy Hubert, est pour les enfants l'école de tous les vices. » Le docteur Henyer constate que « le vagabondage est un délit qui est à la base de tous les autres ». Si l'on y ajoute cette constatation rapportée dans leur livre par les docteurs Martin et Mouret que 60 % des prévenus mineurs de 18 ans conduits à la prison Saint-Paul de Lyon « ont passé par Sodome », l'isolement que nous réclamons pour cette catégorie de délinquants devient bien une nécessité.

A cette sélection, basée sur la nature de l'infraction, doit s'en ajouter une seconde basée sur l'âge. Dans toutes les maisons que nous avons visitées, nous avons entendu des doléances sur la réforme apportée par la loi de 1906. Que le mineur de 16 à 18 ans ne soit pas considéré comme pleinement responsable, d'accord, mais il faudrait pour lui des

1. A. Mossé. *Rapport au Comité de défense des Enfants traduits en*

2. P. Cuche. *Revue Pénitentiaire* 1904, p. 229.
justice de Paris, 1926.

établissements spéciaux où, à côté de la rééducation, il y aurait une part importante de répression. Mais, ne mêlons pas les pupilles de 13 à 16 ans et les pupilles de 16 à 18 ans. Selon le doyen Berthélemy, la limite extrême de rééducation ne dépasserait pas la quinzième année. M. Grimanalli donne dans le même sens cette formule : « Les chances d'amélioration sont en raison inverse de l'âge. »

Nous nous trouverions, pour conclure, en présence des types suivants d'établissements spécialisés :

Etablissements pour mineurs de 13 à 16 ans ;

— — — de 16 à 18 ans ;

et pour dans ces deux catégories :

Etablissements pour :

— — délinquants ordinaires ;

— — enfants vagabonds (garçons) ;

— — enfants prostituées (filles).

Ces maisons, sous quels contrôles seraient-elles placées ; de quelle administration releveraient-elles ? C'est là le point culminant de la réforme à envisager. Il ne suffit pas de changer trois mots au fronton d'une maison pour en changer l'esprit, comme le fit le décret de 1927.

Il y a beaucoup de pays, notamment la Belgique, l'Autriche, la Suisse, la Norvège et la Suède où la rééducation du mineur délinquant a cessé d'être un problème pénitentiaire.

L'idée de M. Rollet consisterait dans la création d'une commission interministérielle composée de représentants des ministères de la Justice, de la Santé publique et de l'Education nationale. Avec Mme A. La Mazière, membre du Comité de patronage de la Petite Roquette, nous serons plus intransigeant : « Bannir à tout jamais des maisons d'éducation surveillées le personnel nommé par l'administration pénitentiaire. Il n'y est pas à sa place. Il faut le remplacer par des éducateurs et nous ajouterons : des médecins. »

Que ce service nouveau relève de l'Education nationale

ou de la Santé publique, il n'y a là qu'une question d'affectation mais, si la loi veut être logique, qu'elle confie à d'autres qu'à l'administration pénitentiaire ceux qu'elle acquitte comme ayant agi sans discernement.

Tous les jours, et nous devons lui rendre cet hommage, l'administration pénitentiaire se perfectionne et s'humanise à l'égard de ses jeunes pupilles, nous avons pu le constater avec Cadillac, mais elle n'a pas été créée, organisée à leur intention, elle le reconnaîtra très loyalement elle-même.

Les méthodes que nous préconisons, combinant l'instituteur et le médecin, sont pratiquées dans beaucoup de pays. M. le Garde des Sceaux le reconnaissait lui-même dans ses déclarations du 28 octobre 1934 : « C'est aux médecins et aux éducateurs spécialisés et à eux seuls qu'il appartient de traiter chez l'enfant les anomalies physiques et mentales. Quoique appliquée partout au monde, excepté en France, c'est un principe authentiquement français. »

C'est dans cet esprit que M. Lolivier, président du Tribunal civil de Bordeaux, a, dans une longue lettre adressée le 1^{er} avril 1935 à la Municipalité de Bordeaux, proposé à celle-ci l'achat d'immeubles et l'organisation de deux établissements pour mineurs anormaux (garçons et filles), sous un contrôle médical, où se rencontreraient, dans un voisinage typique qui montre bien l'excellence de la solution cherchée, les enfants confiés par le tribunal et par l'hôpital.

Déjà des concours sont acquis à cette œuvre qui donnerait, au tribunal pour enfants de Bordeaux, un ensemble heureux et complet de réalisation. Mais là encore, les crédits sont difficiles à obtenir pour le fonctionnement proprement dit de l'œuvre.

Quels sont les résultats de l'organisation actuelle ?

Justifient-ils son maintien ?

Après chaque étude d'établissement, nous avons donné en manière de conclusion l'impression qui paraissait s'en dégager.

Porter un jugement d'ensemble, essayer d'avancer un pourcentage de succès, il serait aventureux de le faire si l'on s'en rapporte à l'exemple tiré du bulletin de la Société générale des prisons, séance du 1^{er} juin 1910, page 590. Parlant du nombre de rechutes dans les trois ans qui suivent la sortie de la maison de rééducation, M. Schrameck, directeur de l'Administration pénitentiaire, cite le chiffre de 9 %, mais il est interrompu par M. le Conseiller Voisin qui indique celui de 80 %.

Un tel écart nous montre combien une affirmation précise peut être sujette à contestation et constituer le point de départ de graves erreurs.

Comment déceler quelle sera l'influence d'une rééducation ? Les sujets qui semblent donner le plus de satisfaction se dérobent souvent à toute prévision.

Lors de notre dernière visite à Cadillac, une pupille qui, par sa bonne conduite, avait mérité récemment d'être placée, venait d'être réintégrée pour être envoyée à la Maternité de Doullens. Deux autres, qui avaient été désignées aux postes de choix de cuisinière et d'infirmière, étaient en cellule pour avoir tenté de correspondre avec des ouvriers électriciens venus pour effectuer des réparations dans l'établissement.

Il nous faut simplement dire, et c'est une vérité que nous croyons avoir prouvée, que les maisons de rééducation placées dans le ressort du Tribunal de Bordeaux arrachent des enfants à leurs fautes passées et les remettent dans le droit chemin grâce à une organisation et à des dévouements qui, mis au service d'idées nouvelles, donneraient, à notre avis, des résultats encore plus favorables. Constatons que le Tribunal, par son organisation du service d'enquête sociale, a pris une notable avance dans cette voie du progrès, et faisons nôtre cette conclusion à la fois optimiste et pessimiste de M. l'Inspecteur général des prisons Puybaraud : « Je crois aux efforts et j'y fais confiance, mais je » ne crois pas beaucoup aux résultats. »

Conclusion pessimiste si l'on considère les difficultés et l'ingratitude de la tâche, optimiste si l'on envisage les possibilités de progrès et les quelques résultats déjà obtenus.

Vu :
Le Doyen,
E. FERRON.

Vu, bon à imprimer :
Le Président,
POPLAWSKI

Vu et permis d'imprimer :
Bordeaux, le 21 mai 1935
Le Recteur de l'Académie,
A. TERRACHER.

BIBLIOGRAPHIE

- ALBANEL (Louis). — *Le crime dans la famille*, Paris 1900.
- ANSELET-HUSTACHE. — *Les Sœurs des prisons*, chez B. Grasset.
- BALDE (J.). — *Les Dames de la Miséricorde*, chez B. Grasset, Paris.
- CAFORT. — *Les mineurs confiés à une société de patronage*, thèse Paris, 1906.
- CUCHE (P.). — « Les peines éducatives ». *Annales de l'Un. de Grenoble*.
— *Science et législation pénitentiaire*, Paris, 1905.
- DANJOU (H.). — *Les Enfants du malheur*.
- FARALICQ. — *Le mineur abandonné, vicieux et coupable*, thèse Paris, 1905.
- FRIBOURG-BLANC. — *L'enfance coupable*, thèse Lyon, 1912.
- GIULANI. — *L'adolescence criminelle, ses causes, ses remèdes*, thèse Dijon, 1908.
- GUILLLOT. — *L'enfant vagabond et l'école de préservation*, Paris, 1890.
- HÉLIE-JEAN. — *Le vagabondage des mineurs*, thèse Paris, 1899.
- JOLY (H.). — *L'enfance coupable*, Paris 1888.
— *L'éducation correctionnelle*, Paris 1891.
- LAMBERT (J.-A.). — *Au secours de l'enfance malheureuse ou coupable*, Paris, 1929.
- LAURENT (E.). — *La criminalité infantile*, thèse Lyon, 1912.
- MARTIN (D^r) et MOURET (D^r). — *Les enfants en justice*, Lyon-Paris, 1931.
- MORIN. — *Le Comité de défense des mineurs traduits en justice*, thèse Toulouse, 1899.
- MOSSÉ (A.). — *Les prisons et les institutions d'éducation corrective*.
- MOURET (D^r) et LACASSAGNE. — « Les jeunes vagabondes prostituées en prison », *Journal de Médecine de Lyon*, 20 mai 1930.
- NICOLAS. — *Juridictions spéciales pour enfants et mise en liberté surveillée*, thèse Nancy, 1908.
- PRÉVOST (Eug.). — *De la prostitution des enfants*, thèse Paris, 1909.
- RAUX. — *Nos jeunes détenus*, Paris 1890.
- RIVIÈRE. — *Le Code de l'enfance*, 1904.
- ROUBAUD (Louis). — *Les enfants de Caïn*, B. Grasset, Paris.

VIDAL et MAGNOL. — *Traité de droit criminel et de science pénitentiaire*, 8^e édition, Paris, 1935.

VIGNERON. — *Condition des mineurs en droit pénal dans les législations anciennes et modernes*.

REVUES ET PUBLICATIONS

Revue pénitentiaire de droit pénal.

Publication du Comité de défense des enfants traduits en justice de Paris.

Code pénitentiaire, imprimerie administrative Melun.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	1
Chapitre premier. — La législation de l'enfance coupable	.
<i>Section I.</i> — L'apparition du principe de la rééducation.....	5
<i>Section II.</i> — La législation de l'enfance coupable depuis 1810.....	10
Chapitre II. — L'œuvre du Tribunal pour enfants de Bordeaux.....	.
<i>Section I.</i> — Les mesures d'information prises au cours de l'instruction en vue d'une sélection raisonnée.....	19
<i>Section II.</i> — Les décisions intervenues devant le Tribunal pour enfants de Bordeaux	36
Chapitre III. — L'œuvre girondine de l'enfance.....	.
<i>Section I.</i> — La Colonie agricole Saint-Louis.....	43
Etude descriptive des lieux.....	46
Recrutement.....	47
L'entrée à la colonie	50
Organisation intérieure.....	52
Mesures rééducatives.....	56
Récompenses et mesures disciplinaires	61
<i>Section II.</i> — La Colonie Lecoq.....	.
Description des lieux	63
Recrutement.....	65
La vie à la Colonie	66
<i>Section III.</i> — Les résultats de l'Œuvre.....	67
Chapitre IV. — Deux établissements religieux de rééducation.....	.
<i>Section I.</i> — L'Œuvre de la Solitude de Nazareth.....	71
<i>Section II.</i> — La Maison de la Miséricorde.....	77
Chapitre V. — L'Ecole de préservation de jeunes filles de Cadillac-sur-Garonne	.
<i>Section I.</i> — Généralités et étude descriptive de l'école de Préservation	86
<i>Section II.</i> — Les services pénitentiaires.....	.
Le service central	90
Les services administratifs	92

Le personnel éducateur	93
Le personnel de surveillance	94
Recrutement du personnel	95
Les services indépendants	96
Le conseil de surveillance	97
<i>Section III. — La population de l'Etablissement.</i>	98
<i>Section IV. — L'entrée des pupilles.</i>	
Examen moral et intellectuel	101
Examen psychiatrique	103
<i>Section V. — Le régime intérieur.</i>	106
<i>Section V. — L'Œuvre de rééducation.</i>	
L'éducation intellectuelle	107
L'éducation physique	110
L'éducation professionnelle	111
L'éducation religieuse	115
L'éducation morale	117
<i>Section VII. — La discipline.</i>	121
<i>Section VIII. — La sortie. Les résultats.</i>	124
Chapitre VI. — Etude critique. Propositions. Conclusions.	128
Bibliographie	145

